

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**Philippe MACHENAUD-JACQUIER**
Email : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165
N° 33**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 22
no Eperera 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Pages

Arrêté n° 16000441 du 24 mars 2016 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française. 4240

EXTRAITS

Arrêté n° HC 515 DIE/FIP du 11 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2050 DIPAC/FIP du 29 juillet 2013 relatif à l'opération "Reconstruction de la cantine de l'école de Haapu" de la commune de Huahine, volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2013 4240

Arrêté n° HC 516 DIE du 11 avril 2016 portant attribution aux communes de la Polynésie française d'acomptes au titre de la dotation non affectée de fonctionnement (DNAF) et de la dotation non affectée d'investissement (DNAI) du Fonds intercommunal de péréquation, pour le mois d'avril à décembre 2016 4241

Arrêté n° HC 518 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1327 DIE/FIP du 17 juin 2015 relatif à l'opération "Actions de communication dans le cadre de la pose des compteurs d'eau" de la commune de Mahina, volet : Adduction d'eau potable, année de programmation : 2015 4244

Arrêté n° HC 519 DIE/BFC du 12 avril 2016 portant attribution à la commune de Faa'a d'une subvention sur le budget de l'Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, dotation forfaitaire 2016, programme 119 concours financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, EJ : 2101795181 4244

Arrêté n° HC 520 DIE/BFC du 12 avril 2016 portant attribution à la commune de Punaauia d'une subvention sur le budget de l'Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, dotation forfaitaire 2016, programme 119 concours financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, EJ : 2101795182 4244

Arrêté n° HC 521 DIE/BFC du 12 avril 2016 portant attribution à la commune de Papeete d'une subvention sur le budget de l'Etat au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux, dotation forfaitaire 2016, programme 119 concours financier aux collectivités territoriales et à leurs groupements, centre financier : 0119-C001-D987, domaine fonctionnel : 0119-01-06, EJ : 2101795191 4244

Arrêté n° 522 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 1 655 786 F CFP, soit 13 875,49 euros à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération "Acquisition d'équipements de protection individuelle (EPI)", volet : Incendie, secours, année de programmation : 2016 4244

Arrêté n° 523 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération "Réseau informatique de la commune", volet : Acquisition de matériels informatiques et de logiciels, année de programmation : 2016 4246

Arrêté n° 524 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 9 669 148 F CFP, soit 81 027,46 euros à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération "Rénovation de la salle des maîtres de l'école primaire de Pukarua", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016 4247

Arrêté n° 525 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 17 880 299 F CFP, soit 149 836,91 euros à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération "Construction du logement de fonction de l'école à Pukarua", volet : Constructions scolaires, année de programmation : 2016 . 4248

Arrêté n° 526 DIE/FIP du 12 avril 2016 portant attribution d'une dotation du Fonds intercommunal de péréquation (FIP) de 19 596 650 F CFP, soit 164 219,93 euros à la commune de Mahina pour le financement de l'opération "Acquisition d'un camion-citerne de feu de forêt (CCF) destiné au centre d'incendie et de secours", volet : Incendie secours, année de programmation : 2016 4249

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Délibérations de l'assemblée de la Polynésie française ou de sa commission permanente

Délibération n° 2016-30 APF du 14 avril 2016 portant approbation du projet de convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant 4251

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 392 CM du 13 avril 2016 relatif à l'octroi de l'agrément de commissionnaire en douane à durée indéterminée à l'établissement public industriel et commercial Office des postes et télécommunications (n° TAHITI 381053) 4254

Arrêté n° 393 CM du 14 avril 2016 portant désignation des membres de la commission des impôts. 4255

Arrêté n° 394 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services and Tours pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4255

Arrêté n° 395 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. 4256

Arrêté n° 396 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services and Tours pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4258

Arrêté n° 397 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4259

Arrêté n° 398 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services and Tours pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. 4260

Arrêté n° 399 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4261

Arrêté n° 400 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services and Tours pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4262

Arrêté n° 401 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora 4263

Arrêté n° 402 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu... 4265

Arrêté n° 403 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4266
Arrêté n° 404 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4267
Arrêté n° 405 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4268
Arrêté n° 406 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4269
Arrêté n° 407 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4270
Arrêté n° 408 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4271
Arrêté n° 409 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la direction de l'enseignement protestant, pour les frais d'études, les travaux et les équipements dans le cadre de la réhabilitation de l'internat protestant de Taravao en lycée d'enseignement agricole	4273
Arrêté n° 410 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu	4274
Arrêté n° 412 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuataea pour l'extension de la salle omnisports de Avera	4275
Arrêté n° 413 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rurutu pour la construction de la salle omnisports de Hauti	4277
Arrêté n° 414 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour l'acquisition d'une barge	4278
Arrêté n° 415 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour l'extension du hangar technique de Tatakoto	4280
Arrêté n° 416 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour l'assainissement de l'avenue de Tipaerui	4281
Arrêté n° 417 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Makemo pour la construction d'une mairie provisoire pour Makemo	4283
Arrêté n° 418 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hikueru pour les études et les travaux d'extension du réseau électrique de Hikueru	4284
Arrêté n° 419 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taiarapu-Est pour l'acquisition d'un bus de 45 places	4286
Arrêté n° 420 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du collège de Afareaitu pour financer un voyage pédagogique en métropole	4287
Arrêté n° 421 CM du 15 avril 2016 portant nomination de M. Guillaume Raynal en qualité de chef du service des parcs et jardins, et de la propreté	4288
Arrêté n° 422 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 138 d'une superficie de 2,08 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Christiane Maeva Duine	4288
Arrêté n° 423 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 127 d'une superficie de 2,22 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Juliette Faaeva épouse Lachaux	4289

Arrêté n° 424 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 37 d'une superficie de 2,72 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Antony Vairaatoa Patii	4290
Arrêté n° 425 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 120 d'une superficie de 2,26 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Lewis Temataru	4290
Arrêté n° 426 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 134 d'une superficie de 2,35 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Teeva Tearai	4291
Arrêté n° 427 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,7 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Anita Marahiti épouse Teriipaia	4292
Arrêté n° 428 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 135 d'une superficie de 2,48 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Tilyana Moeata Hatitio épouse Butscher	4293
Arrêté n° 429 CM du 15 avril 2016 autorisant la location d'une partie de l'ancien champ semencier de Faaroa d'une superficie de 2,13 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit du syndicat des éleveurs de bovins de Raiatea, Tahaa	4294
Arrêté n° 430 CM du 15 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 modifié portant application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française	4295
Arrêté n° 431 CM du 18 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française	4295
Arrêté n° 432 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2320 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti nui Ocean Foods	4296
Arrêté n° 433 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti nui Ocean Foods	4297
Arrêté n° 434 CM du 18 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime à détacher du lais de mer remblayé, cadastré commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti, section HT n° 71, au profit de M. Placide Teahuitu Heimata	4297
Arrêté n° 435 CM du 18 avril 2016 portant affectation d'une partie de la terre Taikirivi, sise sur l'atoll de Aratika, cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Kauehi, section CZ n° 12, au profit de la commune de Fakarava	4299
Arrêté n° 436 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 844 CM du 16 juin 2003 modifié et de l'arrêté n° 2085 CM du 17 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Faanui, commune de Bora Bora, au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora	4300
Arrêté n° 437 CM du 18 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 122 CM du 4 février 2002 modifié et autorisant la résiliation du bail du 12 février 2004, relatifs à la location d'une partie de la parcelle C du domaine territorial de Vaihonu, sise à Fare, commune de Huahine, au profit de la SARL La petite ferme	4301
Arrêté n° 438 CM du 18 avril 2016 portant affectation de certaines parcelles de la terre Vaima'i, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Hipu, au profit de la commune de Tahaa	4302
Arrêté n° 439 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1247 CM du 31 août 2000 modifié autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 95 215 mètres carrés sis au droit du lot numéro 1 de la terre Tehou ou Aaru à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la SA Bora Bora Development II	4303
Arrêté n° 440 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 961 CM du 1er septembre 2006 modifié autorisant l'occupation du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la SA Bora Bora Development II	4304
Arrêté n° 441 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 156 CM du 30 janvier 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis au droit d'une concession autorisée attenante à la terre Tehou à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la société anonyme (SA) Bora Bora Development II	4305

Erratum à l'intitulé de l'arrêté n° 346 CM du 1er avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 1-2016 CG.RST du 11 février 2016 relative à l'attribution des subventions du régime de solidarité en faveur des associations ou des établissements du secteur socio et médico-éducatif au titre de l'exercice 2016 (JOPF n° 29 du 8 avril 2016, page 3642)	4305
---	------

EXTRAITS

Arrêté n° 411 CM du 14 avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 2-2016 CA/CMMPf du 22 mars 2016 portant adoption du budget primitif du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2016	4305
---	------

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**Présidence**

Arrêté n° 242 PR du 15 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 155 PR du 2 mars 2015 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale (CPS)	4318
Arrêté n° 253 PR du 18 avril 2016 portant désignation des personnalités au conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de la Polynésie française	4318
Arrêté n° 255 PR du 18 avril 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale	4319
Arrêté n° 256 PR du 18 avril 2016 portant agrément de la société de contrôle technique Socotec Polynésie afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage	4320
Arrêté n° 257 PR du 18 avril 2016 portant renouvellement d'agrément pour une période de trois ans du bureau de contrôles polynésien (BCP) afin de procéder aux contrôles prescrits par les articles LP. 4432-1 et A. 4432-7 du code du travail, fixant les principes généraux de protection des salariés exposés aux rayonnements ionisants	4320

**Ministère du tourisme, des transports aériens internationaux,
de la modernisation de l'administration et de la fonction publique**

Arrêté n° 2966 MTF/DGRH du 14 avril 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, et interne, avec épreuves, pour le recrutement de 13 adjoints d'éducation de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française	4321
Arrêté n° 2999 MTF/DGRH du 14 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 999 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016	4322

**Ministère de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique
et de la promotion des investissements**

Arrêté n° 2998 MEI/DAE du 14 avril 2016 portant reconnaissance de 252 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.	4322
--	------

**Ministère du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine**

Arrêté n° 3007 MLV du 15 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 7970 MAA du 16 novembre 2011 et autorisant la résiliation du bail du 1er janvier 2012 relatif à la location d'une parcelle dépendant de la terre domaniale dite Mukaopaoho, cadastrée section AG n° 74, sise à Taiohae commune de Nuku Hiva, d'une superficie de 1 000 mètres carrés, au profit de Mlle Clémence Tata et de M. Ramond Taraufau.	4328
Arrêté n° 3008 MLV du 15 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 560 MAA du 16 janvier 2012 modifié autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale dite "baie du contrôleur", au lieu dit "lotissement agricole", référencée PVB n° 202, sise commune de Nuku Hiva, commune associée de Taipivai, au profit de la société civile agricole (SCA) Haateketeteke	4329

Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports

Arrêté n° 2992 MEE du 14 avril 2016 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.	4330
Arrêté n° 2993 MEE du 14 avril 2016 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.	4330

Ministère de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs

Arrêté n° 2965 MET du 14 avril 2016 autorisant l'exonération sur six mois du paiement des redevances domaniales relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du local situé dans l'enceinte du domaine public aéroportuaire de Moorea-Temae (îles du Vent), au profit de Mlle Aurore Allard	4331
Arrêté n° 2968 MET du 14 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres.	4334
Arrêté n° 2970 MET du 14 avril 2016 portant ouverture d'une session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes au titre de l'année 2016	4334
Arrêté n° 2971 MET du 14 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la commune de Rangiroa	4336
Arrêté n° 2972 MET du 14 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la commune de Makemo	4338
Arrêté n° 2991 MET du 14 avril 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Kura Ora II à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 4 d'avril 2016	4340
Arrêté n° 3005 MET du 15 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier	4340
Arrêté n° 3022 MET du 15 avril 2016 portant radiation de l'autorisation n° 006 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-006 délivrées à M. Arthur Mati pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti	4342
Erratum à l'intitulé de l'arrêté n° 2517 MET du 31 mars 2016 (JOPF n° 29 du 8 avril 2016, page 3644)	4342

EXTRAITS

Arrêté n° 2973 MET du 14 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	4342
Arrêté n° 2974 MET du 14 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres Okaviriviri cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8) nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu	4342
Arrêté n° 3006 MET du 15 avril 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tepufeiraukau cadastrée AZ 4 (plan 4) nécessaire à l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra	4343

ARRÊTES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Arrêté n° 19-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française	4343
Arrêté n° 20-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions législatives de l'assemblée de la Polynésie française.	4343
Arrêté n° 21-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française	4345
Arrêté n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française	4345

ACTES MUNICIPAUX

Commune de Uturoa

Délibération municipale n° 52-2016 du 30 mars 2016 approuvant les tarifs de vente d'énergie électrique de la régie du SPIC de l'électricité de la commune de Uturoa.	4355
---	------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**


Loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. (JORF du 14 avril 2016)	4356
--	------

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES

Direction des affaires foncières. — Avis de curatelle n° 3858 DAF.REC-HYP du 31 mars 2016 relative aux successions et biens vacants.	4361
Service de l'urbanisme. — Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers des îles du Vent et des Tuamotu-Gambier pour la période du 4 au 8 avril 2016.	4361

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires et légales.	4363
Annonces diverses	4369
Annonces marchés publics	4376



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

ARRETE n° 16000441 du 24 mars 2016 portant subdélégation de signature au service des douanes en Polynésie française.

Le directeur régional des douanes de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 70-858 du 16 septembre 1970 portant transfert au ministre de l'économie et des finances des attributions du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer en ce qui concerne les services des douanes dans les territoires d'outre-mer ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu le décret du 22 août 2013 portant nomination de M. Lionel Beffre, préfet, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu l'arrêté n° 1231 du ministère des finances et des comptes publics du 8 juin 2015 portant réintégration et détachement dans l'emploi d'administrateur des douanes et droits indirects à la direction régionale des douanes de Polynésie française, de M. Richard Marie, pour exercer les fonctions de directeur régional, à compter du 1er septembre 2015 ;

Vu l'arrêté n° HC 252 DRHME/BRHT/jc du 1er septembre 2015 portant délégation de signature et de qualité d'ordonnateur secondaire délégué à M. Richard Marie, directeur régional des douanes de la Polynésie française ;

Vu la convention n° 85-001 ET du 10 janvier 1985 relative à la mise à disposition du territoire de la Polynésie française du service des douanes,

Arrête :

Article 1er. — Subdélégation de signature est accordée à :

- M. Alain Tisserand, chef du pôle GRH et logistique ;
- Mme Martine Blanchet, responsable du bureau Budget/Equiperment ;
- M. Gilles Gourdiér, rédacteur au bureau Budget/Equiperment ;
- Mme Ravahere Chimin, rédactrice au bureau Budget/Equiperment ;

à l'effet de valider dans "Chorus Formulaires" les demandes d'achat et de constater le service fait.

Art. 2. — Le directeur des douanes de Polynésie française est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 24 mars 2016.
Richard MARIE.

Par arrêté n° HC 515 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 avril 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 2050 DIPAC/FIP du 29 juillet 2013 modifié relatif au financement de l'opération "Reconstruction de la cantine de l'école de Haapu" pour la commune de Huahine, en ce qui concerne le délai d'exécution de l'opération et le délai de versement du solde.

L'article 6, alinéa 6, de l'arrêté n° 2050 DIPAC/FIP du 29 juillet 2013 modifié est modifié comme suit :

Au lieu de : " - à exécuter cette opération au plus tard le 31 juillet 2015 ;"

Lire : “- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 31 mai 2016”.

L'article 6, alinéa 7, de l'arrêté n° 2050 DIPAC/FIP du 29 juillet 2013 est modifié comme suit :

Au lieu de : “- à demander le versement de l'intégralité de la dotation relative à cette opération dans un délai de 6 mois à partir de la date d'achèvement prévue ci-dessus” ;

Lire : “- à demander le versement du solde au plus tard le 31 mai 2016”.

Toutes les autres dispositions de l'arrêté n° 2050 DIPAC/FIP du 29 juillet 2013 non expressément modifiées par le présent arrêté sont et demeurent valables.

Par arrêté n° HC 516 DIE du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 11 avril 2016. — Compte-tenu du montant des dotations non affectées pour l'année 2016 décidé par le comité des finances locales de la Polynésie française et des versements intervenus de janvier à mars 2016, les acomptes des dotations non affectées de

fonctionnement et d'investissement au titre des mois d'avril à décembre 2016 sont attribués aux communes de la Polynésie française conformément aux deux tableaux annexés au présent arrêté.

Le versement des acomptes mentionnés ci-dessus interviendra selon les crédits disponibles du Fonds intercommunal de péréquation, à la diligence de madame l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française au cours des mois considérés.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION
DOTATION NON AFFECTEE DE FONCTIONNEMENT (DNAF)
Période d'avril à décembre 2016

Communes	DNAF 2016 Fcfp) (en	Total versements de DNAF de janvier à mars 2016	Versements d'avril à novembre 2016	Versement de décembre 2016	Total versements de DNAF de janvier à décembre 2016
			Mensuel	Mensuel	
Raivavae	65 730 640	16 432 659	5 477 553	5 477 557	65 730 640
Rapa	53 827 743	13 456 935	4 485 645	4 485 648	53 827 743
Rimatara	73 453 114	18 350 820	6 122 477	6 122 478	73 453 114
Rurutu	136 474 033	34 118 508	11 372 836	11 372 837	136 474 033
Tubuai	133 682 223	33 143 472	11 170 972	11 170 975	133 682 223
Total Australes	463 167 753	115 502 394	38 629 483	38 629 495	463 167 753
Arue	406 088 099	101 522 022	33 840 675	33 840 677	406 088 099
Faaa	1 209 230 813	302 307 702	100 769 235	100 769 231	1 209 230 813
Hitiaa o te ra	343 371 405	85 842 849	28 614 284	28 614 284	343 371 405
Mahina	530 901 551	132 725 385	44 241 796	44 241 798	530 901 551
Moorea	688 359 077	172 089 768	57 363 257	57 363 253	688 359 077
Paea	483 842 515	120 960 627	40 320 210	40 320 208	483 842 515
Papara	408 432 619	101 629 971	34 089 183	34 089 184	408 432 619
Papeete	1 362 731 962	340 682 988	113 560 997	113 560 998	1 362 731 962
Pirae	607 480 818	151 870 203	50 623 402	50 623 399	607 480 818
Punaauia	936 720 896	233 515 602	78 133 922	78 133 918	936 720 896
Taiarapu est	484 415 643	121 103 910	40 367 970	40 367 973	484 415 643
Taiarapu ouest	273 357 515	67 322 913	22 892 734	22 892 730	273 357 515
Teva i Uta	359 183 107	89 795 775	29 931 926	29 931 924	359 183 107
Total IDV	8 094 116 020	2 021 369 715	674 749 591	674 749 577	8 094 116 020
Fatu Hiva	57 714 927	14 428 731	4 809 577	4 809 580	57 714 927
Hiva Oa	169 983 657	42 495 912	14 165 305	14 165 305	169 983 657
Nuku Hiva	218 232 596	54 558 147	18 186 050	18 186 049	218 232 596
Tahuata	63 795 687	15 948 921	5 316 307	5 316 310	63 795 687
Ua Huka	57 372 735	14 343 183	4 781 061	4 781 064	57 372 735
Ua Pou	157 994 473	39 498 618	13 166 206	13 166 207	157 994 473
Total Marquises	725 094 075	181 273 512	60 424 506	60 424 515	725 094 075
Bora Bora	426 914 605	106 728 651	35 576 217	35 576 218	426 914 605
Huahine	293 363 200	73 340 799	24 446 933	24 446 937	293 363 200
Maupiti	72 303 807	18 075 951	6 025 317	6 025 320	72 303 807
Tahaa	251 075 196	62 768 799	20 922 933	20 922 933	251 075 196
Taputapuata	196 137 289	49 034 322	16 344 774	16 344 775	196 137 289
Tumaraa	150 650 426	37 662 606	12 554 202	12 554 204	150 650 426
Uturoa	202 836 461	50 709 114	16 903 039	16 903 035	202 836 461
Total ISLV	1 593 280 984	398 320 242	132 773 415	132 773 422	1 593 280 984
Anaa	74 276 091	18 569 022	6 189 674	6 189 677	74 276 091
Arutua	123 125 603	30 781 398	10 260 467	10 260 469	123 125 603
Fakarava	122 807 542	30 701 883	10 233 962	10 233 963	122 807 542
Fangatau	37 132 657	9 283 164	3 094 388	3 094 389	37 132 657
Gambier	122 082 612	30 520 653	10 173 551	10 173 551	122 082 612
Hao	130 807 226	32 701 806	10 900 602	10 900 604	130 807 226
Hikueru	29 278 281	7 319 568	2 439 857	2 439 857	29 278 281
Makemo	142 334 992	35 583 747	11 861 249	11 861 253	142 334 992
Manihi	100 551 458	25 131 228	8 380 026	8 380 022	100 551 458
Napuka	38 393 384	9 598 344	3 199 449	3 199 448	38 393 384
Nukutavake	42 871 015	10 717 752	3 572 585	3 572 583	42 871 015
Puka Puka	25 829 946	6 457 485	2 152 496	2 152 493	25 829 946
Rangiroa	217 934 197	54 483 549	18 161 183	18 161 184	217 934 197
Reao	64 174 321	16 043 580	5 347 860	5 347 861	64 174 321
Takaroa	96 991 687	24 247 920	8 082 641	8 082 639	96 991 687
Tatakoto	34 971 066	8 742 765	2 914 256	2 914 253	34 971 066
Tureia	35 169 482	8 792 370	2 930 790	2 930 792	35 169 482
Total TG	1 438 731 560	359 676 234	119 895 036	119 895 038	1 438 731 560
TOTAL GENERAL	12 314 390 392	3 076 142 097	1 026 472 031	1 026 472 047	12 314 390 392

FONDS INTERCOMMUNAL DE PEREQUATION
DOTATION NON AFFECTEE D'INVESTISSEMENT (DNAI)
Période d'avril à décembre 2016

Communes	DNAI 2016 Fcfp) (en	Total versements de DNAI de janvier à mars 2016	Versements d'avril à novembre 2016	Versement de décembre 2016	Total versements de DNAI de janvier à décembre 2016
			Mensuel	Mensuel	
Raivavae	11 474 139	2 899 881	952 695	952 698	11 474 139
Rapa	9 287 342	2 374 752	768 066	768 062	9 287 342
Rimatara	12 962 314	3 238 380	1 080 437	1 080 438	12 962 314
Rurutu	21 609 528	5 763 099	1 760 714	1 760 717	21 609 528
Tubuai	23 590 981	5 814 354	1 975 181	1 975 179	23 590 981
Total Australes	78 924 304	20 090 466	6 537 093	6 537 094	78 924 304
Arue	71 187 112	17 915 649	5 919 051	5 919 055	71 187 112
Faaa	132 854 492	29 770 998	11 453 722	11 453 718	132 854 492
Hitiaa o te ra	55 572 344	14 239 404	4 592 549	4 592 548	55 572 344
Mahina	68 574 530	17 206 356	5 707 575	5 707 574	68 574 530
Moorea	100 877 240	25 577 565	8 366 631	8 366 627	100 877 240
Paea	60 421 415	15 508 143	4 990 364	4 990 360	60 421 415
Papara	72 076 345	17 934 699	6 015 738	6 015 742	72 076 345
Papeete	237 271 464	59 385 846	19 765 069	19 765 066	237 271 464
Pirae	47 936 005	13 418 751	3 835 250	3 835 254	47 936 005
Punaauia	165 303 688	41 208 633	13 788 339	13 788 343	165 303 688
Taiarapu est	85 095 158	20 675 046	7 157 790	7 157 792	85 095 158
Taiarapu ouest	48 239 561	11 880 513	4 039 894	4 039 896	48 239 561
Teva i Uta	60 414 528	15 156 402	5 028 681	5 028 678	60 414 528
Total IDV	1 205 823 882	299 878 005	100 660 653	100 660 653	1 205 823 882
Fatu Hiva	9 962 379	2 463 738	833 182	833 185	9 962 379
Hiva Oa	28 446 131	7 499 277	2 327 428	2 327 430	28 446 131
Nuku Hiva	37 812 991	9 627 906	3 131 676	3 131 677	37 812 991
Tahuata	11 019 005	2 814 513	911 610	911 612	11 019 005
Ua Huka	4 060 638	1 001 628	339 890	339 890	4 060 638
Ua Pou	26 725 556	6 970 344	2 195 024	2 195 020	26 725 556
Total Marquises	118 026 700	30 377 406	9 738 810	9 738 814	118 026 700
Bora Bora	75 286 273	18 834 465	6 272 423	6 272 424	75 286 273
Huahine	30 398 427	7 317 957	2 564 497	2 564 494	30 398 427
Maupiti	12 345 484	3 189 873	1 017 290	1 017 291	12 345 484
Tahaa	28 535 469	7 356 240	2 353 248	2 353 245	28 535 469
Taputapuatea	19 633 916	5 225 859	1 600 895	1 600 897	19 633 916
Tumaraa	25 172 863	6 262 863	2 101 111	2 101 112	25 172 863
Uturoa	32 297 002	8 035 431	2 695 730	2 695 731	32 297 002
Total ISLV	223 669 434	56 222 688	18 605 194	18 605 194	223 669 434
Anaa	11 661 937	3 257 721	933 802	933 800	11 661 937
Arutua	21 352 653	5 432 010	1 768 960	1 768 963	21 352 653
Fakarava	19 321 449	5 417 979	1 544 830	1 544 830	19 321 449
Fangatau	6 493 263	1 584 048	545 468	545 471	6 493 263
Gambier	19 383 195	5 385 996	1 555 244	1 555 247	19 383 195
Hao	13 035 650	2 897 334	1 126 480	1 126 476	13 035 650
Hikueru	4 952 297	1 282 347	407 772	407 774	4 952 297
Makemo	22 341 965	6 279 483	1 784 720	1 784 722	22 341 965
Manihi	17 744 375	4 348 134	1 488 471	1 488 473	17 744 375
Napuka	6 610 572	1 693 824	546 305	546 308	6 610 572
Nukutavake	6 993 325	1 887 417	567 323	567 324	6 993 325
Puka Puka	4 052 896	911 643	349 028	349 029	4 052 896
Rangiroa	36 853 517	9 614 742	3 026 531	3 026 527	36 853 517
Reao	10 335 645	2 831 220	833 825	833 825	10 335 645
Takaroa	14 722 341	3 610 272	1 234 674	1 234 677	14 722 341
Tatakoto	5 984 030	1 448 994	503 893	503 892	5 984 030
Tureia	5 908 369	1 551 594	484 086	484 087	5 908 369
Total TG	227 747 479	59 434 758	18 701 412	18 701 425	227 747 479
TOTAL GENERAL	1 854 191 799	466 003 323	154 243 162	154 243 180	1 854 191 799

Par arrêté n° HC 518 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. — Le présent arrêté a pour objet de modifier l'arrêté n° 1327 DIE/FIP du 17 juin 2015 modifié relatif à l'opération "Actions de communication dans le cadre de la pose des compteurs d'eau" en ce qui concerne le délai de démarrage.

Les dispositions du 5e alinéa de l'article 6 de l'arrêté sont modifiées comme suit :

Au lieu de : " - démarrer l'opération au plus tard le 17 avril 2016. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL. " ;

Lire : " - à démarrer l'opération au plus tard le 17 septembre 2016. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur, faute de commencement à cette date, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL. "

Toutes les autres dispositions de l'arrêté initial demeurent inchangées.

Par arrêté n° HC 519 DIE/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. — Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat, il est accordé à la commune de Faa'a une subvention d'un montant de 490 737 euros, soit 58 560 501 F CFP au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux : dotation forfaitaire 2016.

Cette dotation fera l'objet d'un versement unique dès signature du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 520 DIE/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. — Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat, il est accordé à la commune de Punaauia une subvention d'un montant de 460 570 euros, soit 54 960 621 F CFP au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux : dotation forfaitaire 2016.

Cette dotation fera l'objet d'un versement unique dès signature du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé

contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° HC 521 DIE/BFC du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. — Par imputation sur les disponibilités du budget de l'Etat, il est accordé à la commune de Papeete une subvention d'un montant de 427 956 euros, soit 51 068 735 F CFP au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux : dotation forfaitaire 2016.

Cette dotation fera l'objet d'un versement unique dès signature du présent arrêté.

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès des services du haut-commissariat. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 522 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'équipements de protection individuelle (EPI)" dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition de matériels de secours et d'incendie de type équipements de protection individuelle (EPI).

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 1 655 786 F CFP, soit 13 875,49 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP	1 655 786 F CFP	13 875,49 euros,	soit	100 %
- Commune	0 F CFP	0 euros,	soit	0 %
- Total	1 655 786 F CFP	13 875,49 euros,	soit	100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération.

Le montant de la dotation est fixé à 100 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 1 655 786 F CFP, soit 13 875,49 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- en une seule fois, à l'achèvement de l'opération ;
- sur production d'une demande de versement établie par le maire conformément à l'imprimé FIP et visée par le chef de la subdivision administrative des îles Tuamotu-Gambier ;
- sur production d'une attestation de réalisation établie par le maire, qui précisera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

La demande du maire sera accompagnée d'un état des mandatements émis visé par le receveur municipal et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC).

L'état de mandatement mentionnera les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Manihi s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2017 ;
- à demander le versement de l'intégralité ou du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2018 ;

- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;
- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 523 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération intitulée "Réseau informatique de la commune", dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à améliorer le réseau et renouveler le parc informatique de la commune.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 8 554 146 F CFP, soit 71 683,74 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP	5 000 000 F CFP	41 900 euros,	soit 58,45 %
- Commune	3 554 146 F CFP	29 783,74 euros,	soit 41,55 %
- Total	8 554 146 F CFP	71 683,74 euros,	soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Manihi pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 58,45 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 5 000 000 F CFP, soit 41 900 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Manihi s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2017 ;
- à demander le versement de l'intégralité ou du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La

prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 524 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération intitulée "Rénovation de la salle des maîtres de l'école primaire de Pukarua", dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en la rénovation de la salle des maîtres de l'école primaire de Pukarua.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 10 178 050 F CFP, soit 85 292,06 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP	9 669 148 F CFP	81 027,46 euros, soit 95 %
- Commune	508 902 F CFP	4 264,60 euros, soit 5 %
- Total	10 178 050 F CFP	85 292,06 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 9 669 148 F CFP, soit 81 027,46 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal.
- Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Reao s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 525 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération intitulée "Construction

du logement de fonction de l'école à Pukarua", dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste à construire un logement de fonction pour l'école de Pukarua.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 18 821 367 F CFP, soit 157 723,06 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP	17 880 299 F CFP	149 836,91 euros, soit 95 %
- Commune	941 068 F CFP	7 886,15 euros, soit 5 %
- Total	18 821 367 F CFP	157 723,06 euros, soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Reao pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 95 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 17 880 299 F CFP, soit 149 836,91 euros .

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (ordre de service, lettre ou bon de commande...) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
 - des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de la réalisation effective de l'opération sur production de l'imprimé FIP accompagné d'un état des mandatements effectués, visé par le receveur municipal.
- Le montant cumulé de l'avance et des acomptes interviendra dans la limite des 95 % du montant total du financement ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation de l'opération établie par le maire, du certificat de conformité et d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal. L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef de la subdivision administrative compétent. Les états de mandatement mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Reao s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative de son ressort tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2018 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2019 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté(s) modificatif(s), sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement de l'intégralité ou du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Par arrêté n° 526 DIE/FIP du haut-commissaire de la République en Polynésie française en date du 12 avril 2016. —
Objet

Le présent arrêté a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le comité des finances locales de la Polynésie française, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation, apporte son soutien financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération intitulée "Acquisition d'un camion-citerne de feu de forêt destiné au centre d'incendie et de secours", dénommée ci-après "l'opération".

Description de l'opération

L'opération consiste en l'acquisition d'un camion-citerne de feu de forêt destiné au centre d'incendie et de secours.

Le montant total toutes taxes comprises de l'opération est fixé à 39 193 300 F CFP, soit 328 439,85 euros.

Plan de financement

Le plan de financement de l'opération décrite ci-dessus est arrêté comme suit :

- FIP	19 596 650 F CFP	164 219,93 euros,	soit 50,00 %
- Pays	11 072 190 F CFP	92 784,95 euros,	soit 28,25 %
- Commune	8 524 460 F CFP	71 434,97 euros,	soit 21,75 %
- Total	39 193 300 F CFP	328 439,85 euros,	soit 100 %

Montant de la dotation affectée

Le fonds s'engage à apporter son concours financier à la commune de Mahina pour la réalisation de l'opération décrite ci-dessus.

Le montant de la dotation est fixé à 50 % du montant réel toutes taxes comprises de l'opération, dans la limite de 19 596 650 F CFP, soit 164 219,93 euros.

Modalités de versement de la dotation affectée

Le versement de la dotation s'effectuera dans la limite des crédits disponibles et selon les modalités suivantes :

- une avance de 30 % pourra être versée dès la signature du présent arrêté, sur production de l'imprimé FIP signé par le maire accompagné d'un document justifiant le commencement d'exécution de l'opération (lettre ou bon de commande) au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL ;
- le solde sera versé sur production de l'imprimé FIP, d'une attestation de réalisation établie par le maire, d'un état de mandatement définitif visé par le receveur municipal et du procès-verbal de réception visé par la direction de la défense et de la protection civile (DDPC). L'attestation du maire mentionnera la date effective de réalisation et le montant final de l'opération.

Les imprimés FIP seront signés par le maire et visés par le chef des subdivisions administratives des îles du Vent et des îles Sous-le-Vent. Les états de mandaments mentionneront les mandats relatifs à l'opération validés et payés par le receveur municipal.

Engagements de la commune

La commune de Mahina s'engage :

- à respecter le plan de financement défini ci-dessus ;
- à réaliser l'opération définie ci-dessus selon les règles de l'art, dans le respect de la réglementation et selon les dispositions du règlement intérieur du CFL ;
- à ne pas suspendre, abandonner ou modifier la réalisation de cet investissement sans accord préalable écrit du comité des finances locales, chargé de la gestion du Fonds intercommunal de péréquation ;
- à partir de la date de signature du présent arrêté, le bénéficiaire disposera de 6 mois pour commencer l'opération. A l'échéance de ce délai, le bénéficiaire adresse sans délai à la subdivision administrative des îles du Vent tout document justifiant du caractère effectif du commencement d'exécution. Au sens de l'article 21 du règlement intérieur du CFL, faute de commencement dans ce délai, la dotation retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL ;
- à exécuter cette opération conformément au projet présenté au plus tard le 15 octobre 2017 ;
- à demander le versement du solde de la dotation relative à cette opération au plus tard le 15 avril 2018 ;
- à faciliter les contrôles techniques et comptables relatifs à cette opération en communiquant notamment au secrétariat du CFL tous documents nécessaires à ces contrôles ;

- à assurer la conformité du matériel en lien avec les services de la DDPC.

Conséquences du non-respect des engagements souscrits

En cas d'inexécution de l'opération, ou d'une exécution non conforme au projet présenté et aux dispositions du présent arrêté, le CFL sera de plein droit libéré de son engagement et devra, le cas échéant, être remboursé par le bénéficiaire des sommes perçues au titre du présent arrêté.

Modifications

Les dispositions du présent arrêté, en particulier celles prévues ci-dessus relatives au respect du plan de financement et aux délais, peuvent être modifiées ou complétées par voie d'arrêté modificatif, sur demande justifiée et motivée du bénéficiaire :

- pour toute demande de prorogation du délai de commencement d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de commencement d'exécution mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de commencement d'exécution accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois ;
- pour toute demande de prorogation du délai d'exécution de l'opération, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard un mois avant l'expiration du délai de réalisation mentionné ci-dessus ;
- pour toute demande de prorogation du délai de versement du solde de la dotation affectée, le bénéficiaire devra faire sa demande au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai mentionné ci-dessus. La prorogation du délai de versement accordée par le secrétariat du CFL ne peut excéder neuf mois.

Faute de respect des délais de demande de prorogation mentionnés ci-dessus, la dotation affectée retenue sera automatiquement annulée par le secrétariat du CFL.

Voies et délais de recours

Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française. Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès de mes services. Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception de la réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ACTES DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
OU DE SA COMMISSION PERMANENTE**

DELIBERATION n° 2016-30 APF du 14 avril 2016 portant approbation du projet de convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant.

NOR : DEE1501953DL

L'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2180 CM du 28 décembre 2015 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 6-2016 du 18 janvier 2016 de la commission de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Dans sa séance du 14 avril 2016,

Adopte :

Article 1er.— Le projet de convention n° 2200-2015 HC/SG/DIE du 20 novembre 2015 entre l'Etat et la Polynésie française relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant, est approuvé.

Art. 2.— Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,
Loïs SALMON-AMARU.

Le président,
Marcel TUIHANI.

Convention n° *2200-2015/HC/SG/DIE* 20 NOV. 2015

entre l'Etat et la Polynésie française
relative à la prise en charge par l'Etat, à titre temporaire, d'une aide au logement étudiant

Entre

L'Etat, ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales, délégation générale de l'outre-mer, représenté par M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Et

La Polynésie française, représentée par M. le président de la Polynésie française.

Vu la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, complétée par la loi n°2004-193 du 27 février 2004 ;

Vu le décret n°2007-422 du 23 mars 2007 relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat en Polynésie française ;

Vu les dates de la rentrée universitaire 2015 - 2016 ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

- Article 1 : La présente convention a pour objet de définir pour l'année universitaire 2015-2016 les modalités selon lesquelles l'Etat (direction générale des Outre-mer) met en œuvre une aide au logement étudiant à titre temporaire et transitoire.
- Article 2 : Durant la période transitoire mentionnée à l'article 1^{er} ci-dessus, les parties conviennent que la prise en charge financière de l'aide au logement étudiant est assurée par le budget de l'Etat, mission outre-mer au titre du programme 123 intitulé « Conditions de vie outre-mer » sur le centre financier 0123-D987-D987, domaine fonctionnel 04-01, à hauteur de 380 000 €, répartis en deux tranches.
- Article 3 : La présente convention correspond à l'engagement de la première tranche d'un montant de 130 000 €. Un avenant à cette convention sera réalisé en début d'année 2016, sous réserve des crédits disponibles, pour porter la prise en charge financière totale de l'Etat à 380 000 €.
- Article 4 : L'aide au logement étudiant est allouée, dans la limite des crédits ouverts à cet effet dans le cadre de la loi de finances, aux étudiants boursiers inscrits dans les établissements et les classes d'enseignement et de formation supérieurs de la Polynésie française publics ou privés sous contrat d'association avec l'Etat.
- Article 5 : Un bilan du dispositif devra être produit au 30 septembre 2016 pour l'année universitaire 2015-2016.
- Article 6 : Les conditions d'attribution et de versement de l'aide au logement des étudiants en Polynésie française sont révisables annuellement et figurent en annexe de la présente convention.
- Article 7 : Les demandes d'aide au titre de l'année universitaire 2015-2016 doivent être déposées auprès du Haut-commissariat de la République en Polynésie française avant le 30 juin 2016 afin d'être prises en compte.
- Article 8 : Les justificatifs permettant le versement effectif de l'aide au titre de l'année universitaire 2015-2016 doivent être déposés auprès du Haut-commissariat de la République en Polynésie française avant le 17 août 2016 afin d'être pris en compte.

Le président de la Polynésie française

Edouard FRITCH.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française

Lionel BEFFRE.

ANNEXE

à la convention n° 2200-2015/HC/SG/MEU

20 NOV. 2015

Conditions de versement de l'aide au logement des étudiants en Polynésie française

1) Public concerné et conditions d'attribution :

Sont éligibles au bénéfice de l'aide au logement étudiant en Polynésie française, les étudiants de nationalité française, célibataires, mariés, vivant en concubinage ou ayant conclu un pacte civil de solidarité, qu'ils aient ou non des personnes à charge.

Pour bénéficier de ce dispositif, l'étudiant doit remplir les conditions suivantes :

- posséder la qualité d'étudiant ou d'élève de l'enseignement supérieur public ou de formations supérieures placées sous contrat d'association et assurées dans des établissements de l'enseignement privé également sous contrat d'association (cf. articles 4 et 6 du décret 60-389) ;
- être boursier sur critères sociaux de l'Etat ou de la Polynésie française ;
- résider habituellement en Polynésie française ;
- être locataire d'un logement occupé à titre principal, vide ou meublé, d'une superficie minimale de 9 mètres carrés pour un étudiant vivant seul, ou 16 mètres carrés pour un couple, avec 7 mètres carrés par enfant.

L'aide au logement étudiant ne peut pas être versée si le logement est loué par un ascendant ou un collatéral du demandeur, de son conjoint ou concubin.

2) Modalités d'attribution :

Le Haut-commissariat de la République en Polynésie française est chargé de la gestion de ce dispositif.

Le versement de l'aide peut être mensuel ou trimestriel à compter du premier jour suivant l'ouverture des droits. Lorsque les conditions d'ouverture des droits sont réunies antérieurement à la date de dépôt de la demande, l'aide au logement étudiant peut être versée dans la limite des trois mois précédant la date de dépôt, sans pouvoir excéder la date du début de la scolarité.

L'étudiant doit notamment fournir à l'appui de sa demande :

- une copie de sa carte d'identité nationale ou de son passeport en cours de validité,
- une photo d'identité,
- une copie de sa carte CPS,
- un relevé d'identité bancaire ou postal avec le code IBAN,
- une copie de sa carte d'étudiant ou d'élève d'un cycle d'enseignement supérieur,
- une copie de la lettre de notification de bourse de l'enseignement supérieur sur critères sociaux,
- un bail ou un contrat de location ou de colocation.

Par ailleurs, une quittance de loyer ou une attestation d'occupation de logement étudiant ainsi qu'une attestation d'assiduité au cours délivrée par le responsable pédagogique de l'étudiant sera exigée avant chaque versement.

S'agissant des étudiants de l'enseignement supérieur logés à la cité universitaire ou au centre d'hébergement étudiant géré par l'Institut de la jeunesse et des sports, le versement de l'aide peut être versée soit à l'étudiant soit à l'organisme justifiant de l'hébergement de l'étudiant.

3) Montants de l'aide :

L'aide au logement étudiant ne peut excéder le montant hors charges du loyer dû dans la limite du plafond de la tranche correspondante.

Elle comprend les tranches définies ci-dessous :

Tranche A	Cette tranche concerne les étudiants boursiers d'Etat classés en taux 0, Obis, 1 et 2	10 000 Fcp mensuels soit 83,80 €
Tranche B	Cette tranche concerne les étudiants boursiers d'Etat classés en taux 3 et 4 ainsi que les boursiers de l'enseignement supérieur de la Polynésie française	20 000 Fcp mensuels soit 167,60 €
Tranche C	Cette tranche concerne les étudiants boursiers d'Etat classés au taux maximal 5,6 et 7	30 000 Fcp mensuels soit 251,40 €

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

ARRETE n° 392 CM du 13 avril 2016 relatif à l'octroi de l'agrément de commissionnaire en douane à durée indéterminée à l'établissement public industriel et commercial Office des postes et télécommunications (n° TAHITI 381053).

NOR : DD1600255AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des douanes de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1447 CM du 2 novembre 1999 modifié relatif aux personnes habilitées à déclarer les marchandises en détail et à l'exercice de la profession de commissionnaire en douane ;

Vu la demande formulée par l'Office des postes et télécommunications par courrier du 18 janvier 2016 ;

Vu l'avis exprimé par le comité consultatif de demandes d'agrément de commissionnaire en douane et autorisation de dédouaner pour autrui le 29 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément de commissionnaire en douane à durée indéterminée est octroyé à l'établissement public industriel et commercial Office des postes et télécommunications (n° TAHITI 381053).

Art. 2. — La présente autorisation est valable pour les bureaux de douanes de Papeete port et de Faa'a fret.

Art. 3. — L'agrément personnel de la personne habilitée à représenter l'établissement public industriel et commercial Office des postes et télécommunications auprès de la direction régionale des douanes est octroyé à M. Jean-François Martin, en sa qualité de président du conseil d'administration et de directeur général.

Art. 4. — L'établissement public industriel et commercial Office des postes et télécommunications justifiera auprès de la direction régionale des douanes de :

- La possession d'un établissement dans lequel doivent être conservés les documents visés à l'article 14 de l'arrêté n° 1447 CM du 2 novembre 1999 modifié ;
- L'immatriculation principale au registre du commerce et de l'inscription au rôle des patentes pour l'exercice de la profession de commissionnaire en douane.

Cette justification doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la date de publication au *Journal officiel* du présent arrêté.

Art. 5. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 13 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 393 CM du 14 avril 2016 portant désignation des membres de la commission des impôts.

NOR : DIP1620091AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du budget, des finances et des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code des impôts notamment l'article 431-2 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 431-2 du code des impôts, sont nommés pour une durée de deux années en qualité de membres de la commission des impôts :

1 - Représentants de l'administration de la Polynésie française

a) Membres titulaires

- le secrétaire général du gouvernement ou son représentant ;
- le directeur régional des douanes ou son représentant ;
- le receveur-conservateur des hypothèques ou son représentant ;
- le directeur général des affaires économiques ou son représentant ;

b) Membres suppléants

- le directeur des affaires foncières ou son représentant ;
- le payeur de la Polynésie française ou son représentant.

2 - Experts-comptables

a) Membres titulaires

- le président de l'Organisation des experts-comptables de Polynésie française ;
- un expert-comptable, désigné par l'Organisation des experts-comptables de Polynésie française ;

b) Membre suppléant

- un expert-comptable, désigné par l'Organisation des experts-comptables de Polynésie française.

3 - Personnes désignées en raison de leurs compétences

a) Membres titulaires

- le président du Mouvement des entreprises de France en Polynésie française ou son représentant ;
- le président de la Chambre de commerce, d'industrie, des services et des métiers ou son représentant ;

b) Membre suppléant

- le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises ou son représentant.

Art. 2. — L'arrêté n° 334 CM du 27 février 2014 portant désignation des membres de la commission des impôts est abrogé.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 394 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 797 CM du 25 juin 2015 et n° 971 CM du 23 juillet 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 7607 MEE du 19 avril 2010 relative au transport par voie terrestre d'élèves scolarisés à l'école maternelle de Tiipoto, à l'école élémentaire de Namaha, à l'école élémentaire de Namaha 2, au CJA et au collège de Bora Bora ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Bora Express Services And Tours du 28 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5341 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 939 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de deux cent trois litres (203) et représente un montant total de détaxe de quinze mille quatre cent vingt-huit francs CFP (15 428 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août 2015.

Kilométrage (Km) : 1 354.

Quota en litres (Q) : 203.

Montant de la détaxe (MD) : 15 428.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 76 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Bora Express Services And Tours pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 395 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 797 CM du 25 juin 2015 et n° 971 CM du 23 juillet 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 1998 relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignements suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 11 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5340 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 642 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cinq cent quatre-vingt-un litres (581) et représente un montant total de détaxe de *quarante-quatre mille cent cinquante-six francs CFP* (44 156 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août 2015.

Kilométrage (Km) : 3 878.

Quota en litres (Q) : 581.

Montant de la détaxe (MD) : 44 156.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 76 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

ARRETE n° 396 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1146 CM du 20 août 2015 et n° 1398 CM du 23 septembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 7607 MEE du 19 avril 2010 relative au transport par voie terrestre d'élèves scolarisés à l'école

maternelle de Tiipoto, à l'école élémentaire de Namaha, à l'école élémentaire de Namaha 2, au CJA et au collège de Bora Bora ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Bora Express Services And Tours du 28 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5341 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 939 MET/DTT du 14 mars 2106 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois cent trente-quatre litres (334) et représente un montant total de détaxe de *vingt-trois mille sept cent quatorze francs CFP* (23 714 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre 2015.

Kilométrage (Km) : 2 222.

Quota en litres (Q) : 334.

Montant de la détaxe (MD) : 23 714.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er

ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Bora Express Services And Tours pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 397 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1146 CM du 20 août 2015 et n° 1398 CM du 23 septembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 1998, relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignements suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 11 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5340 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 642 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille six cent vingt-neuf litres (1 629) et représente un montant total de détaxe de cent quinze mille six cent cinquante-neuf francs CFP (115 659 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre 2015.

Kilométrage (Km) : 10 858.

Quota en litres (Q) : 1 629.

Montant de la détaxe (MD) : 115 659.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
$KmV1$	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 398 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1668 CM du 28 octobre 2015 et n° 1906 CM du 25 novembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 7607 MEE du 19 avril 2010 relative au transport par voie terrestre d'élèves scolarisés à l'école maternelle de Tiipoto, à l'école élémentaire de Namaha, à l'école élémentaire de Namaha 2, au CJA et au collège de Bora Bora ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Bora Express Services And Tours du 28 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5341 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 939 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de cent cinquante-sept litres (157) et représente un montant total de détaxe de dix mille cinquante-sept francs CFP (10 057 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre 2015.

Kilométrage (Km) : 1 052.

Quota en litres (Q) : 157.

Montant de la détaxe (MD) : 10 057.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71/61 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Bora Express Services And Tours pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 399 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-6

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1668 CM du 28 octobre 2015 et n° 1906 CM du 25 novembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 1998, relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignements suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 11 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5340 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 642 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille trente-quatre litres (1 034) et représente un montant total de détaxe de *soixante-neuf mille quatre cent soixante-quatorze francs CFP* (69 474 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre 2015.

Kilométrage (Km) : 6 888.

Quota en litres (Q) : 1 034.

Montant de la détaxe (MD) : 69 474.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71/61 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 400 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre janvier/ février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT162027BAC-7

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98/APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 2119 CM du 24 décembre 2015 et n° 74 CM du 27 janvier 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 7607 MEE du 19 avril 2010 relative au transport par voie terrestre d'élèves scolarisés à l'école maternelle de Tiipoto, à l'école élémentaire de Namaha, à l'école élémentaire de Namaha 2, au CJA et au collège de Bora Bora ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SARL Bora Express Services And Tours du 28 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5341 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 939 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de la SARL Bora Express Services And Tours pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de trois cent soixante-six litres (366) et représente un montant total de détaxe de vingt mille huit cent cinquante-quatre francs CFP (20 854 F CFP).

Soit : Du 1er janvier au 29 février 2016.

Kilométrage (Km) : 2 443.

Quota en litres (Q) : 366.

Montant de la détaxe (MD) : 20 854.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 61/53 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de la SARL Bora Express Services And Tours pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 401 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora.

NOR : DTT1620278AC-8

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 2119 CM du 24 décembre 2015 et n° 74 CM du 27 janvier 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 981213 du 23 avril 1998 relative à l'exécution des services de transport scolaire créés pour assurer la desserte des établissements d'enseignements suivants : Anau maternelle et primaire, collège de Vaitape et CJA de Nunue ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Bora Bora Haere I Mua du 11 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 5340 MEE/DGEE/PTS du 8 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 642 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Bora Bora. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus-désigné pour la période considérée, de mille trois cent vingt-cinq litres (1 325) et représente un montant total de détaxe de *soixante-quinze mille quatre cent soixante-cinq francs CFP* (75 465 F CFP).

Soit : Du 1er janvier au 29 février 2016.

Kilométrage (Km) : 8 828.

Quota en litres (Q) : 1 325.

Montant de la détaxe (MD) : 75 465.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 61/53 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'EURL Bora Bora Haere I Mua pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 402 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 797 CM du 25 juin 2015 et n° 971 CM du 23 juillet 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98-1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 29 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 7159 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 938 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de cent dix-huit litres (118) et représente un montant total de détaxe de *huit mille neuf cent soixante-huit francs CFP* (8 968 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août 2015.

Kilométrage (Km) : 785.

Quota en litres (Q) : 118.

Montant de la détaxe (MD) : 8 968.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 76 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 403 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 797 CM du 25 juin 2015 et n° 971 CM du 23 juillet 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 4898 du 11 août 2011 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves domiciliés à Avera, Unaa et Vitaria et scolarisés au collège de Rurutu, à l'école Moerai et à l'école de Avera dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Nanitai transport du 22 septembre 2015 ;

Vus le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7162 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 647 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre juillet/août 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de trois cent dix-sept litres (317) et représente un montant total de détaxe de *vingt-quatre mille quatre-vingt-douze francs CFP* (24 092 F CFP).

Soit : Du 1er juillet au 31 août 2015.

Kilométrage (Km) : 2 114.

Quota en litres (Q) : 317.

Montant de la détaxe (MD) : 24 092.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.

$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 76 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Nanitai transport pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 404 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1146 CM du 20 août 2015 et n° 1398 CM du 23 septembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98-1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 29 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 7159 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 938 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de trois cent quarante et un litres (341) et représente un montant total de détaxe de *vingt-quatre mille deux cent onze francs CFP* (24 211 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre 2015.

Kilométrage (Km) : 2 271.

Quota en litres (Q) : 341.

Montant de la détaxe (MD) : 24 211.

Avec :

Km = KmV1 + KmV2 + etc.	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
Q = QV1 + QV2 + etc.	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
QV1 = KmV1 x n	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
n = 15/100	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
MD = MDV1 + MDV2 + etc.	Montant bimensuel de la détaxe.
MDV1 = QV1 x x	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
x = 71 F CFP	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 405 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-4

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1146 CM du 20 août 2015 et n° 1398 CM du 23 septembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 4898 du 11 août 2011 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves domiciliés à Avera, Unaa et Vitaria et scolarisés au collège de Rurutu, à l'école Moeraï et à l'école de Avera dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Nanitai transport du 22 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7162 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 647 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre septembre/octobre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de neuf cent dix litres (910) et représente un montant total de détaxe de *soixante-quatre mille six cent dix francs CFP* (64 610 F CFP).

Soit : Du 1er septembre au 31 octobre 2015.

Kilométrage (Km) : 6 069.

Quota en litres (Q) : 910.

Montant de la détaxe (MD) : 64 610.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le

cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Nanitai transport pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 406 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-5

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un

gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1668 CM du 28 octobre 2015 et n° 1906 CM du 25 novembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98-1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 29 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 7159 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 938 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de deux cent treize litres (213) et représente un montant total de détaxe de quatorze mille trois cent trois francs CFP (14 303 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre 2015.

Kilométrage (Km) : 1 425.

Quota en litres (Q) : 213.

Montant de la détaxe (MD) : 14 303.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.

$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71/61 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 407 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-6

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1668 CM du 28 octobre 2015 et n° 1906 CM du 25 novembre 2015 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 4898 du 11 août 2011 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves domiciliés à Avera, Unaa et Vitaria et scolarisés au collège de Rurutu, à l'école Moeraï et à l'école de Avera dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Nanitai transport du 22 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7162 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 647 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre novembre/décembre 2015, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de cinq cent soixante-dix litres (570) et représente un montant total de détaxe de *trente-huit mille deux cent quatre-vingt-dix francs CFP* (38 290 F CFP).

Soit : Du 1er novembre au 31 décembre 2015.

Kilométrage (Km) : 3 794.

Quota en litres (Q) : 570.

Montant de la détaxe (MD) : 38 290.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 71/61 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Nanitai transport pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 408 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-7

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 2119 CM du 24 décembre 2015 et n° 74 CM du 27 février 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 98-1841 du 28 mai 1998 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Taputu du 29 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire, transmis par lettre n° 7159 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements complétée par courriel du 7 mars 2016 ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 938 MET/DTT du 14 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Taputu pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public

routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire susdésigné pour la période considérée, de deux cent soixante-dix-huit litres (278) et représenté un montant total de détaxe de *quinze mille huit cent trente francs CFP* (15 830 F CFP).

Soit : Du 1er janvier au 29 février 2015.

Kilométrage (Km) : 1 851.

Quota en litres (Q) : 278.

Montant de la détaxe (MD) : 15 830.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
$KmV1$	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 61/53 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Taputu pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 409 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la direction de l'enseignement protestant, pour les frais d'études, les travaux et les équipements dans le cadre de la réhabilitation de l'internat protestant de Taravao en lycée d'enseignement agricole.

NOR : DEE1600101AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de la direction de l'enseignement protestant n° 16.20 DEP.dm du 28 janvier 2016 ;

Vu la demande de subvention d'investissement modificative de la direction de l'enseignement protestant n° 16.38 DEP.dm du 12 février 2016 ;

Vu la lettre n° 1849 PR du 21 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 21 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 35-2016 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'assemblée de la Polynésie française du 29 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de *deux cent soixante-dix millions de francs CFP* (270 000 000 F CFP) en faveur de la direction de l'enseignement protestant, pour financer les frais d'études, les travaux et les équipements dans le cadre de la réhabilitation de l'internat protestant de Taravao en lycée d'enseignement agricole.

Art. 2.— La participation financière de la Polynésie française se décline de la manière suivante :

Montant total de l'opération	Montant plafond de la subvention attribuée par le Pays
238 560 000 HT	270 000 000 FcPf
45 440 000 TVA	Taux de participation
284 000 000 TTC	95,0704225 %

Art. 3.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au chapitre 909, AP 91-2016, AE 63-2016, article 204.

Art. 4.— Le versement de la subvention s'effectuera suivant les modalités suivantes :

- une avance pourra être versée à hauteur de 33 % de la participation financière du pays, soit *quatre-vingt-neuf millions cent mille francs CFP* (89 100 000 F CFP), sur présentation, par le bénéficiaire, d'une attestation de commencement des travaux et le cas échéant au vu du permis de travaux immobiliers ;
- un premier acompte à hauteur de 33 % de la participation financière du pays, soit *quatre-vingt-neuf millions cent mille francs CFP* (89 100 000 F CFP) pourra être versé à la demande du bénéficiaire, après justification de l'utilisation de l'avance perçue, sur présentation de justificatifs de l'état d'avancement physique et financier (état de mandatements HTVA et TTC visés par l'agent comptable de la direction de l'enseignement protestant et situation d'avancement des travaux certifiée exacte) ;
- un deuxième acompte à hauteur de 14 % de la participation financière du pays, soit *trente-sept millions huit cent mille francs CFP* (37 800 000 F CFP), pourra être versé à la demande de la direction de l'enseignement protestant après justification de l'utilisation de l'acompte perçu, sur présentation de justificatifs de l'état d'avancement physique et financier (état de mandatements HTVA et TTC visés par l'agent comptable de la direction de l'enseignement protestant et situation d'avancement des travaux certifiée exacte).

Ces versements (avance + acomptes), ne pourront excéder 80 % du montant prévisionnel de la participation financière de la Polynésie française. Le paiement de la TVA se fera selon les mêmes modalités de versement.

Le solde, de 20 %, soit cinquante-quatre millions de francs CFP (54 000 000 F CFP), sera versé sur production, par le bénéficiaire, de la justification technique et financière de la réalisation effective de l'opération et de la concordance de ses caractéristiques avec celles du dossier technique et financier :

- procès-verbal de réception des ouvrages ;
- certificat de conformité ;
- états de mandatement et bilan de clôture HTVA et TTC visés par l'agent comptable de la direction de l'enseignement protestant.

La production des pièces justificatives pour le versement du solde doit intervenir dans un délai maximal de 10 mois à compter de la date d'achèvement de l'opération.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 410 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu.

NOR : DTT1620275AC-8

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial "Fonds de régulation des prix des hydrocarbures" ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1342 CM du 11 décembre 1992 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions de l'article 4 de la délibération n° 92-135 AT du 20 août 1992 modifiée portant aménagement d'un régime fiscal privilégié applicable aux produits pétroliers sous condition d'emploi ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 2119 CM du 24 décembre 2015 et n° 74 CM du 27 janvier 2016 fixant le prix maximal de vente au détail de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 4898 du 11 août 2011 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves domiciliés à Avera, Unaa et Vitaria et scolarisés au collège de Rurutu, à l'école Moeraï et à l'école de Avera dans l'île de Rurutu ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'entreprise Nanitai transport du 22 septembre 2015 ;

Vu le plan de transport scolaire transmis par lettre n° 7162 MEE/DGEE/PTS du 17 février 2016 de la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 647 MET/DTT du 24 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un quota de gazole détaxé en faveur de l'entreprise Nanitai transport pour le bimestre janvier/février 2016, au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Rurutu. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire

susdésigné pour la période considérée, de sept cent trente-neuf litres (739) et représente un montant total de détaxe de *quarante-deux mille soixante et onze francs CFP* (42 071 F CFP).

Soit : Du 1er janvier au 29 février 2016.

Kilométrage (Km) : 4 921.

Quota en litres (Q) : 739.

Montant de la détaxe (MD) : 42 071.

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de 2 mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de 2 mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de 2 mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de 2 mois. Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluées à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimensuel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimensuel de la détaxe par véhicule.
$x = 61/53 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de 2 mois.

Art. 2.— Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixées à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3.— Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi à l'encontre de l'entreprise Nanitai transport pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 412 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuata pour l'extension de la salle omnisports de Avera.

NOR : DDC1620073AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Taputapuata pour l'exercice 2015 en date du 18 août 2015, réceptionné le 28 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1074 PR/DDC en date du 9 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1776 PR du 18 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 18 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 29-2016 CCBF/APF en date du 23 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Taputapuata pour financer l'extension de la salle omnisports de Avera, dont le coût réel est estimé à *quarante et un millions huit cent quatre-vingt-quinze mille cinq cent trente francs CFP* (41 895 530 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt millions neuf cent quarante-sept mille sept cent soixante-cinq francs CFP* (20 947 765 F CFP).

Art. 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *dix millions quatre cent soixante-treize mille huit cent quatre-vingt-deux francs CFP* (10 473 882 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *quatre millions cent quatre-vingt-neuf mille cinq cent cinquante-trois francs CFP* (4 189 553 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 19 271 944 F CFP et 27 651 050 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation ;
- la délibération de tarification (utilisation de jetons pour l'éclairage).

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 45-2015, AE 268-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Taputapuata et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 413 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rurutu pour la construction de la salle omnisports de Hauti.

NOR : DDC1520885AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée, fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Rurutu pour l'exercice 2015 en date du 6 août 2015, réceptionné le 11 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1066 PR/DDC en date du 9 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1575 PR du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 20-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Rurutu pour financer la construction de la salle omnisports de Hauti, dont le coût réel est estimé à *cent cinq millions de francs CFP* (105 000 000 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 50 % (taux directeur) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *cinquante-deux millions cinq cent mille francs CFP* (52 500 000 F CFP).

Art. 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *vingt-six millions deux cent cinquante mille francs CFP* (26 250 000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *dix millions cinq cent mille francs CFP* (10 500 000 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 48 300 000 F CFP et 69 300 000 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;

- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 45-2015, AE 268-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Rurutu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 414 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour l'acquisition d'une barge.

NOR : DDC1520896AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée, fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Arutua pour l'exercice 2015 en date du 14 août 2015, réceptionné le 18 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 933 PR/DDC en date du 20 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1470 PR du 8 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 8 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 18-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Arutua pour financer l'acquisition d'une barge, dont le coût réel est estimé à *vingt et un millions quatre cent trente et un mille sept cent soixante-dix francs CFP* (21 431 770 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 60 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *douze millions huit cent cinquante-neuf mille soixante-deux francs CFP* (12 859 062 F CFP).

Art. 3.— Le concours financier de la Polynésie française sera versé en une seule fois à la réception de l'engin.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

- l'acte attestant de la livraison à Arutua de l'équipement subventionné ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai de six (6) mois sur demande motivée du bénéficiaire et

réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 51-2015, AE 273-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Arutua et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :
Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 415 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour l'extension du hangar technique de Tatakoto.

NOR : DDC1520913AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Tatakoto pour l'exercice 2015 en date du 20 août 2015, réceptionné le 20 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 950 PR/DDC en date du 26 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1579 PR du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 22-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Tatakoto pour financer l'extension du hangar technique de Tatakoto, dont le coût réel est estimé à *trente-six millions quarante-neuf mille cinq cent soixante et onze francs CFP* (36 049 571 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 80 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt-huit millions huit cent trente-neuf mille six cent cinquante-sept francs CFP* (28 839 657 F CFP).

Art. 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *quatorze millions quatre cent dix-neuf mille huit cent vingt-huit francs CFP* (14 419 828 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit "en lettres" francs (5 767 931 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 20 187 759 F CFP et 25 955 690 F CFP (soit 56 % et 72 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;

- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 48-2015, AE 271-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tatakoto et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 416 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour l'assainissement de l'avenue de Tipaerui.

NOR : DDC1520912AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Papeete pour l'exercice 2015 en date du 31 août 2015, réceptionné le 31 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 1067 PR/DDC en date du 9 septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1562 PR du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 25-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Papeete pour financer l'assainissement de l'avenue de Tipaerui, dont le coût réel est estimé à *quatre cent dix millions de francs CFP* (410 000 000 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 58,41 % (taux sollicité) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *deux cent trente-neuf millions cinq cent mille francs CFP* (239 500 000 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *cent dix-neuf millions sept cent cinquante mille francs CFP* (119 750 000 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *quarante-sept millions neuf cent mille francs CFP* (47 900 000 F CFP) sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 188 600 000 F CFP et 270 600 000 F CFP (soit 46 % et 66 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5. — Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6. — Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7. — Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8. — Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9. — Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;

- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10. — La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 46-2015, AE 269-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Papeete et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 417 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Makemo pour la construction d'une mairie provisoire pour Makemo.

NOR : DDC1520914AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre

2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Makemo pour l'exercice 2015 en date du 26 août 2015, réceptionné le 27 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 996 PR/DDC en date du 1er septembre 2015 ;

Vu la lettre n° 1581 PR du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 24-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Makemo pour financer la construction d'une mairie provisoire pour Makemo, dont le coût réel est estimé à *quarante millions quatre cent soixante-cinq mille neuf cent trente francs CFP* (40 465 930 F CFP).

Art. 2. — Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 70 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *vingt-huit millions trois cent vingt-six mille cent cinquante et un francs CFP* (28 326 151 F CFP).

Art. 3. — L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *quatorze millions cent soixante-trois mille soixante-quinze francs CFP* (14 163 075 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *cinq millions six cent soixante-cinq mille deux cent trente francs CFP* (5 665 230 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 19 828 305 F CFP et 25 493 535 F CFP (soit 49 % et 63 % du coût total estimé de l'opération) ;
- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4. — Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;

- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;
- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 48-2015, AE 271-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Tatakoto et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 418 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hikueru pour les études et les travaux d'extension du réseau électrique de Hikueru.

NOR : DDC1520919AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Hikueru pour l'exercice 2015 en date du 7 août 2015, réceptionné le 10 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 902 PR/DDC en date du 13 août 2015 ;

Vu la lettre du 10 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 10 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 23-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Vu les inscriptions au budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'un concours financier en faveur de la commune de Hikueru pour financer les études et les travaux d'extension du réseau électrique de Hikueru, dont le coût réel est estimé à *trente-six millions trois cent dix-neuf mille deux cents francs CFP* (36 319 200 F CFP).

Art. 2.— Le montant du concours financier de la Polynésie française s'élèvera à 90 % (taux majoré) du coût final toutes taxes comprises de l'opération mais ne pourra cependant excéder le montant plafond de *trente-deux millions six cent quatre-vingt-sept mille deux cent quatre-vingts francs CFP* (32 687 280 F CFP).

Article 3.— L'échéancier de versement du concours financier sera le suivant :

- une avance de 50 %, soit *seize millions trois cent quarante-trois mille six cent quarante francs CFP* (16 343 640 F CFP) au démarrage de l'opération ;
- deux tranches de 20 %, soit *six millions cinq cent trente-sept mille quatre cent cinquante-six francs CFP* (6 537 456 F CFP), sur justification par la commune des dépenses à hauteur respective de 22 881 096 F CFP et 29 418 552 F CFP (soit 63 % et 81 % du coût total estimé de l'opération) ;

- le solde à l'achèvement de l'opération.

Art. 4.— Les pièces justificatives à produire par le bénéficiaire du concours financier à l'appui de sa demande de versement sont les suivantes :

Pour l'avance : tout acte attestant du commencement d'exécution de l'opération.

Pour les tranches intermédiaires :

- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement.

Pour le solde :

- tout acte attestant de l'achèvement de l'opération ;
- un état de mandatement, visé par le maire et le trésorier payeur, de tous les mandats de paiement émis par le bénéficiaire dans le cadre de l'opération subventionnée ;
- les copies des factures correspondantes à l'état de mandatement ;
- les indicateurs évaluant l'impact effectif du projet à la suite de sa réalisation.

Art. 5.— Si, à l'expiration d'un délai d'un (1) an à compter de la notification de la décision attributive du concours financier, l'opération au titre de laquelle il a été accordé n'a reçu aucun commencement d'exécution, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci du commencement d'exécution de l'opération, il est constaté la caducité de la présente décision.

Art. 6.— Si, à l'expiration d'un délai de deux (2) ans à compter de la date de son commencement d'exécution, l'opération bénéficiant du concours financier de la Polynésie française n'a pas été réalisée, ou que le bénéficiaire du concours financier de la Polynésie française n'a pas informé celle-ci de l'achèvement de l'opération, il est procédé à la clôture de l'opération à hauteur des dépenses justifiées.

Toutefois, le conseil des ministres peut proroger ce délai d'un (1) an sur demande motivée du bénéficiaire et réceptionnée au plus tard un (1) mois avant l'expiration du délai visé à l'alinéa précédent, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 7.— Si, à l'expiration d'un délai de six (6) mois à compter de la date d'achèvement de l'opération, l'ensemble des pièces justificatives nécessaires au versement du solde n'a pas été produit, il est procédé à une mise en demeure du bénéficiaire. En cas de mise en demeure infructueuse, il est procédé à la clôture de l'opération sur la base des éléments dont dispose l'administration compétente.

Art. 8.— Le concours financier consenti sera remboursé à la Polynésie française dans les cas suivants :

- opération non réalisée dans les conditions prévues par la décision attributive ;

- opération subventionnée au-delà des taux définis au III de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée susvisée ;
- fausse déclaration dans la production des pièces justificatives de la dépense subventionnée ;
- défaut de production de pièces justificatives attestant de la réalisation de l'opération ;
- refus de communication de pièces ou entrave apportée à l'exercice du contrôle.

Art. 9.— Le bénéficiaire s'engage à respecter les obligations générales suivantes :

- ne procéder à aucun commencement d'exécution de l'opération préalablement à la notification de la présente décision, sous peine de retrait de cette dernière ;
- affecter le concours financier accordé par la Polynésie française à la réalisation de l'opération éligible retenue ;
- prendre en charge toutes dépenses afférentes à la réalisation de l'opération éligible retenue qui excèdent le montant arrêté de la dépense éligible ;
- assumer sur ses ressources, pendant au minimum toute la durée de son amortissement, l'ensemble des charges récurrentes d'amortissement, d'entretien, de maintenance, de réparation et d'exploitation de l'opération ayant bénéficié du concours financier de la Polynésie française ;
- disposer des autorisations administratives prévues par la réglementation en vigueur ;
- faciliter les opérations de contrôle de l'administration et de fournir ou de tenir à la disposition de celle-ci tous documents nécessaires à ces opérations ;
- fournir à l'administration les informations, notamment statistiques, utiles à l'évaluation des projets et, le cas échéant, des politiques publiques dans lesquelles ceux-ci s'insèrent ;
- informer sur la participation de la Polynésie française au financement de l'opération retenue lors de toute action de communication.

Art. 10.— La dépense définie à l'article 2 est imputable au chapitre 903, sous chapitre 903-01, AP 58-2015, AE 278-2015, article 204-14 du budget de la Polynésie française.

Art. 11.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Hikueru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 419 CM du 14 avril 2016 refusant l'octroi du concours financier de la Polynésie française en faveur de la commune de Taïarapu-Est pour l'acquisition d'un bus de 45 places.

NOR : DDC1620052AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie

française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu la délibération n° 97-81 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création de la délégation pour le développement des communes ;

Vu l'arrêté n° 2192 CM du 26 novembre 2010 modifié pris pour l'application de la loi du pays n° 2010-14 du 8 novembre 2010 modifiée fixant le régime du concours financier de la Polynésie française aux communes et à leurs groupements ;

Vu le formulaire de demande de concours financier de la commune de Taïarapu-Est pour l'exercice 2015 en date du 5 août 2015, réceptionné le 7 août 2015 ;

Vu la décision de recevabilité n° 899 PR/DDC en date du 13 août 2015 ;

Vu la lettre n° 1509 PR du 9 mars 2016 adressée au président de l'assemblée de la Polynésie française et réceptionnée par l'assemblée de la Polynésie française le 9 mars 2016 ;

Vu l'avis n° 17-2016 CCBF/APF en date du 16 mars 2016 de la commission de contrôle budgétaire et financier ;

Considérant que l'autorisation de programme n° 51-2015, intitulée "Subventions aux communes, transports, programmation 2015" ne dispose plus de crédits suffisants ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est refusé l'octroi du concours financier de la Polynésie française sollicité par la commune de Taïarapu-Est pour financer l'acquisition d'un bus de 45 places, dont le coût réel est estimé à *vingt-deux millions neuf cent quatre-vingt-dix mille francs CFP* (22 990 000 F CFP).

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à la commune de Taïarapu-Est et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

ARRETE n° 420 CM du 14 avril 2016 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du collège de Afareaitu pour financer un voyage pédagogique en métropole.

NOR : DEE160016BAC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 677 PR du 16 septembre 2014 constatant la qualité d'ordonnateur du vice-président du gouvernement de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 modifié portant délégation du pouvoir d'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention Etat-Polynésie française n° HC 56-07 du 4 avril 2007 relative à l'éducation ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics d'enseignement de la Polynésie française du premier et second cycle du second degré et l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière de ces établissements ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2015-99 APF du 10 décembre 2015 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2016 ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du collège de Afareaitu pour l'exercice 2016 en date du 1er février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de *cinq cent mille francs CFP* (500 000 F CFP) en faveur du collège de Afareaitu pour financer son voyage pédagogique en métropole.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 969-02, article 657-313, centre de travail 813-F.

Art. 3.— Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit *deux cent cinquante mille francs CFP* (250 000 F CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération ou sur présentation de relevés de mandats en 3 exemplaires

Art. 4.— Le collège de Afareaitu s'engage à produire, dans un délai de six mois à compter de la date de versement de la 1re fraction, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5.— A défaut de justificatifs ou dans le cas où la subvention de fonctionnement aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recette sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette subvention.

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au collège de Afareaitu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,

Nuihau LAUREY.

*Le ministre de l'éducation,
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,
Nicole SANQUER-FAREATA.*

ARRETE n° 421 CM du 15 avril 2016 portant nomination de M. Guillaume Raynal en qualité de chef du service des parcs et jardins, et de la propreté.

NOR : SPJ1600261AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 281 CM du 23 décembre 2004 modifié portant création et organisation du service des parcs et jardins, et de la propreté ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Guillaume Raynal est nommé en qualité de chef du service des parcs et jardins, et de la propreté.

Art. 2. — Sont abrogées, les dispositions de l'arrêté n° 1714 CM du 3 novembre 2015 portant nomination de M. Guillaume Raynal en qualité de chef du service des parcs et jardins, et de la propreté par intérim.

Art. 3. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

ARRETE n° 422 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 138 d'une superficie de 2,08 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Christiane Maeva Duine.

NOR : SDR1600243AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuataea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 138 d'une superficie de 2,08 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Christiane Maeva Duine, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *vingt mille huit cents francs CFP* (20 800 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 423 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 127 d'une superficie de 2,22 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Juliette Faaeva épouse Lachaux.

NOR : SDR1600244AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuataea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuataea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 127 d'une superficie de 2,22 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuataea, commune associée de Avera, au profit de Mme Juliette Faaeva épouse Lachaux, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *vingt-deux mille deux cents francs CFP* (22 200 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 424 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 37 d'une superficie de 2,72 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Antony Vairaatoa Patii.

NOR : SDR1600245AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 37 d'une superficie de 2,72 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Antony Vairaatoa Patii, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *vingt-sept mille deux cents francs CFP* (27 200 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 425 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 120 d'une superficie de 2,26 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Lewis Temataru.

NOR : SDR1600246AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 120 d'une superficie de 2,26 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Lewis Temataru, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *vingt-deux mille six cents francs CFP* (22 600 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 426 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 134 d'une superficie de 2,35 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Teeva Tearai.

NOR : SDR1600247AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 134 d'une superficie de 2,35 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de M. Teeva Tearai, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3. — Le loyer annuel est fixé à *vingt-trois mille cinq cents francs CFP* (23 500 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5. — Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6. — Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 427 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,7 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Anita Marahiti épouse Teriipaia.

NOR : SDR160024BAC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée la location du lot n° 109 d'une superficie de 2,7 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Anita Marahiti épouse Teriipaia, à des fins agricoles.

Art. 2. — La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-sept mille francs CFP* (27 000 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 428 CM du 15 avril 2016 autorisant la location du lot n° 135 d'une superficie de 2,48 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Tilyana Moeata Hatitio épouse Butscher.

NOR : SDR1600249AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de Faarepaiti, référencées commune de Taputapuatea au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuatea, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location du lot n° 135 d'une superficie de 2,48 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuatea, commune associée de Avera, au profit de Mme Tilyana Moeata Hatitio épouse Butscher, à des fins agricoles.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *vingt-quatre mille huit cents francs CFP* (24 800 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressée.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 429 CM du 15 avril 2016 autorisant la location d'une partie de l'ancien champ semencier de Faaroa d'une superficie de 2,13 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit du syndicat des éleveurs de bovins de Raiatea, Tahaa.

NOR : SDR1600250AC

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 864 MAA du 26 janvier 2012 portant affectation d'une partie du domaine Faaroa, sise à Opoa et d'une partie du domaine Smith, sise dans la baie de

Faarepaiti, référencées commune de Taputapuata au profit du service du développement rural (SDR) ;

Vu le cahier des charges du lotissement agricole Faaroa, sis à Taputapuata, île de Raiatea, îles Sous-le-Vent, approuvé par arrêté n° 1652 CM du 24 septembre 2010 ;

Vu l'avis de la commission d'attribution des lots des lotissements agricoles dans sa séance du 26 janvier 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée la location d'une parcelle de l'ancien champ semencier de Faaroa d'une superficie de 2,13 hectares dépendant du lotissement agricole Faaroa, sis à Raiatea, commune de Taputapuata, commune associée de Avera, au profit du syndicat des éleveurs de bovins de Raiatea, Tahaa, à des fins d'élevage.

Art. 2.— La présente autorisation est consentie à compter de la date de signature du bail pour une durée de neuf (9) années.

Art. 3.— Le loyer annuel est fixé à *vingt et un mille trois cents francs CFP* (21 300 F CFP), soit 10 000 F CFP par hectare et par an, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

Ce loyer sera révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris par le conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Art. 4.— La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté à l'intéressé.

Art. 5.— Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par le cahier des charges du lotissement agricole et par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.

Art. 6.— Le bénéficiaire ne pourra céder ou sous-louer son droit au bail, sous peine de résiliation du bail, sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 430 CM du 15 avril 2016 modifiant l'arrêté
n° 106 CM du 29 janvier 2015 modifié portant application
de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999
modifiée relative à l'habitat social en Polynésie
française.**

NOR : OPH1600253AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la
rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires
foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004
modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie
française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié
portant nomination du vice-président et des ministres du
gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs
fonctions ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre modifiée
relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-31 du 14 octobre 2014 portant
modification de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre
modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 106 CM du 29 janvier 2015 portant
application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre
1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie
française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance
du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Après l'article 12 de l'arrêté n° 106 CM du
29 janvier 2015 portant application de la délibération
n° 99-217 APF du 2 décembre 1999 modifiée relative à
l'habitat social en Polynésie française, il est inséré un article
12-1 ainsi rédigé :

“Art. 12-1. — La procédure d'aide d'urgence mentionnée à
l'article 12 peut être mise en œuvre pour remédier à des
malfaçons mettant en péril la sécurité des personnes liée à
des planchers défectueux dans des logements de type Fare
MTR livrés par le Fonds de développement des archipels.
Lorsque l'ancienneté des logements concernés est inférieure à

dix ans, l'aide considérée comporte, outre la prise en charge
des matériaux, celle des frais de mise en œuvre.”

Art. 2. — Le ministre du logement et de la rénovation
urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du
domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera
publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

**ARRETE n° 431 CM du 18 avril 2016 modifiant l'arrêté
n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant application
de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre 1999
modifiée relative à l'habitat social en Polynésie
française**

NOR : OPH1600252AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la
rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires
foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004
modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie
française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004
complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié
portant nomination du vice-président et des ministres du
gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs
fonctions ;

Vu la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre modifiée
relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-31 du 14 octobre 2014 portant
modification de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre
modifiée relative à l'habitat social en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié portant
application de la délibération n° 99-217 APF du 2 décembre
1999 modifiée relative à l'habitat social en Polynésie
française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance
du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'article 13 de l'arrêté n° 184 CM du
3 février 2012 modifié susvisé est remplacé comme suit :

“Art. 13.— La rémunération des opérateurs ne peut excéder 7 % du coût de l'opération HTVA en amélioration de l'habitat individuel.”

Art. 2.— Le dernier alinéa de l'article 17 de l'arrêté n° 184 CM du 3 février 2012 modifié susvisé est remplacé comme suit :

“En cas de sinistre lié à un incendie ou à une calamité naturelle ou en cas d'adaptation du logement aux personnes à mobilité réduite ou en cas de dangerosité du logement pouvant mettre en péril la sécurité des personnes, l'aide visée au 1° ci-dessus peut être portée à 2 000 000 F CFP et celle visée au 2° ci-dessus à 2 600 000 F CFP sans que le montant des dépenses nécessaires à la livraison des matériaux puisse excéder 600 000 F CFP.

Dans les cas visés au précédent aliéna et dans la limite des montants susmentionnés, l'aide peut en outre couvrir les frais de mise en œuvre.”

Art. 2.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 432 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2320 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti Nui Ocean Foods.

NOR : OPH1620355-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2320 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime à charge de remblai à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti Nui Ocean Foods ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 2 de l'arrêté n° 2320 CM du 29 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.”

Art. 2.— L'article 3 de l'arrêté n° 2320 CM du 29 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

“La présente autorisation est consentie, pour une durée de trente (30) années consécutives à compter du 1er janvier 2016, aux clauses et conditions du présent arrêté et de la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.”

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 433 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti Nui Ocean Foods.

NOR : DAF1620355AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Hao, commune de Hao, au profit de la société Tahiti Nui Ocean Foods ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de douze (12) mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française."

Art. 2.— Le 2° de l'article 4 de l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"2° pour une durée de trente (30) ans à compter du 1er janvier 2016, aux clauses et conditions du présent arrêté et de la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée en ce qui concerne l'occupation de la partie du domaine public définie au 2°) et 3°) de l'article 1er du présent arrêté."

Art. 3.— Le 1er alinéa de l'article 8 de l'arrêté n° 2321 CM du 29 décembre 2015 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

"La redevance annuelle, est payable d'avance à la caisse de la recette-conservation de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini). Elle est fixée à *trente mille (30 000) francs CFP*."

Art. 4.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 434 CM du 18 avril 2016 portant autorisation d'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime à détacher du lais de mer remblayé, cadastré commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti section HT n° 71, au profit de M. Placide Teahuitu Heimata.

NOR : DAF1520882AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu la décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 approuvant la convention type comportant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1607 CM du 13 novembre 2014 portant suspension provisoire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public maritime ;

Vu la demande de M. Placide Teahuitu Heimata du 9 avril 2015 complétée le 21 juillet 2015 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Moorea-Maiao du 8 juillet 2015 ;

Vu l'avis du comité permanent du PGEM du 1er décembre 2015 ;

Vu l'avis de la commission du domaine public dans sa séance du 27 octobre 2015 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime d'une superficie totale de 905 mètres carrés, à détacher du lais de mer remblayé, cadastré commune de Moorea-Maiao, commune associée de Haapiti, section HT n° 71 est autorisée au profit de M. Placide Teahuitu Heimata.

Art. 2. — Ces occupations sont octroyées comme suit :

- 1° Un emplacement remblayé d'une superficie de 669 mètres carrés, destiné à régulariser l'extension de sa maison d'habitation et l'occupation de l'espace jardin ;
- 2° Et un emplacement remblayé d'une superficie de 236 mètres carrés comprenant le surplus de jardin avec un enrochement du littoral pour protéger les berges de l'érosion par l'action de la mer, conformément au plan de récolement du 8 juillet 2015 dressé par le cabinet Sotop Tahiti, joint à la demande de l'intéressé.

Art. 3. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'une convention entre la Polynésie française et M. Placide Heimata fixant les modalités de l'occupation du domaine public.

Art. 4. — La présente autorisation sera caduque dès lors que la convention y afférente n'aura pas été signée dans un délai de six mois (6) à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Art. 5. — La présente autorisation est consentie pour une durée de neuf (9) années consécutives à compter de la date de signature de la convention aux clauses et conditions de la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime susvisée.

Art. 6. — L'occupant est tenu d'établir sur l'emplacement remblayé un passage public d'une largeur de trois (3) mètres.

Il devra matérialiser par une haie vive la limite séparative du passage public du surplus de l'emplacement réservé à son usage privatif.

Il est seul tenu à toutes les garanties que l'occupation et les installations pourraient entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés.

Il fait son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française.

Il ne peut céder ou sous-louer son droit à l'occupation sans l'accord exprès de l'autorité compétente.

Art. 7. — L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution de ses obligations par le bénéficiaire.

Art. 8. — La redevance annuelle d'occupation est fixée à la somme de *cent quatre-vingt-un mille* (181 000) *francs CFP*. L'occupant s'oblige à payer la redevance d'avance en début d'année à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini).

En cas de versement tardif des redevances, les sommes dues seront majorées d'une pénalité de retard telle que fixée par l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 susvisé.

Le montant de cette redevance sera révisable d'office en cas de modification du tarif fixé pour les occupations du domaine public maritime.

Art. 9. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 susvisée, la personne qui occupe sans titre un emplacement du domaine public est tenue de verser une indemnité pour occupation sans titre correspondant à minima à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée.

Cette indemnité est calculée sur la base de la redevance mentionnée ci-dessus, pour toute la durée d'occupation sans

autorisation soit à compter de la date de début de l'occupation jusqu'à la date de publication du présent arrêté. Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté. L'absence de paiement de l'indemnité ci-dessus dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de publication du présent arrêté, entraîne la caducité de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime concernée.

Art. 10.— A l'expiration ou à la résiliation de l'autorisation d'occupation, les constructions et installations de toutes natures édifiées sur le domaine public maritime devront être enlevées par le concessionnaire, à ses frais, sauf avis contraire du conseil des ministres.

Art. 11.— En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles sus-citées, et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorité compétente pourra soit appliquer une pénalité, soit résilier l'autorisation d'occupation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 12.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 435 CM du 18 avril 2016 portant affectation d'une partie de la terre Taikirivi, sise sur l'atoll de Aratika, cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Kauehi, section CZ n° 12, au profit de la commune de Fakarava.

NOR : DAF1620159AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 7-2016 du 19 février 2016 de la commune de Fakarava ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au profit de la commune de Fakarava, une partie de la terre Taikirivi sise sur l'atoll de Aratika, cadastrée commune de Fakarava, commune associée de Kauehi, section CZ n° 12, d'une superficie de 20 284 mètres carrés, tel qu'elle figure sur le document d'arpentage du 18 janvier 2016 établi par le cabinet Huin Topo détenu par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine.

Art. 2.— Cette affectation est destinée à l'implantation d'un cimetière communal, la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3.— La valeur vénale de la parcelle affectée, est estimée à dix millions cent quarante-deux mille francs CFP (10 142 000 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4.— Tous travaux de construction et d'aménagement seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5.— La commune de Fakarava, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupations temporaires et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6.— L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un

tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 7.— Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF modifiée susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 8.— Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la commune de Fakarava et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 436 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 844 CM du 16 juin 2003 modifié et de l'arrêté n° 2085 CM du 17 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Faanui, commune de Bora Bora, au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora.

NOR : DAF1620375AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 844 CM du 16 juin 2003 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime, au droit du motu Ome'e à Faanui dans la commune de Bora Bora au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora ;

Vu l'arrêté n° 2085 CM du 17 décembre 2015 portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Faanui, commune de Bora Bora au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora ;

Vu l'acte administratif du 27 août 2003 enregistré le 22 septembre 2003, folio 145, bordereau 4995/1 et son avenant 1 des 20 et 27 mai 2009 enregistré le 17 juin 2009, transcrits le 13 août 2009, volume 3526, n° 11 ;

Vu la demande de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora en date du 22 février 2016 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Bora Bora en date du 11 février 2016 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 17 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'alinéa premier de l'article 2 de l'arrêté n° 844 CM du 16 juin 2003 modifié portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Faanui, commune de Bora Bora au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora est rédigé ainsi qu'il suit :

“La présente autorisation consentie pour une durée de soixante-dix (70) années consécutives à compter du 16 juin 2003, est soumise aux clauses et conditions de la convention-type approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 susvisé, et aux conditions particulières suivantes, que le bénéficiaire, la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora s'engage à respecter, savoir :”

Art. 2.— L'alinéa premier de l'article 3 de l'arrêté n° 2085 CM du 17 décembre 2015 susvisé portant autorisation d'occupation temporaire de divers emplacements du domaine public maritime à Faanui, commune de Bora Bora au profit de la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora, est ainsi rédigé :

“La présente autorisation est accordée à compter du 17 décembre 2015 pour une durée de soixante-dix années consécutives aux clauses et conditions de la convention-type de concession temporaire de dépendances du domaine public maritime, et aux conditions particulières suivantes, que le bénéficiaire, la société hôtelière Motu Ome'e Bora Bora s'engage à respecter, savoir :”.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 437 CM du 18 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 122 CM du 4 février 2002 modifié et autorisant la résiliation du bail du 12 février 2004 relatifs à la location d'une partie de la parcelle C du domaine territorial de Vaihonu, sise à Fare, commune de Huahine, au profit de la SARL La petite ferme.

NOR : DAF1620328AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu les lettres de mise en demeure en date des 25 mars 2013, 2 août 2013 et 2 octobre 2015 adressées à la SARL La petite ferme, réceptionnées les 5 avril 2013, 17 septembre 2013 et 6 novembre 2015 ;

Vu le jugement du tribunal mixte de commerce de Papeete en date du 23 novembre 2015 prononçant le redressement judiciaire de la SARL La petite ferme, RCS de Papeete n° 8576 B (2402 B 85), autres activités récréatives et de loisirs, siège social : Fare, BP 12, 89731 Huahine, date de cessation des paiements : 23 mai 2014, représentant des créanciers : Me Maurice Baud (dont l'annonce a été publiée au JOPF du 4 décembre 2015) ;

Vu le jugement du tribunal mixte de commerce de Papeete en date du 22 février 2016 prononçant la conversion du redressement judiciaire en liquidation judiciaire de la SARL La petite ferme, RCS de Papeete n° 8576 B (2402 B 85), autres activités récréatives et de loisirs, siège social : Fare, BP 12, 89731 Huahine, liquidateur : Me Maurice Baud (dont l'annonce a été publiée au JOPF du 4 mars 2016) ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'arrêté n° 122 CM du 4 février 2002 modifié autorisant la location d'une partie de la parcelle C du domaine territorial de Vaihonu sise à Fare, Huahine, d'une superficie de 4 800 mètres carrés, au profit de l'EURL La petite ferme, est abrogé.

Art. 2.— La résiliation du bail en date du 12 février 2004 (enregistrée à Papeete le 29 mars 2004, folio 198, bordereau 6622/2), conclu entre la Polynésie française et la SARL La petite ferme, est autorisée à compter du 2 novembre 2015.

Art. 3.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 438 CM du 18 avril 2016 portant affectation de certaines parcelles de la terre Vaima'i, cadastrée commune de Tahaa, commune associée de Hipu, au profit de la commune de Tahaa.

NOR : DAF1620192AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 677/2°SA/SDR du 14 septembre 2015 du service du développement rural ;

Vu les lettres de la commune de Tahaa n° 192-2015 SEC/TC/AM-t.poe du 1er avril 2015 et n° 58-2016 SEC/TC/AM-CP du 12 février 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Sont affectées au profit de la commune de Tahaa, certaines parcelles de la terre Vaima'i, cadastrées commune de Tahaa, section de commune de Hipu, d'une superficie totale de 158 229 mètres carrés, ci-après listées, telles qu'elles figurent sur les extraits de plans cadastraux détenus par la direction des affaires foncières, division de la gestion du domaine :

Référence cadastrale	Superficie (m²)	Valeur vénale (500FCFP le m²)
AH 7 partie	114 538	57 269 000
AH 8	19 204	9 602 000
AH 9	7 842	3 921 000
AH 10	14 233	7 116 500
AH 11	2 412	1 206 000
Total	158 229	79 114 500

Art. 2. — Cette affectation est destinée au développement du secteur primaire et d'activités culturelles et sociales ainsi qu'à la gestion et l'entretien du site. Ce projet devra être réalisé dans un délai de trois ans sous peine de caducité de la présente affectation.

Art. 3. — La valeur vénale des biens affectés est estimée à *soixante-dix-neuf millions cent quatorze mille cinq cents francs* (79 114 500 F CFP), soit 500 F CFP le mètre carré.

Art. 4. — Tous travaux de construction et d'aménagements seront soumis à l'obtention préalable des autorisations réglementaires nécessaires en la matière. L'affectataire devra fournir à la direction des affaires foncières toutes pièces justifiant ces autorisations et notamment le certificat d'achèvement des travaux.

Art. 5. — La commune de Tahaa, conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée susvisée, est autorisée à établir et à signer toutes conventions d'exploitation, d'entretien, de gardiennage, d'animation, d'occupation temporaire et autres actes entrant dans le cadre de ses attributions, dans le respect de la destination des lieux.

Art. 6. — L'affectataire peut consentir des autorisations d'occupation temporaire dans le respect de la destination des lieux. Lorsque l'affectataire délivre des autorisations d'occupation sur le domaine public qui lui a été affecté, il recouvre directement les redevances dues au titre de cette occupation. Ces autorisations d'occupations sont résiliées d'office dès lors que la présente affectation est abrogée.

Art. 7. — L'affectataire est tenu d'assumer les charges afférentes à la conservation, la protection, l'amélioration et au fonctionnement du bien affecté. Il fera son affaire personnelle de toute contestation qui pourrait survenir d'un tiers et engagera tout contentieux utile afin de préserver l'intégrité du bien affecté.

Art. 8. — Conformément aux dispositions de l'article 20 de la délibération n° 2004-34 APF susvisée, en cas de non-respect des clauses, conditions et charges de l'affectation, notamment en cas de changement dans la destination, mais également à tout moment, l'autorité compétente peut prononcer le retour, au profit de la Polynésie française, du domaine affecté. L'affectataire ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité.

Art. 9. — Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera

notifié à la commune de Tahaa et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 439 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 1247 CM du 31 août 2000 modifié autorisant l'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime, d'une superficie de 95 215 mètres carrés sis au droit du lot numéro 1 de la terre Tehou ou Aaru à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la SA Bora Bora Development II.

NOR : DAF1620365AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1247 CM du 31 août 2000 modifié autorisant la SA Bora Bora Development II à occuper divers emplacements du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora ;

Vu l'arrêté n° 845 CM du 20 juin 2002 portant autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du domaine public maritime d'une emprise totale de 1 939 mètres carrés, au droit d'une concession autorisée attenante à la terre Tehou sur le motu Toopua sis à Nunue commune de Bora Bora au profit de la SA Bora Bora Development II ;

Vu l'acte administratif du 28 mars 2002 enregistré le 2 avril 2002, folio 199, bordereau 6188/2 et transcrit le 3 juin 2002, volume 2645, n° 13 ;

Vu la demande de M. Louis Wane, président de la SA Bora Bora. Nui réceptionnée à la direction des affaires foncières en date du 4 janvier 2016 ;

Vu les statuts de la société Bora Bora Nui mises à jour au 5 juin 2015 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Bora Bora en date du 1er février 2016 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 17 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 2 de l'arrêté n° 1247 CM du 31 août 2000 susvisé sont rédigées comme suit :

“La présente autorisation d'occupation est accordée à compter du 31 août 2000 et ce jusqu'au 30 août 2070. Elle est soumise aux clauses et conditions particulières ci-après, toutes de rigueur que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :”

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 440 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 961 CM du 1er septembre 2006 modifié autorisant l'occupation du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la SA Bora Bora Development II.

NOR : DAF1620365AC-2

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 961 CM du 01 septembre 2006 modifié autorisant la SA Bora Bora Development II à occuper divers

emplacements du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora ;

Vu l'acte administratif du 24 octobre 2006 enregistré le 8 novembre 2006, folio 49, bordereau 1502/1 et transcrit le 6 août 2008, volume 3397, n° 05 ;

Vu la demande de M. Louis Wane, président de la SA Bora Bora Nui réceptionnée à la direction des affaires foncières en date du 4 janvier 2016 ;

Vu les statuts de la société Bora Bora Nui mises à jour au 5 juin 2015 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Bora Bora en date du 1er février 2016 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 17 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 2 de l'arrêté n° 961 CM du 1er septembre 2006 susvisé sont rédigées comme suit :

"La présente autorisation d'occupation est accordée à compter du 1er septembre 2006 jusqu'au 31 août 2076. Elle est soumise aux clauses et conditions particulières ci-après, toutes de rigueur que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :".

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ARRETE n° 441 CM du 18 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 156 CM du 30 janvier 2008 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime sis au droit d'une concession autorisée attenante à la terre Tehou à Nunue, commune de Bora Bora, au profit de la société anonyme (SA) Bora Bora Development II.

NOR : DAF1620365AC-3

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu la convention-type portant occupation temporaire de dépendances du domaine public maritime approuvée suivant décision n° 1169 DOM du 19 août 1983 ;

Vu l'arrêté n° 1128 DOM du 28 février 1980 relatif aux redevances dues au titre des autorisations d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu l'arrêté n° 977 CM du 28 août 1989 fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire d'emplacements du domaine public maritime réservés à des pontons, passerelles et parcs à poissons d'agrément ;

Vu l'arrêté n° 3 CM du 2 janvier 1992 modifié fixant le montant des redevances dues pour occupation temporaire du domaine public maritime ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 156 CM du 30 janvier 2008 autorisant la SA Bora Bora Development II à occuper divers emplacements du domaine public maritime à Nunue, commune de Bora Bora ;

Vu l'avenant de l'acte administratif du 24 octobre 2006, acte du 16 juillet 2008 enregistré le 29 juillet 2008, folio 6, bordereau 159/1 et transcrit le 6 août 2008, volume 3397, n° 05 ;

Vu la demande de M. Louis Wane, président de la SA Bora Bora Nui réceptionnée à la direction des affaires foncières en date du 4 janvier 2016 ;

Vu les statuts de la société Bora Bora Nui mises à jour au 5 juin 2015 ;

Vu la saisine du maire de la commune de Bora Bora en date du 1er février 2016 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 17 mars 2016 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les dispositions de l'alinéa 1 de l'article 4 de l'arrêté n° 156 CM du 30 janvier 2008 susvisé sont modifiées comme suit :

"La présente autorisation d'occupation est accordée à compter du 16 juillet 2008 et ce jusqu'au 15 juillet 2078. Elle est soumise aux clauses et conditions particulières ci-après, toutes de rigueur que le bénéficiaire s'engage à respecter, à savoir :"

Art. 2. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

ERRATUM à l'intitulé de l'arrêté n° 346 CM du 1er avril 2016 rendant exécutoire la délibération n° 1-2016 CG.RST du 11 février 2016 relative à l'attribution des subventions du régime de solidarité en faveur des associations ou des établissements du secteur socio et médico-éducatif au titre de l'exercice 2016 (JOPF n° 29 du 8 avril 2016, page 3642).

Dans le sommaire :

Au lieu de : "Arrêté n° 345 CM du 1er avril 2016" ;
Lire : "Arrêté n° 346 CM du 1er avril 2016".

NOR : IFM1600277AC

Par arrêté n° 411 CM du 14 avril 2016. — Est rendue exécutoire la délibération n° 2-2016 CA/CMMPF du 22 mars 2016 portant adoption du budget primitif du Centre des métiers de la mer de Polynésie française pour l'exercice 2016.

Le budget primitif est arrêté à la somme de *deux cent vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-douze mille sept cent trente-trois francs CFP* (224 992 733 F CFP) se décomposant comme suit (en F CFP) :

	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	Total
- Recettes	202 277 464	22 715 269	224 992 733
- Dépenses	191 250 712	22 563 207	213 813 919
Résultats	+ 11 026 752	+ 152 062	+ 11 178 814

DELIBERATION N° 02/2016/CA/CMMPf du 22 mars 2016

Portant adoption du budget primitif du Centre des Métiers de la Mer de Polynésie française pour l'exercice 2016

Le Conseil d'Administration du Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie Française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie Française ;
- Vu la délibération n° 80-20 du 14 février 1980 modifiée portant création du Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;
- Vu la délibération n° 95-205/AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 852/CM du 4 juin 2014 modifié portant transformation et réorganisation de l'Institut de formation maritime – pêche et commerce en « Centre des métiers de la mer de Polynésie française » ;
- Vu l'arrêté n° 580/CM du 5 juillet 1993 modifié, relatif aux commissaires de gouvernement et à la force exécutoire des délibérations des établissements publics ;
- Vu l'arrêté n° 646/CM du 21 mai 2012 modifié portant nomination de M. François VOIRIN en qualité de directeur du Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 540/CM du 9 avril 1999 portant nomination de M. Jean-François CAUVIN en qualité de commissaire de gouvernement du Centre des métiers de la mer de Polynésie française ;
- Vu l'arrêté n° 70/PR du 8 février 2013 modifié portant nomination des administrateurs siégeant au titre des intérêts professionnels au conseil d'administration du centre des métiers de la mer de Polynésie française.

Après en avoir délibéré en sa séance du **22 MARS 2016**

ADOpte :

Article 1^{er} : Le budget primitif du Centre des Métiers de la Mer de Polynésie française pour l'exercice 2016 arrêté en recettes et en dépenses à la somme de « 224 992 733 » francs CFP « deux cent vingt-quatre millions neuf cent quatre-vingt-douze mille sept cent trente-trois » francs CFP est approuvé.

Il se décompose comme suit :

Intitulé	Section I Fonctionnement	Section II Opérations en capital	TOTAL
Recettes (en F CFP)	202 277 464	22 715 269	224 992 733
Dépenses (en F CFP)	191 250 712	22 563 207	213 813 919
Résultats (en F CFP) Excédent	+11 026 752	+152 062	+11 178 814

Article 2 : Le directeur et l'agent comptable sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

Un administrateur,

Marc ATIU.

La présidente
du conseil d'administration,

Priscille Tea FROGIER.

BUDGET PRINCIPAL

CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE

PROJET DE BUDGET DE L'EXERCICE 2016

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 1

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 09/03/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
60	6			MARINALU	SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS					
					[RF] MARINALU	790 000	671 117	790 000	0	
					ACHATS APPROVISIONNEMENTS NON STOCKES	3 946 502	3 678 727	3 560 000	- 386 502	
					Sous-total 606	4 736 502	4 349 844	4 350 000	- 386 502	
					Total chapitre 60.....	4 736 502	4 349 844	4 350 000	- 386 502	
61	3			MARINALU	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURES					
					LOCATIONS	2 133 598	1 945 899	1 945 899	- 187 699	
	5			MARINALU	[RF] MARINALU	2 133 598	1 945 899	1 945 899	- 187 699	
					TRAVAUX ENTRETIEN ET REPARATIONS	500 000	397 687	550 000	50 000	
	6			MARINALU	PRIMES ASSURANCES	2 695 580	2 444 436	2 444 436	- 251 144	
					Sous-total 615	3 195 580	2 842 123	2 894 436	- 201 144	
	8			MARINALU	DIVERS	297 326	297 326	406 246	108 920	
					Sous-total 618	320 038	320 038	332 153	12 115	
					Sous-total 618	617 364	617 364	738 399	121 035	
					Total chapitre 61.....	100 000	54 530	54 530	- 45 470	
62	2				AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'ACTI					
					REMUNERATIONS INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES	180 800	180 800	180 800	0	
	3				PUBLICITE INFORMATION PUBLICATION	180 800	180 800	180 800	0	
					Sous-total 622	650 000	445 025	445 025	- 204 975	
	4				TRANSPORTS DE BIENS ET TRANSPORTS COLLECTIFS PERSE	650 000	445 025	445 025	- 204 975	
					Sous-total 623	1 485 000	697 815	2 035 000	550 000	
	5				DEPLACEMENTS MISSIONS ET RECEPTIONS	1 485 000	697 815	2 035 000	550 000	
					Sous-total 624	1 623 875	1 595 522	1 623 875	0	
	6				FRAIS POSTAUX ET TELECOMMUNICATIONS	1 623 875	1 595 522	1 623 875	0	
					Sous-total 625	1 373 032	919 039	919 039	- 453 993	
63	7				CHARGES EXTERNES DIVERSES	1 373 032	919 039	919 039	- 453 993	
					Sous-total 626	24 176 957	18 585 550	18 585 550	- 5 591 407	
					Sous-total 628	24 176 957	18 585 550	18 585 550	- 5 591 407	
					Total chapitre 62.....	29 489 664	22 423 751	23 789 289	- 5 700 375	
					IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	74 207	74 207	89 207	15 000	
					AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	74 207	74 207	89 207	15 000	
					Sous-total 637	74 207	74 207	89 207	15 000	
					Total chapitre 63.....	74 207	74 207	89 207	15 000	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 6)

Feuillet 2

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHE ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 09/03/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
64					SECTION I - FONCTIONNEMENT					
	1				CHARGES DE PERSONNEL					
					REMUNERATION PERSONNEL PERMANENT ET S/EMPLOI BLOQ	85 037 825	81 346 733	83 346 732	- 1 691 093	
					Sous-total 641	85 037 825	81 346 733	83 346 732	- 1 691 093	
	3				REMUNERATION PERSONNEL SUR CREDITS	2 672 993	2 667 993	2 667 993	- 5 000	
					Sous-total 643	2 672 993	2 667 993	2 667 993	- 5 000	
	5				CHARGES DE SECURITE SOCIALE ET DE CPS	25 817 859	23 657 752	23 657 752	- 2 160 107	
					Sous-total 645	25 817 859	23 657 752	23 657 752	- 2 160 107	
	7				AUTRES CHARGES SOCIALES	172 200	117 000	117 000	- 55 200	
					Sous-total 647	172 200	117 000	117 000	- 55 200	
					Total chapitre 64.....	113 700 877	107 789 478	109 789 477	- 3 911 400	
65					AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE					
	1				REDEVANCES BREVETS LICENCES MARQUES PROCEDES	167 517	139 153	139 153	- 28 364	
					Sous-total 651	167 517	139 153	139 153	- 28 364	
	6				REMUNERATION DES STAGIAIRES	24 332 450	23 075 219	24 645 053	312 603	
					Sous-total 656	24 332 450	23 075 219	24 645 053	312 603	
					Total chapitre 65.....	24 499 967	23 214 372	24 784 206	284 239	
68					DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS					
	1				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	20 568 500	20 568 500	18 715 269	- 1 853 231	
					Sous-total 681	20 568 500	20 568 500	18 715 269	- 1 853 231	
	7				DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EXCEP	4 000 000	0	4 000 000	0	
					Sous-total 687	4 000 000	0	4 000 000	0	
					Total chapitre 68.....	24 568 500	20 568 500	22 715 269	- 1 853 231	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	203 116 259	183 880 068	191 250 712	- 11 865 547	

CADRE 1
(DEVELOPPEMENT DES CREDITS CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 3

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES CREDITS				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 09/03/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
13	9				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT					
					SUBVENTION INVESTISSEMENT INSCRITE AU CPTÉ RESULTAT	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
					Sous-total 139	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
					Total chapitre 13.....	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
20	5				IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
					CONCESSIONS DROITS SIMILAIRES BREVETS LICENCES....	4 175 418	737 325	0	- 4 175 418	
					Sous-total 205	4 175 418	737 325	0	- 4 175 418	
					Total chapitre 20.....	4 175 418	737 325	0	- 4 175 418	
21	3				IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
					CONSTRUCTIONS	3 933 264	0	0	- 3 933 264	
	5				Sous-total 213	3 933 264	0	0	- 3 933 264	
					INSTALLATIONS TECHNIQUES MATERIELS ET OUTILLAGES	2 893 757	691 336	0	- 2 893 757	
	8				Sous-total 215	2 893 757	691 336	0	- 2 893 757	
					AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 900 639	3 295 628	509 743	- 4 390 896	
					Sous-total 218	4 900 639	3 295 628	509 743	- 4 390 896	
					Total chapitre 21.....	11 727 660	3 986 964	509 743	- 11 217 917	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	26 929 810	4 724 289	22 563 207	- 4 366 603	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 7)

Feuillet 4

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHS ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 09/03/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
70	6				SECTION I - FONCTIONNEMENT					
					VENTES DE MARCHANDISES PRESTATIONS SERVICES	24 195 500	20 249 500	20 034 000	- 4 161 500	
					Sous-total 706	24 195 500	20 249 500	20 034 000	- 4 161 500	
					Total chapitre 70.....	24 195 500	20 249 500	20 034 000	- 4 161 500	
74	1 4				SUBVENTION EXPLOITATION SUBVENTION EXPLOITATION ETAT	3 613 365	3 613 418	0	- 3 613 365	
					Sous-total 741	3 613 365	3 613 418	0	- 3 613 365	
					SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POLYNESIE FRANCAISE	166 000 000	166 000 000	160 190 000	- 5 810 000	
					Sous-total 744	166 000 000	166 000 000	160 190 000	- 5 810 000	
					Total chapitre 74.....	169 613 365	169 613 418	160 190 000	- 9 423 365	
75	8				AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE DIVERS AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	612 031	717 199	0	- 612 031	
					Sous-total 758	612 031	717 199	0	- 612 031	
					Total chapitre 75.....	612 031	717 199	0	- 612 031	
76	5				PRODUITS FINANCIERS ESCOMPTE OBTENUS	29 941	29 941	0	- 29 941	
					Sous-total 765	29 941	29 941	0	- 29 941	
					Total chapitre 76.....	29 941	29 941	0	- 29 941	
77	7				PRODUITS EXCEPTIONNELS QUOTE-PART SUBVENTIONS INVEST VIREE AUX RESULT EXE	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
					Sous-total 777	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
					Total chapitre 77.....	11 026 732	0	22 053 464	11 026 732	
					TOTAL DE LA SECTION FONCTIONNEMENT	206 477 569	190 610 058	202 277 464	- 3 200 105	

CADRE 2
(DEVELOPPEMENT DES RECETTES CLASSE 1-2-3-4)

Feuillet 5

NUMEROS					CHAPITRES, ARTICLES, PARAGRAPHES ET PROGRAMMES	MONTANTS DES RECETTES				
Chap	Art	Parag	Sous Parag	Programme	INTITULES	BUDGET Exercice 2015 (1)	CREDITS REALISES Exercice 2015 à la date du 09/03/16 (2)	BUDGET PRIMITIF Exercice 2016 (3)	DIFFERENCE (4 = 3 - 1)	OBSERVATION
15	1				SECTION II - OPERATION EN CAPITAL					
					PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
					PROVISIONS POUR RISQUES					
					Sous-total 151	4 000 000	0	4 000 000	0	
					Total chapitre 15.....	4 000 000	0	4 000 000	0	
28	0				AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS					
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 164 745	5 164 745	5 238 477	73 732	
					Sous-total 280	5 164 745	5 164 745	5 238 477	73 732	
					AMORTISSEMENTS IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15 403 755	15 403 755	13 476 792	- 1 926 963	
					Sous-total 281	15 403 755	15 403 755	13 476 792	- 1 926 963	
					Total chapitre 28.....	20 568 500	20 568 500	18 715 269	- 1 853 231	
					TOTAL DE LA SECTION OPERATION EN CAPITAL	24 568 500	20 568 500	22 715 269	- 1 853 231	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section I - FONCTIONNEMENT		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DEPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
60	ACHATS ET VARIATIONS DES STOCKS	4 350 000	70	VENTES DE MARCHANDISES	20 034 000	
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEUR	5 733 284	74	SUBVENTION EXPLOITATION	160 190 000	
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS(EN RELATION AVEC L'AC	23 789 289	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		
63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSILILES	89 207	76	PRODUITS FINANCIERS		
64	CHARGES DE PERSONNEL	109 789 477	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	22 053 464	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	24 784 206				
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	22 715 269				
	Total des DEPENSES	191 250 712		Total des RECETTES	202 277 464	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement à la section II)	11 026 752		Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement de la section II)		
	Montant TOTAL	202 277 464		Montant TOTAL	202 277 464	

CADRE 3
(TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES ET RECETTES)

DEPENSES			Section II - OPERATION EN CAPITAL		RECETTES	
NUMEROS des POSTES	INTITULES DES DÉPENSES	MONTANT des prévisions de DEPENSES	NUMEROS des POSTES	INTITULES DES RECETTES	MONTANT des prévisions de RECETTES	
13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	22 053 464	15	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	4 000 000	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	18 715 269	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	509 743				
	Total des DEPENSES	22 563 207		Total des RECETTES	22 715 269	
	Mode de réalisation de l'équilibre : Déficit de l'exercice (Virement à la section I) Augmentation du fonds de roulement	11 178 814		Mode de réalisation de l'équilibre : Excédent de l'exercice (Virement de la section I) Diminution du fonds de roulement	11 026 752	
	Montant TOTAL	33 742 021		Montant TOTAL	33 742 021	
	TOTAL BRUT DES DEPENSES ...	236 019 485		TOTAL BRUT DES RECETTES	236 019 485	
	A déduire : dépenses internes (Virements entre sections)	11 026 752		A déduire : recettes internes (Virements entre sections)	11 026 752	
	TOTAL NET DES DEPENSES	224 992 733		TOTAL NET DES RECETTES	224 992 733	

ESTABLISSEMENT :

DU TRAVAIL ET DU DIALOGUE SOCIAL, DE LA RECHERCHE, DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA CONDITION FEMININE
CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE (CMMPF)

Annexe 2

**SITUATION DE L'EFFECTIF BUDGETAIRE
AU TITRE DE L'EXERCICE 2016**
(Arrêté n°1270/CM du 26 novembre 1996 et circulaire 839/MEF du 13 février 2012)

EFFECTIF BUDGETAIRE			PERSONNEL EN PLACE				DATE DU PROCHAIN AVANCEMENT	CADRE RESERVE AU CDE	OBSERVATIONS	RECAPITULATIF	
IDENTIFICATION DES POSTES	CATEGORIE	INTITULE DU POSTE	NOM PRENOMS	STATUT	CATEGORIE	ECHOLON				POURVU	VACANT
101101	A	Directeur	François VOIRIN	Emploi fonctionnel	A					Pourvu	
101102	A	Directrice adjointe	Vaite HAUATA	FPPF	A	6				Pourvu	
101103	A	Maître de formation professionnelle	Yol TEMATUANUI	ANT	A	5				Pourvu	
101107	A	Maître de formation	Daniel LEJEUNE	FPPF	A	5			Prolongation d'activité du 1er juin 2015 au 31 mai 2016 (cf alinéa 3 de l'article 87 de la délibération 95-215 AT du 18 décembre 1995 portant statut général de la fonction publique de la PF)	Pourvu	
101110	A	Maître de formation professionnelle	Adolphe MARAETFAU	FPPF	B	1			Fin de CDD le 29/02/2016 au soir		Vacant a/c du 01/03/2016
101111	A	Chargée d'ingénierie de formation professionnelle	Julie GATE	ANT	A	5				Pourvu	
101112	A	Maître de formation professionnelle	Boris PIEL	ANT	A	4				Pourvu	
101213	B	Instructeur de formation professionnelle	Jean-Michel MACAIGNE	FPPF	B	12	plafond			Pourvu	
101214	B	Instructeur de formation professionnelle	Tunui PURENI	FPPF	B	1				Pourvu	
101209	B	Instructeur de formation professionnelle 1ère classe	Frédéric CARPENTIER	FPPF	B	4				Pourvu	
103208	2ème	Instructeur	Zéphyrin TARAHI	ANFA	CC2	5				Pourvu	
101204	B	Rédacteur principal	Ernest DROLLET	FPPF	B	4				Pourvu	
101216	B	Rédacteur	Vaehi TERITEPOROUARAI	ANT	B	1				Pourvu	
101217	2ème	Comptable	Vantua MAHAGAFANAU	ANFA	CC2	7				Pourvu	
101305	C	Adjoint administratif	Jeanne CASSEL	FPPF	C	4				Pourvu	
101306	C	Agent polyvalent de logistique, maintenance et entretien	Anapa FAARULA	ANT	D	1				Pourvu	
101318	C	Adjoint administratif	Hierani MERVIN	FPPF	C	4				Pourvu	
101415	D	Agent de bureau	Léna ARNAUD	ANT	D	3				Pourvu	

Nombre d'agents : 18
Nombre de postes : 18

A Paapeete, le 29 février 2016

Le directeur,
François VOIRIN.

4314

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

22 Avril 2016

ETABLISSEMENT : CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE (CMMPF)

Annexe 3

PARC AUTOMOBILE AU 1er JANVIER 2016
(Arrêté n° 749/CM du 23 mai 2013)

VEHICULE N°	Carte grise	Type	Marques	Assurances	Police n°	Date de mise en service	Etat du véhicule (bon ou mauvais)		Ne circule plus (motif)	Epave	Observations (1)
							Carrosserie	Moteur			
D 6520	Oui	4111	VOLSWAGEN	AXA	482270963754C	24/10/2006	bon	bon	-	-	Budget CMMPF
D 6785	Oui	4702	RENAULT	AXA	482209107037Q	07/2009	moyen	bon	-	-	Budget CMMPF
D 7001	Oui	4371	PIAGGIO	AXA	482209116652R	25/08/2014	bon	bon	-	-	Budget CMMPF

Nombre de véhicule : 2

Nombre de scooter : 1

A Papeete, le 29 février 2015

(1) Préciser : acquisition sur le budget ou programme concerné

Le directeur,
François VOIRIN.

Annexe 4

ETABLISSEMENT : CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE (CMMPF)

SITUATION DES PROGRAMMES DE L'EXERCICE 2016

(1) RA : Ressources Affectées - RF : Recettes Fléchées

CODE PROGRAMME	MARINALU	OBSERVATIONS
LIBELLE DU PROGRAMME Préciser si RA ou RF (1)	MARINALU RF	
REFERENCE DU FINANCEMENT		
Imputations en Fonctionnement	Montant	
- Article : 606 - Achats non stokés de matières et fournitures	790 000	
- Article : 615 - Travaux d'entretien et de réparations	550 000	
- Article : 616 - Primes d'assurance	406 246	
Total des dépenses en Fonctionnement	1 746 246	
Imputations en Investissement	Montant	
NEANT		
Total des dépenses en Investissement	0	
Total général	1 746 246	

A Papeete, le 29 février 2016

Le directeur,
François VOIRIN.

ETABLISSEMENT :

CENTRE DES METIERS DE LA MER DE POLYNESIE FRANCAISE (CMMPF)

Annexe 6

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS
AU TITRE DE L'EXERCICE 2016

IMPUTATION BUDGETAIRE	IMMOBILISATIONS	VALEUR D'ORIGINE MATERIELS ACQUIS	ACQUISITIONS DE L'ANNEE	CESSIONS DE L'ANNEE	TOTAL DES ACQUISITIONS	AMORTISSEMENTS CUMULES AU 31/12/2015	DOTATIONS DE L'ANNEE	REPRISE DE L'ANNEE	AMORTISSEMENTS CUMULES AU 31/12/2016	VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2016
203	Frais de recherche et de développement	2 192 784	0	0	2 192 784	2 192 784	0	0	2 192 784	0
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	47 678 636	0	0	47 678 636	25 559 856	4 559 005	0	30 158 861	17 519 775
20532	Logiciels créés	9 711 925	0	0	9 711 925	4 801 140	679 472	0	5 480 612	4 231 313
21357	Installations, agencements, aménagement des constructions	76 042 202	0	0	76 042 202	65 898 810	4 371 899	0	70 270 709	5 771 493
21537	Installations à caractère spécifique acquises	46 127 613	0	0	46 127 613	45 027 059	334 284	0	45 361 343	766 270
21547	Matériel acquis	21 797 159	0	0	21 797 159	19 610 442	523 749	0	20 134 191	1 662 968
21548	Autres matériels	13 658 480	0	0	13 658 480	13 658 480	0	0	13 658 480	0
21557	Outils acquis	117 624	0	0	117 624	117 624	0	0	117 624	0
21817	Installations générales, agencements, aménagement divers acquis	1 918 927	0	0	1 918 927	1 918 927	0	0	1 918 927	0
21818	Autres installations générales, agencements, aménagements divers	294 000	0	0	294 000	294 000	0	0	294 000	0
21827	Matériels de transport acquis	65 819 446	0	0	65 819 446	55 467 606	6 429 204	0	61 896 810	3 922 636
218317	Matériel de bureau acquis	7 062 523	0	0	7 062 523	6 797 547	114 856	0	6 912 403	150 120
218327	Matériel informatique acquis	21 373 535	0	0	21 373 535	16 947 786	1 204 113	0	18 151 899	3 221 636
21847	Mobilier acquis	10 526 410	0	0	10 526 410	8 585 259	498 682	0	9 083 941	1 442 469
2188	Matériels divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0
		324 321 264	0	0	324 321 264	266 877 320	18 715 269	0	285 632 584	38 688 680

A Papeete, le 29 février 2016.

Le directeur,
François VOIRIN.

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

PRESIDENCE

ARRETE n° 242 PR du 15 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 155 PR du 2 mars 2015 portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale (CPS).

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 94-6 AT du 3 février 1994 modifiée définissant le cadre de la couverture sociale généralisée applicable aux résidents du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 99-11 APF du 14 janvier 1999 organisant le contrôle et l'évaluation des régimes de protection sociale des instances qui les gèrent ;

Vu l'arrêté n° 1336 IT du 28 septembre 1956 portant organisation de la caisse de compensation des prestations familiales du territoire des Etablissements français de l'Océanie, et notamment son article 11 ;

Vu l'arrêté n° 579 CM du 4 avril 2014 modifié relatif à la répartition des sièges entre les organisations syndicales d'employeurs et de salariés au conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 155 PR du 2 mars 2015 modifié portant nomination des membres du conseil d'administration de la Caisse de prévoyance sociale ;

Vu le courrier en date du 2 mars 2016 de la présidente de l'Union patronale de Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Dans le tableau n° 1 de l'annexe de l'arrêté n° 155 PR du 2 mars 2015 susvisé, la ligne du représentant (titulaire et suppléant) de l'Union patronale de Polynésie française est remplacée comme suit :

Union patronale de Polynésie française :

- titulaire : Stéphane Glavinaz ;
- suppléant : Vatea Moarii.

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Edouard FRITCH.

ARRETE n° 253 PR du 18 avril 2016 portant désignation des personnalités au conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de la Polynésie française.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'ordonnance n° 2014-693 du 26 juin 2014 portant extension et adaptation dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie de la loi n° 2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République ;

Vu le décret n° 2015-6 du 6 janvier 2015 fixant les règles relatives à la composition et au fonctionnement des conseils de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2011-22 du 29 août 2011 portant approbation de la Charte de l'éducation ;

Vu l'arrêté n° 1190 CM du 12 août 2011 modifié relatif au projet éducatif quadriennal de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Il est désigné par le présent arrêté les personnalités au conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de la Polynésie française.

Ces personnalités sont au nombre de trois (3) :

- Mme Priscille Tea Frogier, ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine ;
- M. Cyril Desouches, directeur général de l'éducation et des enseignements ;
- Mme Martine Milliat, inspectrice de l'éducation nationale.

Art. 2.— L'arrêté n° 647 PR du 16 octobre 2015 portant désignation des personnalités au conseil d'orientation scientifique et pédagogique de l'Ecole supérieure du professorat et de l'éducation de l'université de la Polynésie française, est abrogé.

Art. 3.— Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation,
et de l'enseignement supérieur,
de la jeunesse et des sports,*
Nicole SANQUER FAREATA.

ARRETE n° 255 PR du 18 avril 2016 portant octroi d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 677 VP du 1er février 2016 portant modification de l'arrêté n° 8701 VP du 22 septembre 2014 portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu les inscriptions au budget général de la Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1275 CM du 28 août 2014 modifié portant application de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 instituant une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu l'arrêté n° 1276 CM du 28 août 2014 approuvant les conventions n° 5294, n° 5295, n° 5296 du 22 septembre 2014 relatives à la mise en place d'une aide à l'investissement des ménages pour la construction d'une maison à usage d'habitation principale ou à l'acquisition d'un logement neuf à usage d'habitation principale ;

Vu les dossiers éligibles présentés par la Banque de Tahiti par courriers ADC-Marie-Josée Sanfal du 29 février 2016, n° 672, n° 673 DGAE du 2 mars et n° 679, n° 680 DGAE du 3 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— Une aide à l'investissement des ménages est attribuée aux personnes ci-après désignées, suivant les montants indiqués :

Identité des bénéficiaires	Montant de l'aide accordée (en FCFP)
TEMAITTAHIO Hauarii	1 260 000
VANAA Bernard et Yvanna	1 60 000
FORGET Didier	2 000 000
LEU Hiriata Tetua Gloria	2 000 000
CARLISLE Matahi	2 000 000
TCHEUNG PAO Louise et TISSAN Alexandre	2 000 000
TIMAU Patrick et RICHMOND Tehani	1 900 000
RIARIA Tevaite et MAHAA Maxime	2 000 000
TOTAL aide financière	14 520 000

Art. 2.— Conformément à l'article LP. 4-II de la loi du pays n° 2014-26 du 14 août 2014 susvisée, l'aide est versée dans son intégralité aux bénéficiaires.

Art. 3.— La dépense est imputée au budget général de la Polynésie française au chapitre 916, sous-chapitre 916-04, AP 221-2016, AE 62-2016, article 204, centre de travail 73000.

Art. 4.— En cas d'inexécution des obligations aux bénéficiaires prévus aux articles LP. 5 et LP. 6 de la loi du pays n° 2104-26 du 14 août 2014 susvisée, un ordre de reversement sera établi pour le remboursement de tout ou partie de l'aide.

Art. 5.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux bénéficiaires et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,
de l'économie bleue,
de la politique numérique,
de la promotion des investissements,*
Teva ROHFRITSCH.

ARRETE n° 256 PR du 18 avril 2016 portant agrément de la société de contrôle technique Socotec Polynésie afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail, notamment les articles LP. 4322-1 et A. 4322-22 à A. 4322-32 ;

Vu la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée fixant les mesures particulières de sécurité relative aux ascenseurs et monte-charges ;

Vu l'arrêté n° 898 CM du 12 octobre 1993 fixant les conditions et modalités d'agrément des vérificateurs ou organismes dans le cadre des mesures particulières de sécurité relatives aux ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage, en application de la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 ;

Vu la demande d'agrément présentée par la société de contrôle technique Socotec Polynésie, par lettre du 21 septembre 2015, complétée par lettre du 8 février 2016 ;

Vu l'avis favorable du comité technique consultatif émis dans sa séance du 4 mars 2016,

Arrête :

Article 1er.— L'organisme ci-après est agréé en qualité de vérificateur afin de procéder aux épreuves, examens et inspections des ascenseurs, monte-charges et autres appareils de levage, prescrits par les dispositions des articles LP. 4322-1 et A. 4322-22 à A. 4322-32 du code du travail, et de la section 1 de la délibération n° 91-15 AT du 17 janvier 1991 modifiée susvisée :

Société de contrôle technique Socotec Polynésie, BP 1704, 98713 Papeete, tél. : 40 50 68 68, fax : 40 50 68 69, N° TAHITI 071787.

Les techniciens auxquels il sera fait appel pour procéder à ces vérifications sont nommés en fonction de leur qualification. Il s'agit de :

- M. Claude Cheffort et
- M. Gérald Nufouy.

Art. 2.— L'agrément est accordé pour une durée d'un an, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il est renouvelable par tacite reconduction dans la limite de trois ans.

Art. 3.— Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.

Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail,
des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

ARRETE n° 257 PR du 18 avril 2016 portant renouvellement d'agrément pour une période de trois ans du bureau de contrôles polynésien (BCP) afin de procéder aux contrôles prescrits par les articles LP. 4432-1 et A. 4432-7 du code du travail, fixant les principes généraux de protection des salariés exposés aux rayonnements ionisants.

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 35-2014 APF/SG du 12 septembre 2014 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2011-15 du 4 mai 2011 modifiée relative à la codification du droit du travail, et notamment ses articles LP. 4432-1 et A. 4431-1 à 4434-3 ;

Vu la demande d'agrément présentée par le bureau de contrôles polynésien (BCP) par lettre du 6 septembre 2015, reçue le 9 septembre 2015 à la direction du travail ;

Vu l'avis favorable du comité technique consultatif émis dans sa séance du 4 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'agrément délivré au bureau de contrôles polynésien (BCP), BP 9616, 98715 Papeete, tél. 40 43 97 95 est renouvelé pour une période de trois ans, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, en qualité d'organisme vérificateur afin de procéder aux contrôles et missions prescrits par le titre III du livre IV de la partie IV (partie arrêté), relatif à la prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants.

Art. 2. — Le personnel du bureau de contrôles polynésien (BCP) autorisé à procéder aux contrôles et missions prescrits par le titre III du livre IV de la partie IV (partie arrêté), relatif à la prévention des risques d'exposition aux rayonnements ionisants est M. Khaled Abdelkader Madani.

Art. 3. — Le ministre du travail, des solidarités et de la condition féminine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 18 avril 2016.
Edouard FRITCH.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du travail,
des solidarités
et de la condition féminine,*
Priscille Tea FROGIER.

**MINISTÈRE DU TOURISME,
DES TRANSPORTS AÉRIENS INTERNATIONAUX,
DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

ARRETE n° 2966 MTF/DGRH du 14 avril 2016 portant nomination des membres du jury du concours externe, sur titres avec épreuves, et interne, avec épreuves, pour le recrutement de 13 adjoints d'éducation de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1920 CM du 29 novembre 2011 relatif à la direction générale des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2000-121 APF du 12 octobre 2000 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 151 CM du 18 février 2016 fixant les modalités, le programme et la nature des épreuves du concours de recrutement des adjoints d'éducation de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 58 CM du 21 janvier 2016 portant autorisation d'ouverture au titre de l'année 2016 de concours relevant de la filière administrative et financière, de la filière technique, de la filière éducative et de la filière santé de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1358 MTF/DGRH du 24 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un concours externe, sur titres avec épreuves, et interne, avec épreuves, pour le recrutement de 13 adjoints d'éducation de catégorie B, relevant de la fonction publique de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er. — Sont nommées membres du jury du concours susvisé, les personnes dont les noms suivent :

- Mme Valérie Clement, représentant le directeur des ressources humaines, *présidente* ;
- Mme Hitihiti Hiro épouse Teheiura, représentant le directeur de la modernisation et des réformes de l'administration ;
- M. Thierry Delmas, représentant le directeur général de l'éducation et des enseignements ;
- M. Patrick Klosowski, proviseur du lycée professionnel de Faa'a ;
- M. Georges Ateo, fonctionnaire appartenant au cadre d'emplois des adjoints d'éducation.

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur général
des ressources humaines,*
Bruno LONJON.

ARRETE n° 2999 MTF/DGRH du 14 avril 2016 modifiant l'arrêté n° 999 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016.

Le ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 679 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du tourisme, des transports aériens internationaux, de la modernisation de l'administration et de la fonction publique, porte-parole du gouvernement ;

Vu l'arrêté n° 1500 CM du 29 octobre 2014 portant nomination de M. Bruno Lonjon en qualité de directeur général des ressources humaines ;

Vu l'arrêté n° 4633 MTF du 10 juin 2015 portant délégation de signature au directeur général des ressources humaines de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-215 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut général de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-217 AT du 14 décembre 1995 modifiée relative aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-229 AT du 14 décembre 1995 modifiée portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1895 CM du 28 décembre 2007 relatif aux examens professionnels d'accès au grade d'agent de bureau principal et d'agent de bureau qualifié du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 999 MTF/DGRH du 8 février 2016 portant date d'ouverture et organisation matérielle d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'agent de bureau principal du cadre d'emplois des agents de bureau de la fonction publique de la Polynésie française au titre de l'année 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le 2^e alinéa de l'article 4 de l'arrêté n° 999 MTF/DGRH du 8 février 2016 est rédigé comme suit :

"Des centres d'examen seront ouverts à Papeete et Uturoa".

Art. 2. — Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des ressources humaines,
Bruno LONJON.

**MINISTRE DE LA RELANCE ECONOMIQUE,
DE L'ECONOMIE BLEUE,
DE LA POLITIQUE NUMERIQUE
ET DE LA PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

ARRETE n° 2998 ME/DAE du 14 avril 2016 portant reconnaissance de 252 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle.

Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 335 PR du 27 mai 2015 modifié relatif aux attributions du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu l'arrêté n° 1361 MEI du 17 septembre 2015 portant nomination de M. William Vanizette en qualité de directeur de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 8673 MEI du 25 septembre 2015 portant délégation de signature à M. William Vanizette, directeur du service dénommé "direction générale des affaires économiques" ;

Vu le code de la propriété intellectuelle tel qu'applicable en Polynésie française ;

Vu la loi du pays n° 2014-13 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée "La propriété industrielle", et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative) intitulée "propriété industrielle",

Arrête :

Article 1er. — Les titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle (INPI) au sens de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée susvisée, et listés en annexe au présent arrêté sont reconnus par la Polynésie française, où ils produisent strictement les mêmes effets qu'en France métropolitaine.

Art. 2. — Le directeur de la direction générale des affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Pour le ministre et par délégation :
*Le directeur de la direction
générale des affaires économiques,*
William VANIZETTE.

ANNEXE A L'ARRETE PORTANT RECONNAISSANCE DE 252 TITRES DE PROPRIETE INDUSTRIELLE DELIVRES PAR L'INPI

Nom du titulaire/déposant du titre	Nature du titre de propriété industrielle	Numéro d'enregistrement INPI	Date de dépôt de la demande d'enregistrement auprès INPI	Numéro du BOP1 ayant publié l'acte objet de la reconnaissance
LE TANNEUR & CIE	DESSIN ET MODEL	061288	08/03/2006	2006-17
LE TANNEUR & CIE	DESSIN ET MODEL	061288	08/03/2011	2011-08
" MELK INRICHTING KRUISHOUTEM ", IN'T KORT " M.J.K ", NAAMLOZE VENNOOTSCHAP	MARQUE	3179596	01/04/1996	2007-12
ACN	MARQUE	3419019	27/03/2006	2006-35
AFTON CHEMICAL INTANGIBLES LLC	MARQUE	1342384	12/02/1986	2006-42
ALTRAD INVESTMENT AUTHORITY	MARQUE	96619656	03/04/1996	2007-09
AMEOS Krankenhausholding Bayern GmbH	MARQUE	3416890	16/03/2006	2006-36
APOLLO VREDESTEIN BV	MARQUE	96606614	19/01/1996	2006-52
AURALIS GROUP	MARQUE	3416608	15/03/2006	2006-33
AURALIS GROUP	MARQUE	3404491	20/01/2006	2006-25
AURALIS GROUP	MARQUE	96617357	19/03/1996	2006-41
AXTER	MARQUE	1348772	01/04/1986	2007-10
B PLUS	MARQUE	97662090	30/01/1997	2007-44
BIC SPORT	MARQUE	1339962	24/01/1986	2006-42
BLOOMBERG FINANCE SEVEN L.P.	MARQUE	96626594	22/05/1996	2007-13
BOIRON	MARQUE	1372457	21/05/1986	2007-20
BOIRON	MARQUE	3430308	23/05/2006	2006-43
BOIRON	MARQUE	96619822	02/04/1996	2007-03
CALVIN KLEIN TRADEMARK TRUST	MARQUE	96616025	15/03/1996	2007-07
CALVIN KLEIN TRADEMARK TRUST	MARQUE	96614507	06/03/1996	2006-48
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	1342414	12/02/1986	2007-01
CARDIF ASSURANCE VIE	MARQUE	1342326	12/02/1986	2007-01
CARPE DIEM PATRIMOINE	MARQUE	96616125	13/03/1996	2007-08
CARREFOUR	MARQUE	1346330	12/03/1986	2007-11
CARREFOUR	MARQUE	96605730	15/01/1996	2006-49
CARREFOUR	MARQUE	96610754	14/02/1996	2007-09
CARREFOUR	MARQUE	3386311	17/10/2005	2006-12
CARREFOUR FRANCE	MARQUE	96612577	22/02/1996	2007-07
CENTRE DE FORMATION DE LA PROFESSION BANCAIRE (CFBP)	MARQUE	3434317	13/06/2006	2006-46
CHAVANON MICHEL HENRI CHAVANON JEAN-PAUL CHAVANON PIERRE YVES BENOIT CHAVANON JEAN-MARIE THIERRY FRANCOIS CHAVANON GILDAS PAUL FRANCOIS CHAVANON ERIK JACQUES ALBERT	MARQUE	1452885	04/03/1988	2008-30
CHERIE FM	MARQUE	3422037	07/04/2006	2006-37
CHRISTIAN DIOR COUTURE	MARQUE	1344500	27/02/1986	2006-29
CHRONOPOST	MARQUE	96610826	13/02/1996	2007-07
CLAUDE MAXIME SARL	MARQUE	3380011	14/09/2005	2006-07
CLS REMY COINTREAU	MARQUE	3107903	26/06/2001	2011-29
CLUB MEDITERRANEE	MARQUE	3445838	11/08/2006	2007-03
CLUB MEDITERRANEE	MARQUE	1352120	24/04/1986	2007-15
COGNAC FERRAND	MARQUE	3411831	22/02/2006	2006-30
COLAS	MARQUE	3418543	23/03/2006	2006-34
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96625380	14/05/1996	2007-15
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96633574	09/07/1996	2007-33
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96615975	15/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3430196	22/05/2006	2006-43
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3413818	02/03/2006	2006-31
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3429536	17/05/2006	2006-42
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96610667	14/02/1996	2007-03
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	1372525	18/07/1986	2007-33
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	1342538	13/02/1986	2007-03
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96612115	22/02/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96612653	26/02/1996	2007-03
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96615973	15/03/1996	2007-07
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96613989	04/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96619042	02/04/1996	2007-11
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96619735	05/04/1996	2007-11
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96616725	20/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96613712	01/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96613713	01/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96613714	01/03/1996	2007-06

COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96613715	01/03/1996	2007-11
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96616727	20/03/1996	2007-07
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96625378	14/05/1996	2007-18
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96625903	17/05/1996	2007-15
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96644780	07/10/1996	2007-41
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96634313	15/07/1996	2007-33
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96646884	21/10/1996	2007-41
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96649464	06/11/1996	2007-43
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3411997	23/02/2006	2006-30
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3425385	26/04/2006	2006-41
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3426763	03/05/2006	2006-40
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96657738	31/12/1996	2007-46
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96655846	17/12/1996	2007-44
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3429534	17/05/2006	2006-42
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3429535	17/05/2006	2006-42
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3456120	11/10/2006	2007-11
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3458925	25/10/2006	2007-13
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3461080	07/11/2006	2007-15
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3467670	06/12/2006	2007-19
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3454800	05/10/2006	2007-11
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96640391	04/09/1996	2007-33
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96657737	31/12/1996	2007-44
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3467672	06/12/2006	2007-19
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96628641	06/06/1996	2007-15
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96649465	06/11/1996	2007-41
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96615972	15/03/1996	2007-06
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96657736	31/12/1996	2007-44
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96657735	31/12/1996	2007-44
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3410409	15/02/2006	2006-29
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3412000	23/02/2006	2006-30
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	3411999	23/02/2006	2006-30
COMPAGNIE GERVAIS DANONE	MARQUE	96625902	17/05/1996	2007-15
COMPAGNIE POUR LE HAUT COMMERCE	MARQUE	3443914	01/08/2006	2007-01
COMPAGNIE POUR LE HAUT COMMERCE	MARQUE	3445961	16/08/2006	2007-03
COMPAGNIE VRANKEN	MARQUE	3455859	11/10/2006	2007-11
CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS	MARQUE	3434744	14/06/2006	2006-52
COULEUR DE TOLLENS	MARQUE	1362538	18/03/1996	2007-13
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	3417603	20/03/2006	2006-34
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	3412357	24/02/2006	2006-14
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	3412693	27/02/2006	2006-31
CREDIT LYONNAIS	MARQUE	1346210	12/03/1996	2007-09
D.P.A.P.	MARQUE	3369304	07/07/2005	2005-49
DOMAINES REMY MARTIN	MARQUE	99809802	30/08/1999	2009-34
ELI LILLY AND COMPANY	MARQUE	1344026	24/02/1986	2006-49
EMERIC	MARQUE	1341892	07/02/1986	2006-45
ESSO SOCIETE ANONYME FRANCAISE	MARQUE	1359456	18/06/1986	2007-03
ETABLISSEMENTS DARTY ET FILS	MARQUE	3419591	29/03/2006	2006-36
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4034365	23/09/2013	2014-04
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4034783	24/09/2013	2014-23
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4054586	13/12/2013	2014-17
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4039652	14/10/2013	2014-24
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4039647	14/10/2013	2014-24
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	3881125	09/12/2011	2012-20
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	3881120	09/12/2011	2012-20
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4039659	14/10/2013	2014-24

Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4039644	14/10/2013	2014-24
Etat français représenté par la présidente de la commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	MARQUE	4039655	14/10/2013	2014-24
ETAT FRANCAIS REPRESENTÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA DEFENSE / DICOD : DÉLÉGATION À L'INFORMATION ET À LA COMMUNICATION DE LA DEFENSE	MARQUE	3414751	03/03/2006	2006-32
EXPERT INTERNATIONAL GMBH	MARQUE	3409652	13/02/2006	2006-29
EXXON MOBIL CORPORATION	MARQUE	1360623	26/06/1986	2007-03
FRANCAP DISTRIBUTION	MARQUE	96625229	09/05/1996	2007-15
GE HEALTHCARE BIO-SCIENCE CORP	MARQUE	96615145	11/03/1996	2007-34
GFA DES VIGNOBLES H. DUBOSCQ ET FILS	MARQUE	1397683	04/03/1986	2006-47
GRAVOTECH MARKING	MARQUE	96617811	21/03/1996	2007-37
HEARST COMMUNICATIONS, INC.	MARQUE	1352568	28/04/1986	2006-52
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1374834	14/10/1986	2007-43
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1374143	10/10/1986	2007-43
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1374141	10/10/1986	2007-43
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1368848	28/08/1986	2007-33
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1374140	10/10/1986	2007-43
HEARST HOLDINGS, INC.	MARQUE	1374142	10/10/1986	2007-43
HOTEL GUANAHANI	MARQUE	3304702	22/07/2004	2015-44
INTERNATIONAL BRANDING AND MARKETING	MARQUE	3419404	29/03/2006	2006-35
INTERNATIONAL COATING PRODUCTS SAS	MARQUE	3419757	29/03/2006	2006-35
KAO CORPORATION	MARQUE	1343496	20/02/1986	2006-50
KAO KABUSHIKI KAISHA	MARQUE	96611869	20/02/1996	2007-05
KIBODAN A/S	MARQUE	3383216	30/09/2005	2006-09
LA POSTE	MARQUE	3411534	21/02/2006	2006-30
LAITERIES H TRIBALLAT	MARQUE	3410691	16/02/2006	2006-29
LES RESTAURANTS DU COEUR - LES RELAIS DU COEUR	MARQUE	3411336	21/02/2006	2006-35
LES ROBINETS PRESTO	MARQUE	3400644	29/12/2005	2006-22
LESAFFRE ET COMPAGNIE	MARQUE	3432008	31/05/2006	2007-17
MAISON PIERRE SPARR SUCCESEURS	MARQUE	96612275	21/02/1996	2007-29
MAISON ZOLA MUSEE DREYFUS	MARQUE	96625403	14/05/1996	2008-04
MARS CHOCOLAT FRANCE	MARQUE	96636036	25/07/1996	2007-14
MAYTAG PROPERTIES LLC	MARQUE	1351021	16/04/1986	2006-51
MERCK SHARP AND DOHME CORP.	MARQUE	3421636	06/04/2006	2006-36
MINISTÈRE DE L'ECONOMIE, MINISTÈRE DU BUDGET	MARQUE	3428661	09/05/2006	2006-42
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES	MARQUE	3411219	20/02/2006	2006-30
MSD CONSUMER CARE, INC.	MARQUE	1322944	11/09/1985	2006-20
OFA	MARQUE	3418615	23/03/2006	2006-47
ORANGINA SCHWEPPESS HOLDING FRANCE	MARQUE	96609795	08/02/1996	2007-12
OUEST ÉLEVAGE	MARQUE	3411820	22/02/2006	2006-30
PAREXGROUP SA	MARQUE	96637318	30/07/1996	2007-11
PAREXGROUP SA	MARQUE	96637319	30/07/1996	2007-11
PAREXGROUP SA	MARQUE	96637322	30/07/1996	2007-11
PAREXGROUP SA	MARQUE	96637320	30/07/1996	2007-11
PAREXGROUP SA	MARQUE	96637321	30/07/1996	2007-11
PAREXGROUP SA	MARQUE	1419952	03/06/1986	2007-11
PIERRE GUERIN	MARQUE	1348464	28/03/1986	2007-07
PLANNING SA	MARQUE	3380236	15/09/2005	2006-07
PLANNING SA	MARQUE	3380016	14/09/2005	2006-07
PLANNING SA	MARQUE	3380239	15/09/2005	2006-07
QUIK RESTAURANTS EN ABREGE QUICK	MARQUE	3426814	03/05/2006	2006-46
QUIK RESTAURANTS EN ABREGE QUICK	MARQUE	1352369	25/04/1986	2007-17
REGAL BELOIT AMERICA, INC	MARQUE	1346461	13/03/1986	2007-07
ROUTIN	MARQUE	96619781	05/04/1996	2007-03
S.A.M. GLASTINT	MARQUE	3383452	03/10/2005	2006-10
S.H.B.	MARQUE	3434608	14/06/2006	2006-46
SALAISONS CELTIQUES	MARQUE	1381004	03/02/1986	2007-04
SCHNEIDER ELECTRIC IT CORPORATION	MARQUE	95558481	15/02/1995	2005-13
SCHNEIDER ELECTRIC IT CORPORATION	MARQUE	95558482	15/02/1995	2005-13
SCHNEIDER ELECTRIC IT CORPORATION	MARQUE	95558483	15/02/1995	2005-13
SEMP SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE	MARQUE	3408577	07/02/2006	2006-28
SMA GESTION	MARQUE	3806990	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3806997	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3806981	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3806993	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3807002	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3158016	08/04/2002	2012-22

SMA GESTION	MARQUE	3806984	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3806988	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3806994	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3807004	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3807000	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3148715	19/02/2002	2012-07
SMA GESTION	MARQUE	3148733	19/02/2002	2012-07
SMA GESTION	MARQUE	3833181	20/05/2011	2011-36
SMA GESTION	MARQUE	3806986	16/02/2011	2011-23
SMA GESTION	MARQUE	3248450	30/09/2003	2013-30
SOCABAT	MARQUE	4036212	01/10/2013	2014-25
SOCABAT	MARQUE	4036214	01/10/2013	2014-25
SOCABAT	MARQUE	99788880	27/04/1999	2009-25
SOCIETE ANONYME GENERALE D'ASSURANCE SUR LA VIE SAGEVIE	MARQUE	1575751	16/02/1990	2010-13
SOCIETE AUXILIAIRE D'ETUDES ET D'INVESTISSEMENTS MOBILIERS	MARQUE	1506781	03/01/1989	2009-08
SOCIETE BIC	MARQUE	96619680	03/04/1996	2007-07
SOCIETE BIC	MARQUE	3411156	15/02/2006	2006-30
SOCIETE BIC	MARQUE	3436775	22/06/2006	2006-47
SOCIETE BIC	MARQUE	96607852	25/01/1996	2006-47
SOCIETE BIC	MARQUE	1441680	17/02/1986	2007-07
SOCIETE DE RECHERCHE COSMETIQUE SARL	MARQUE	3380712	19/09/2005	2006-08
SOCIETE FISCHER-DAREX OUTILLAGE	MARQUE	3423231	13/04/2006	2006-37
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040590	17/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040587	17/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040609	17/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040607	17/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040594	17/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	93497200	17/12/1993	2013-38
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040991	18/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3921074	21/05/2012	2012-37
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3908015	26/03/2012	2012-29
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1736595	27/02/1989	2009-19
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3836416	03/06/2011	2011-38
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1690654	04/02/1991	2011/39
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1690652	04/02/1991	2011-39
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3674712	08/09/2009	2010-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3674981	09/09/2009	2010-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1559570	13/09/1989	2009-40
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1575747	16/02/1990	2010-13
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040990	18/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	3591523	29/07/2008	2009-01
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040994	18/10/2013	2014-06
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	1575748	16/02/1990	2010-13
SOCIETE MUTUELLE D'ASSURANCE SUR LA VIE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SMAVIE BT)	MARQUE	4040610	17/10/2013	2014-06
TAKEDA PHARMACEUTICAL COMPANY LIMITED	MARQUE	1355543	21/05/1986	2007-19
TATA GLOBAL BEVERAGES GB LIMITED	MARQUE	1345115	04/03/1986	2007-04
U10	MARQUE	3408332	01/02/2006	2006-47
VIDAL France	MARQUE	3421675	06/04/2006	2006-40

VIRBAC	MARQUE	1351379	03/04/1986	2007-13
VIRBAC	MARQUE	96615436	07/03/1996	2007-15
VIRBAC	MARQUE	1347514	07/03/1986	2007-13
VIRBAC	MARQUE	1353611	21/04/1986	2007-15
VIRBAC	MARQUE	96613306	26/02/1996	2007-07
VIRBAC	MARQUE	96619608	01/04/1996	2007-13
VIRBAC FRANCE	MARQUE	1417737	17/03/1986	2007-13
VODAFONE GROUP PLC	MARQUE	3871028	02/11/2011	2012-08
WANE Louis	MARQUE	95598357	17/11/1995	2006-44
WANE Louis	MARQUE	95598356	17/11/1995	2006-44
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	96649910	08/11/1996	2007-45
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3445784	11/08/2006	2007-02
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3453517	29/09/2006	2007-09
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3455251	09/10/2006	2007-11
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3445776	11/08/2006	2007-02
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3453515	29/09/2006	2007-09
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3412206	23/02/2006	2006-30
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	96647135	22/10/1986	2007-45
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3467935	07/12/2006	2007-19
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3412202	23/02/2006	2006-30
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	3445799	11/08/2006	2007-02
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	1366621	05/08/1986	2007-21
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	96640905	09/09/1996	2007-12
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	96648574	30/10/1996	2007-45
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	1385169	19/12/1986	2007-35
WM. WRIGLEY JR. COMPANY	MARQUE	1347580	21/03/1986	2006-49

**MINISTÈRE DU LOGEMENT
ET DE LA RENOVATION URBAINE,
DE LA POLITIQUE DE LA VILLE,
DES AFFAIRES FONCIÈRES ET DU DOMAINE**

ARRETE n° 3007 MLV du 15 avril 2016 portant abrogation de l'arrêté n° 7970 MAA du 16 novembre 2011 et autorisant la résiliation du bail du 1er janvier 2012 relatif à la location d'une parcelle dépendant de la terre domaniale dite Mukaopaoho, cadastrée section AG n° 74, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, d'une superficie de 1 000 mètres carrés, au profit de Mlle Clémence Tata et de M. Ramond Taraufau.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu le bail d'habitation du 1er janvier 2012 au profit de Mlle Clémence Tata et de M. Ramond Taraufau ;

Vu la demande de résiliation des intéressés en date du 31 août 2015,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7970 MAA du 16 novembre 2011 autorisant la location d'une parcelle dépendant de la terre domaniale dite Mukaopaoho, cadastrée section AG n° 74, sise à Taiohae, commune de Nuku Hiva, d'une superficie de 1 000 mètres carrés, au profit de Mlle Clémence Tata et de M. Ramond Taraufau, est abrogé.

Art. 2. — La résiliation du bail du 1er janvier 2012 susvisé, conclu entre la Polynésie française et Mlle Clémence Tata et de M. Ramond Taraufau, est autorisée à compter du dernier paiement constaté.

Art. 3. — Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies, le ministre du logement et de la

renovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine et le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

ARRETE n° 3008 MLV du 15 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 560 MAA du 16 janvier 2012 modifié autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale dite "baie du contrôleur", au lieudit "lotissement agricole", référencée PVB n° 202, sise commune de Nuku Hiva, commune associée de Taipivai, au profit de la société civile agricole (SCA) Haateketeke.

Le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 682 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 95-90 AT du 27 juin 1995 modifiée portant réglementation en matière de constitution, d'administration et d'aliénation du domaine privé et de mise à disposition des biens dépendant du domaine privé ou du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 560 MAA du 16 janvier 2012 modifié autorisant la location d'une parcelle à détacher de la terre domaniale dite "baie du contrôleur", au lieudit "lotissement

agricole", référencée PVB n° 202, sise commune de Nuku Hiva, commune associée, de Taipivai, au profit de la société civile agricole (SCA) Haateketeke ;

Vu le bail à ferme du 1er mai 2012 au profit de la SCA Haateketeke ;

Vu la demande d'installation d'un séchoir de la SCA Haateketeke, représentée par son gérant M. Samuel Taupotini, en date du 3 août 2015 ;

Vu l'avis du service du développement rural en date du 28 août 2015 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Nuku Hiva en date du 2 novembre 2015 ;

Vu l'avis du tavana hau des îles Marquises en date du 26 octobre 2015 ;

Vu la lettre n° 1574 MLV du 5 février 2016 ;

Vu la lettre de M. Samuel Taupotini, gérant de la SCA Haateketeke en date du 15 février 2016,

Arrête :

Article 1er. — Le 1er alinéa de l'article 1er de l'arrêté n° 560 MAA du 12 janvier 2012 susvisé est rédigé comme suit :

"La location d'une parcelle dépendant de la terre domaniale dite "baie du contrôleur", au lieudit "lotissement agricole", cadastrée section CP n° 11 (anciennement PV n° 202), sise commune de Nuku Hiva, commune associée de Taipivai, est autorisée au profit de la société civile agricole (SCA) Haateketeke, à des fins agricoles et de construction d'un séchoir à coprah et de feuilles de "noni", pour une superficie respective de 138 900 mètres carrés et de 1 100 mètres carrés."

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 560 MAA du 12 janvier 2012 susvisé est rédigé comme suit :

"Cette autorisation est consentie à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française et ce, pour le restant à courir dans le bail du 1er mai 2012 susvisé, soit jusqu'au 30 avril 2021."

Art. 3. — Le 1er alinéa de l'article 3 de l'arrêté n° 560 MAA du 12 janvier 2012 susvisé est rédigé comme suit :

"Le loyer annuel est fixé à cent quarante-huit mille neuf cents francs (148 900 F CFP) payable d'avance à la caisse de la recette conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te Fenua à Orovini) à compter de la date de signature de l'avenant au bail.

Art. 4. — Les alinéas 1 et 2 de l'article 4 de l'arrêté n° 560 MAA du 12 janvier 2012 susvisé sont ainsi rédigés :

“La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un avenant au bail du 1er mai 2012 fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation sera caduque dès lors que l'avenant au bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre mois à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française.”

Art. 5.— Il est ajouté un 3e alinéa à l'article 4 de l'arrêté n° 560 MAA du 12 janvier 2012 susvisé ainsi rédigé :

“Les constructions et/ou installations sont subordonnées à la délivrance des autorisations prévues par la réglementation en vigueur en matière d'aménagement.”

Art. 6.— Le vice-président, ministre du budget, des finances et des énergies et le ministre du logement et de la rénovation urbaine, de la politique de la ville, des affaires foncières et du domaine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Le vice-président,
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre du logement
et de la rénovation urbaine,
de la politique de la ville,
des affaires foncières et du domaine,*
Tearii ALPHA.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**

ARRETE n° 2992 MEE du 14 avril 2016 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2683 MEE du 6 avril 2016 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le vendredi 8 avril 2016 à Rikitea,

Arrête :

Article 1er.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- n° 24-2016 BSA/PF, Mme Shana Boosie-Mu, née le 7 mars 1995 à Papeete, Tahiti ;
- n° 25-2016 BSA/PF, M. Vatea Domingo, né le 6 mars 1978 à Papeete, Tahiti ;
- n° 26-2016 BSA/PF, M. Ariihau Haumani, né le 26 juin 1988 à Papeete, Tahiti ;
- n° 27-2016 BSA/PF, M. Rairoanui Paheroo, né le 10 novembre 1988 à Papeete, Tahiti.

Art. 2.— Les titulaires du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française dont les noms suivent sont recyclés pour une durée de cinq années à compter du 8 avril 2016 :

- n° 53-2011 BSA/PF, M. Noël Kamake, né le 25 décembre 1974 à Papeete, Tahiti ;
- n° 63-2011 BSA/PF, M. Frédéric Tematuanui, né le 18 avril 1966 à Papeete, Tahiti ;
- n° 68-2011 BSA/PF, Mme Denise Tuohe, née le 3 juillet 1982 à Rikitea, Gambier.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Pirae, le 14 avril 2016.
Nicole SANQUER-FAREATA.

ARRETE n° 2993 MEE du 14 avril 2016 portant attribution du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française.

Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 683 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports ;

Vu la délibération n° 2004-17 APF du 22 janvier 2004 modifiée portant création du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 12 mars 2004 modifié relatif à l'organisation, aux conditions de préparation et de délivrance du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1473 MEE du 29 février 2016 portant composition du jury du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française ;

Vu le procès-verbal du jury de la session d'examen du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française, organisée le samedi 19 mars 2016 à Pirae, Tahiti,

Arrête :

Article 1er.— Le brevet de surveillant aquatique en Polynésie française est attribué à :

- n° 8-2016 BSA/PF, M. Laurent Paul Davin, né le 17 février 1981 à Villeneuve-Saint-Georges (94), France ;
- n° 9-2016 BSA/PF, Mme Thérèse Heipua Harrys, née le 31 décembre 1992 à Papeete, Tahiti ;
- n° 10-2016 BSA/PF, M. Nicolas Jorre de Saint-Jorre, né le 30 août 1979 à Le Mans, France ;
- n° 11-2016 BSA/PF, Mme Anne Hitirere Stahlke épouse Bachir, née le 27 janvier 1972 à Papeete, Tahiti ;
- n° 12-2016 BSA/PF, Mme Helga Rachelle Sthalke, née le 28 juillet 1976 à Afareaitu, Moorea ;
- n° 13-2016 BSA/PF, M. Karl-Heinz Tutavae Sthalke, né le 4 août 1978 à Afareaitu, Moorea ;
- n° 14-2016 BSA/PF, M. Kanuto Kaiehitu Teapiki, né le 1er mai 1990 à Papeete, Tahiti ;
- n° 15-2016 BSA/PF, Mme Christine Vainamu Tehaameamea, née le 26 novembre 1982 à Papeete, Tahiti ;
- n° 16-2016 BSA/PF, M. Teraiano Stanislas Tehuiotoa, né le 30 septembre 1990 à Afaahiti, Tahiti ;
- n° 17-2016 BSA/PF, Mme Veihei Mirabelle Temake, née le 6 avril 1991 à Papeete, Tahiti ;
- n° 18-2016 BSA/PF, M. Bryan Nehemia Tepapa, né le 17 octobre 1997 à Papeete, Tahiti ;
- n° 19-2016 BSA/PF, M. Tetiamana Robin Teriierooiterai, né le 29 novembre 1997 à Papeete, Tahiti ;
- n° 20-2016 BSA/PF, M. Tagitoa Cyprien Teuhi, né le 19 avril 1988 à Hao, Tuamotu ;
- n° 21-2016 BSA/PF, Mme Ahutiare Teahoroa Juliette Timi, née le 14 juillet 1983 à Arutua, Tuamotu ;
- n° 22-2016 BSA/PF, M. Tino Arii Tekohu Tupu, né le 3 mai 1990 à Papeete, Tahiti ;
- n° 23-2016 BSA/PF, M. Puarani Utia, né le 23 mars 1991 à Papeete, Tahiti.

Art. 2.— Les titulaires du brevet de surveillant aquatique en Polynésie française dont les noms suivent sont recyclés pour une durée de cinq années à compter du 19 mars 2016 :

- n° 5-2010 BSA/PF, M. Pascal Iotefa Hauarii, né le 14 septembre 1973 à Papeete, Tahiti ;
- n° 22-2011 BSA/PF, M. Michaël Eric Le Prince, né le 7 février 1984 à Moulins, Allier, France ;
- n° 48-2012 BSA/PF, M. Adam Manuarii Paari, né le 12 avril 1991 à Papeete, Tahiti ;
- n° 77-2011 BSA/PF, Mme Edmée Poerava Tahutini épouse Hapiipi, née le 7 juin 1983 à Papeete, Tahiti ;
- n° 82-2011 BSA/PF, M. Ariitu Jean-Pierre Tauaroa, né le 25 septembre 1993 à Uturoa, Raiatea.

Art. 3.— Le présent arrêté sera notifié aux intéressés et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.

Nicole SANQUER-FAREATA.

**MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT,
DE L'AMENAGEMENT ET DE L'URBANISME,
ET DES TRANSPORTS INTERIEURS**

ARRETE n° 2965 MET du 14 avril 2016 autorisant l'exonération sur six mois du paiement des redevances domaniales relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du local situé dans l'enceinte du domaine public aéroportuaire de Moorea-Temae (îles du Vent), au profit de Mlle Aurore Allard.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013-modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire

et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 657 CM du 22 mai 2012 fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aéroports du pays ;

Vu l'arrêté n° 1093 CM du 28 juillet 2011 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 9554 MTE du 28 novembre 2013 autorisant l'entreprise Maeva Presse et bonbons, représentée par sa gérante Mlle Aurore Allard, à occuper le domaine public aéroportuaire de Moorea-Temae (îles du Vent), dans le cadre de l'exploitation commerciale d'un local de 23,50 mètres carrés, sur une période de neuf ans, moyennant une redevance annuelle de 141 000 F CFP ;

Vu les demandes de l'intéressée en date du 14 avril 2015 et en date du 16 février 2016 ;

Vu l'alinéa 6 de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Considérant :

- 1° Que la toiture de l'aérogare de Moorea-Temae présentait un état de vétusté avancé lors de la demande d'AOT puis de l'installation de la boutique Maeva Presse et bonbons, en juillet 2012 ;
- 2° Qu'en 2013 et en 2014 plusieurs états des lieux sur l'ensemble de cette aérogare ont signalé l'urgence des travaux de rénovation, demandés par la direction de l'aviation civile à la direction de l'équipement ;
- 3° Que les intempéries de janvier 2014, considérées comme phénomènes naturels, ont effectivement rendu urgentes ces opérations de rénovation de la toiture, par les dégâts causés et le préjudice supporté par la boutique Maeva Presse et bonbons ;
- 4° Que la réparation matérielle des plafonds et stocks abîmés a été entièrement supportée par l'assurance de l'intéressée ;
- 5° Que depuis le 30 septembre 2015, l'intéressée a été sommée par les autorités de quitter les lieux et qu'elle ne peut, par conséquent, jouir normalement d'aucun local, pourtant désigné par l'arrêté d'autorisation d'occupation temporaire susvisé ;

- 6° Que l'ensemble des services du pays étaient dans l'attente de la mise en place des budgets nécessaires ;
- 7° Que les travaux de rénovation de la toiture sont enfin engagés par l'arrondissement bâtiment de la direction de l'équipement, sans pour autant préciser la date effective de fin de travaux et de possible réintégration du local initial, ni proposer d'alternative à la non-occupation ;
- 8° Que Mlle Aurore Allard a déménagé ses effets et stocks depuis fin septembre 2015 et occupe un espace plus petit et non fermé (non sécurisé), libéré par la société Albert Transports, de 7 mètres carrés, situation de précarité que l'intéressée accepte en l'état ;
- 9° Que cette modification du lieu d'occupation a été approuvée, dans un contexte exceptionnel et à titre provisoire, par la direction de l'aviation civile le 17 mars 2016,

Arrête :

Article 1er. — L'exonération du paiement des redevances domaniales relatives à l'autorisation d'occupation temporaire du local situé dans l'enceinte du domaine public aéroportuaire de Moorea (îles du Vent) est autorisée pour une période de six mois, comprise entre le 1er janvier 2016 et le 30 juin 2016, au profit de la boutique Maeva Presse et bonbons, gérée par Mlle Aurore Allard.

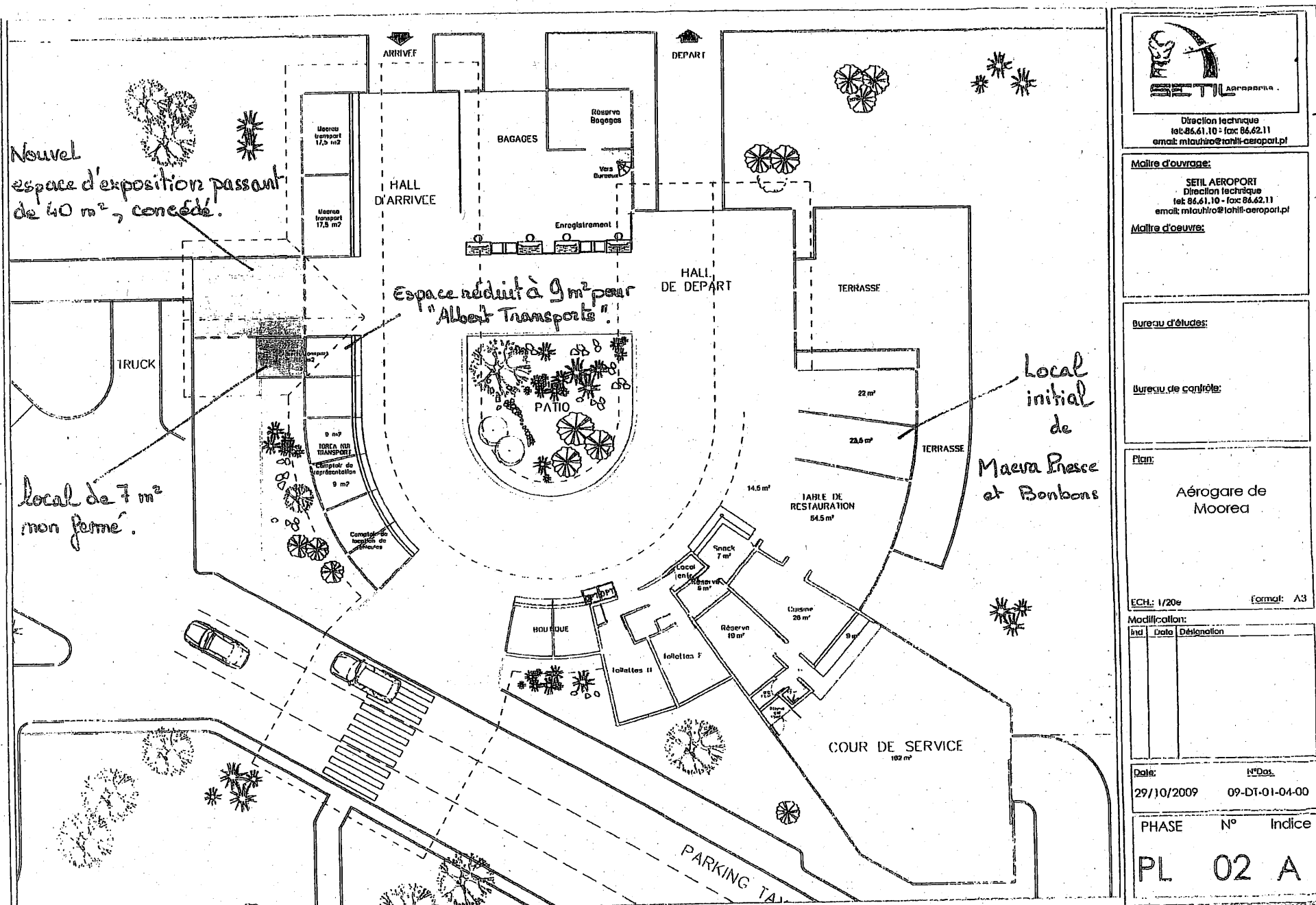
Art. 2. — En application de l'alinéa 6 de l'article 10 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 portant composition et administration du domaine public en Polynésie française, la présente autorisation d'exonération est attribuée en raison de circonstances exceptionnelles.

Art. 3. — Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Moorea-Temae (îles du Vent) par la boutique Maeva Presse et bonbons, gérée par Mlle Aurore Allard restent soumises aux mêmes conditions définies par l'arrêté n° 9554 MTE du 28 novembre 2013 susvisées, ainsi qu'à celles du cahier des charges.

Art. 4. — Le plan d'occupation est modifié pour cette période, avec une superficie de 7 mètres carrés de local non fermé, en plus d'une aire d'exposition de 30 mètres carrés totalement ouverte sur une galerie passante, attenante.

Art. 5. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.



Ce document appartient à la SETIL aéroport, toute divulgation, reproduction ou utilisation de tout ou partie de ce document ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la SETIL aéroport.

ARRETE n° 2968 MET du 14 avril 2016 portant modification de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la circulaire n° 8 CM du 19 octobre 1984 relative à la signature du courrier ;

Vu l'arrêté n° 1421 CM du 16 octobre 2014 portant nomination de Mme Chantal Serra en qualité de directrice des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 modifié portant délégation de signature à Mme Chantal Serra, directrice des transports terrestres ;

Vu les nécessités du service,

Arrête :

Article 1er. — Les articles 1er et 3 de l'arrêté n° 9209 MET du 20 octobre 2014 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

I - Article 1er, le 1er alinéa du 5° est ainsi rédigé : "la délivrance du récépissé suite à la déclaration préalable d'exercice ou à une modification de l'activité de location de véhicules sans chauffeur" ;

II - Article 3, le 3e tiret est ainsi rédigé : "Mme Mélanie Ribière pour les actes énumérés à l'article 1er alinéa 2.b), ainsi que toutes correspondances et transmissions aux différents correspondants administratifs du service, et en cas d'absence ou d'empêchement de celle-ci, par Mme Marie-Louise Le Du, Mme Bonnie Tchong Fo Chong et Mme Corinne Scanu", et le 4e tiret est ainsi rédigé : "Mme Mélanie Ribière, Mme Bonnie Tchong Fo Chong et Mme Corinne Scanu pour les autres actes énumérés aux articles 1er et 2 du présent arrêté".

Art. 2. — Le présent arrêté sera notifié aux intéressées et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 2970 MET du 14 avril 2016 portant ouverture d'une session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes au titre de l'année 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 85-1050 AT du 24 juin 1985 modifiée portant réglementation générale sur la police de la circulation routière (code de la route de la Polynésie française) ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et notamment ses articles 26 à 31 ;

Vu l'arrêté n° 232 CM du 27 septembre 2004 fixant le programme, la nature et les coefficients de l'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes,

Arrête :

Article 1er. — Est organisée une session d'examen pour l'obtention du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes au titre de l'année 2016.

Art. 2. — La liste des membres du jury et les conditions d'accès à l'examen sont fixés par la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, notamment ses articles 28 et 29.

Art. 3. — La nature et le programme des épreuves d'admissibilité et d'admission sont fixés par l'arrêté n° 232 CM du 27 septembre 2004.

Art. 4. — Le formulaire d'inscription est disponible à la direction des transports terrestres (bâtiment A), bureau des activités de transport (angle de la rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire et de l'avenue du Prince-Hinoui) du lundi au jeudi de 7 h 30 à 15 h 30 et le vendredi de 7 h 30 à 14 h 30 ou est téléchargeable sur le site de la direction des transports terrestres à l'adresse suivante : www.transports-terrestres.pf (Rubrique "Guichet des formulaires").

A l'appui de ce formulaire d'inscription, les candidats doivent fournir les pièces suivantes :

- un document justifiant l'identité du candidat ;
- une copie lisible (recto verso) du permis de conduire valide ;
- un certificat médical d'aptitude, délivré dans les conditions prévues à l'article 136 du code de la route de Polynésie française, datant de moins de six mois à compter de la date de dépôt du dossier ;
- un extrait n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois mois à compter de la date de dépôt du dossier ou un document équivalent dans le cas d'un ressortissant étranger ;
- 4 photos d'identité en couleur ;
- 4 enveloppes timbrées au tarif en vigueur et libellées à l'adresse du candidat ;

- une copie du ou des certificats de capacité déjà obtenu(s) depuis moins de 2 ans à compter de sa date de délivrance uniquement pour les candidats souhaitant obtenir un certificat de capacité pour une autre île.

Les photocopies des pièces à fournir doivent être lisibles et ne comporter aucune rature.

Art. 5.— Les dossiers d'inscription doivent être déposés avant le vendredi 27 mai 2016, 14 heures 30, à la direction des transports terrestres (bâtiment A), bureau des activités de transport (angle de la rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire et de l'avenue du Prince-Hinoui) ou par voie postale à l'adresse suivante : direction des transports terrestres (bâtiment A), Fariipiti, angle avenue du Prince-Hinoui et rue Marcq-Blond-de-Saint-Hilaire, BP 4586, 98713 Papeete, Tahiti, Polynésie française. Le cachet de la poste faisant foi pour les envois postaux.

Art. 6.— Tout dossier parvenu à la direction des transports terrestres incomplet ou ultérieurement à cette date ne sera pas pris en compte. Aucun recours ne sera possible.

Art. 7.— Les épreuves écrites de l'examen du certificat de capacité auront lieu le mardi 5 juillet 2016.

Art. 8.— Un centre d'examen sera ouvert sur l'île de Tahiti. Les candidats seront convoqués individuellement ou collectivement par voie de presse.

Art. 9.— Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.

PLANNING PREVISIONNEL DE L'EXAMEN DU CERTIFICAT DE CAPACITE PROFESSIONNELLE A LA CONDUITE DES VEHICULES AFFECTES AUX SERVICES DE TRANSPORT DE PERSONNES

(Session juillet 2016)

DATE	DELAIS	ETAPES
Fin mars 2016	---	Préparation et parution au JOPF de l'arrêté portant ouverture au titre de l'année 2016 d'une session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes pour les îles du Vent (Tahiti et Moorea) Publication dans « La Dépêche » et « Les Nouvelles » de l'appel à candidature
Vendredi 27 mai 2016	+ 8 semaines	Clôture des inscriptions
Vendredi 4 juin 2016	+ 1 semaine	Dernier délai pour la réception des bulletins n° 3 du casier judiciaire
Mercredi 8 juin 2016	+ 1 semaine	1 ^{ère} réunion des membres du jury – validation de la liste des candidats admis à concourir et choix des questions
Mardi 05 juillet 2016	+ 4 semaines	Examen : EPREUVES ECRITES
Mercredi 13 juillet 2016	+ 1 semaine	Correction des copies d'examen par la DTT et le SDT
Mercredi 20 juillet 2016	+ 1 semaine	2 ^{ème} réunion des membres du jury – validation de la liste des candidats admis à passer l'épreuve orale et planning des oraux
A partir du Mardi 23 août 2016	+ 4 semaines	Début de l'ÉPREUVE ORALE – dernier jour de l'épreuve orale, délibération des membres du jury pour valider la liste des candidats admis définitivement
Courant octobre 2016	---	Préparation et parution au JOPF de l'arrêté proclamant les résultats de la session d'examen du certificat de capacité professionnelle à la conduite des véhicules affectés aux services de transport de personnes pour les îles du Vent (Tahiti et Moorea) - au titre de l'année 2016.

ARRETE n° 2971 MET du 14 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la commune de Rangiroa.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Rangiroa, de la circonscription des Tuamotu-Gambier, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 1er mars 2016 ;

Vu la demande en date du 13 février 2016, reçue au GEGDP le 24 février 2016, présentée par la commune de Rangiroa,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1) La commune de Rangiroa, BP 10, 98776 Tiputa, Rangiroa, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cent mètres cubes (100 m³) de gravier corallien, dans la marina de Tiputa, commune des Rangiroa.
- 2) Les matériaux extraits sont destinés à divers travaux communaux.
- 3) Les matériaux seront extraits à l'aide de matériels de la commune.
- 4) L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-403-103 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée.
- 6) Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :

- dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates pour limiter la suspension des fines.
- 7) Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
 - 8) Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
 - 9) Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
 - 10) A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
 - 11) Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *dix mille francs CFP* (soit 100 m³ à 100 F CFP/m³ = 10 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire. Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
 - 12) Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
 - 13) La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée de vingt (20) jours. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

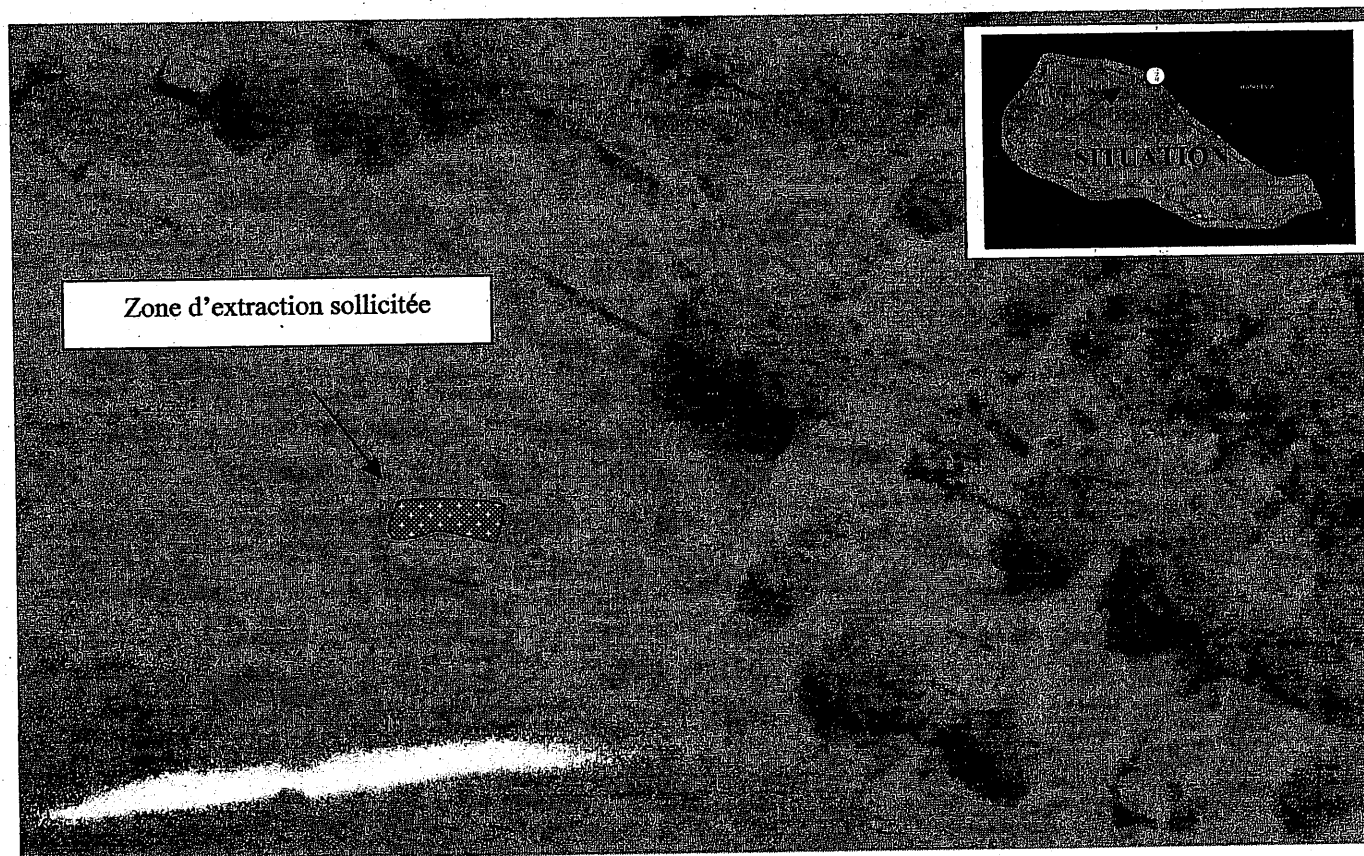
Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.

**DIRECTION DE
L'EQUIPEMENT**

Groupement d'Etudes et de
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69
<http://www.equipement.gov.pf>

ILE DE :*RANGIROA***COMMUNE DE***RANGIROA***LIEU :***MARINA DE TIPUTA***QUANTITE :***100 M3 DE GRAVIER CORALLIEN***DEMANDES DE :***COMMUNE RANGIROA***EN DATE DU :***13 FEVRIER 2016***PLAN N°***2016-403-103/DEQ/GEGDP***DRESSE-LE :***25 FEVRIER 2016***DOSSIER N° 2016-138****SITE D'EXTRACTION**

ARRETE n° 2972 MET du 14 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime en faveur de la commune de Makemo.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Makemo, de la circonscription des Tuamotu-Gambier, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minière ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 30 novembre 2015 ;

Vu la demande en date du 4 février 2016, reçue au GEGDP le 5 février 2016, présentée par la commune de Makemo,

Arrête :

Article 1er. — La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1) La commune de Makemo, 98769 Pouheva, Makemo, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire cinq cents mètres cubes (500 m³) de sable corallien, dans le hoa côté océan, au droit des terres Tamara, cadastrée A 168, et Opareke, cadastrée A 167, commune de Makemo.
- 2) Les matériaux extraits sont destinés à la construction de bâtiment.
- 3) Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague et de camion de la commune.
- 4) L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-262-102 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors de la zone autorisée et notamment à moins de 20 mètres par rapport à l'axe du pont.

- 6) Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre :
 - dragage uniforme de la zone autorisée avec arasement des parties dures et manœuvres adéquates et mise en place d'un écran efficace pour limiter la mise en suspension des fines.
- 7) Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8) Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9) Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.
- 10) A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits, permettant de calculer le solde de la redevance d'extraction des matériaux à la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques.
- 11) Le bénéficiaire est tenu de verser à la caisse de la direction des affaires foncières, division de la recette et conservation des hypothèques, la somme de *cinquante mille francs CFP* (soit 500 m³ à 100 F CFP/m³ = 50 000 F CFP) pour la redevance des matériaux à extraire. Le bénéficiaire fournira à la direction de l'équipement une copie du récépissé attestant le paiement de la redevance avant notification de l'autorisation. Cette autorisation ne sera valable qu'accompagnée de ce récépissé.
- 12) Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journellement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13) La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révocable sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée d'un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.

SITE D'EXTRACTION

DIRECTION DE L'EQUIPEMENT

Groupement d'Etudes et de
Gestion du Domaine Public

TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69
<http://www.equipement.gov.pf>

ILE DE :

MAKEMO

COMMUNE DE

MAKEMO

LIEU :

*HOA CÔTE OCEAN AU DROIT DES
TERRES TAMARA ET OPAREKE*

QUANTITE :

500 M3 DE SABLE CORALLIEN

DEMANDES DE :

COMMUNE MAKEMO

EN DATE DU :

27 JANVIER 2016

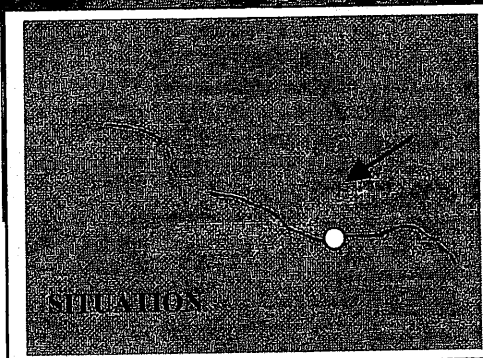
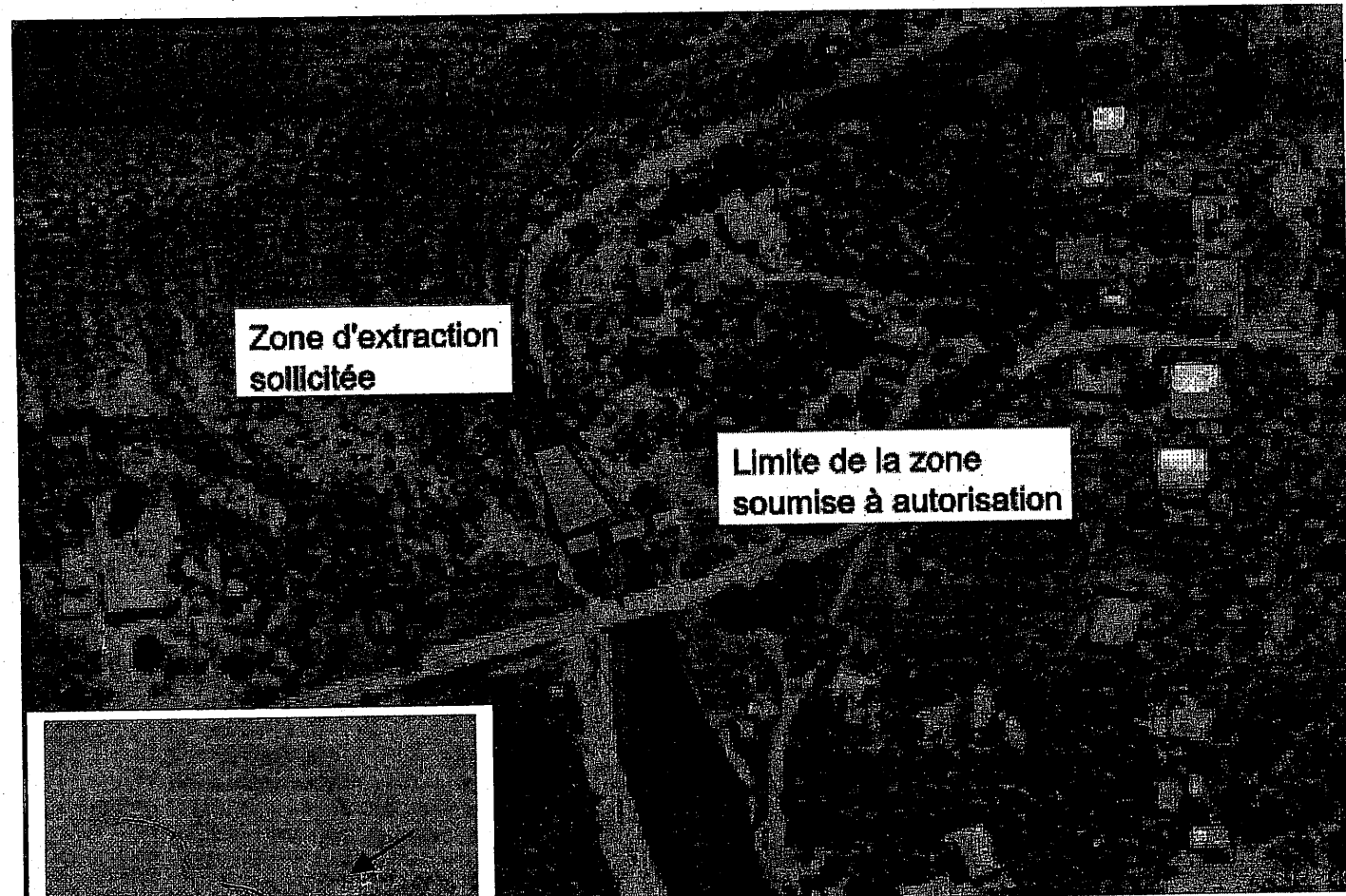
PLAN N°

2016-262-102/DEQ/GEGDP

DRESSE-LE :

11 FEVRIER 2016

DOSSIER N° 2016-131



ARRETE n° 2991 MET du 14 avril 2016 autorisant, à titre exceptionnel, le navire Kura Ora II à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 4 d'avril 2016.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu la délibération n° 77-47 AT du 15 mars 1977 modifiée portant création en Polynésie française de la licence d'armateur et fixant certains principes d'organisation des liaisons maritimes interinsulaires ;

Vu l'arrêté n° 7903 MET du 22 août 2014 portant octroi d'une licence d'armateur à la SARL Compagnie maritime des Tuamotu (CMT) pour l'exploitation du navire Kura Ora II, sur la desserte maritime régulière des Tuamotu ;

Vu la demande de la Compagnie maritime des Tuamotu (CMT) en date du 26 janvier 2016,

Arrête :

Article 1er.— A titre exceptionnel et par dérogation à l'article 3 de l'arrêté n° 7903 MET du 22 août 2014, le navire Kura Ora II est autorisé à déroger à sa ligne régulière afin de desservir l'île de Moruroa lors de son voyage n° 4 d'avril 2016.

Art. 2.— Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 14 avril 2016.
Albert SOLIA.

ARRETE n° 3005 MET du 15 avril 2016 portant autorisation d'extraction de matériaux sur le domaine public maritime, en faveur de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu la délibération n° 88-142 AT du 13 octobre 1988 modifiée portant création du service dénommé "direction de l'équipement" ;

Vu la délibération n° 68-136 du 12 décembre 1968 modifiée portant réglementation de l'extraction de sable, des roches et des cailloux dans les rivières, cours d'eau et sur les bords de mer ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu les avis de la commune de Takaroa, de la commune associée de Takapoto, de la circonscription des Tuamotu-Gambier, de la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier et de la direction des ressources marines et minières ;

Vu la saisine de la direction de l'environnement en date du 7 mars 2016 ;

Vu la demande en date du 27 janvier 2016, reçue au GEGDP le 29 février 2016, présentée par la subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier,

Arrête :

Article 1er.— La présente autorisation d'extraction de matériaux est délivrée sous les conditions suivantes :

- 1) La subdivision de l'équipement des Tuamotu-Gambier, BP 85, 98713 Papeete, désignée ci-après le bénéficiaire, est autorisée à extraire quatre cents mètres cubes (400 m³) de tout-venant, sur la plage au droit de la terre Magarogaro, cadastrée C 3, sise sur l'atoll de Takapoto, commune de Takaroa.
- 2) Les matériaux extraits sont destinés à la construction d'un radier.
- 3) Les matériaux seront extraits à l'aide d'une drague.
- 4) L'extraction et l'enlèvement des matériaux ne pourront s'effectuer que pendant le jour, de 7 heures à 15 heures, et uniquement les jours non fériés et non chômés, du lundi au jeudi et de 7 heures à 14 heures, le vendredi.
- 5) Le bénéficiaire s'interdit toute extraction en dehors des limites mentionnées au plan n° 2016-491-101 DEQ/GEGDP ci-annexé. Aucune extraction ne devra être effectuée en dehors des zones autorisées.
- 6) Pour la protection de l'environnement, les précautions suivantes seront mises en œuvre : prélèvement uniforme et superficiel de la zone autorisée avec une profondeur maximale de 0,50 mètre.
- 7) Le bénéficiaire devra, suivant les indications de la direction de l'équipement, maintenir la libre circulation aux abords du lieu d'extraction. Le chantier devra être signalé par un panneau indiquant le numéro et la date de l'autorisation d'extraction, la quantité de matériaux à extraire et la date d'expiration de l'autorisation d'extraction. Les instructions qui seront données au bénéficiaire ultérieurement par la direction de l'équipement devront être scrupuleusement et impérativement suivies.
- 8) Avant de commencer à extraire, le bénéficiaire fera approuver sur place le piquetage de la zone d'extraction autorisée ainsi que le relevé de l'état des lieux permettant de calculer le volume des matériaux à extraire.
- 9) Le bénéficiaire est tenu de produire un état à jour des quantités journalières des matériaux extraits et de le présenter à toute réquisition des agents assermentés de la direction de l'équipement, pour visa.

- 10) A l'expiration du délai d'exécution, il sera établi par la direction de l'équipement un procès-verbal de conformité sur lequel sera porté le volume des matériaux réellement extraits.
- 11) Conformément à la réglementation en vigueur, cette extraction réalisée au profit de la Polynésie française ne donne pas lieu à la perception de la redevance.
- 12) Sous peine de retrait de l'autorisation et des poursuites judiciaires dont le bénéficiaire pourrait faire l'objet, le bénéficiaire, son représentant sur les lieux et les conducteurs de camions devront, sur le site d'extraction, être constamment porteurs de l'autorisation et de l'état des quantités extraites journalièrement et les présenter à toute réquisition des agents de la force publique et des agents assermentés de la direction de l'équipement.
- 13) La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire. Elle est révoquée sans indemnité à la première réquisition de la direction de l'équipement. Le non-respect des engagements pris par le bénéficiaire entraînera

notamment la résiliation immédiate de l'autorisation.

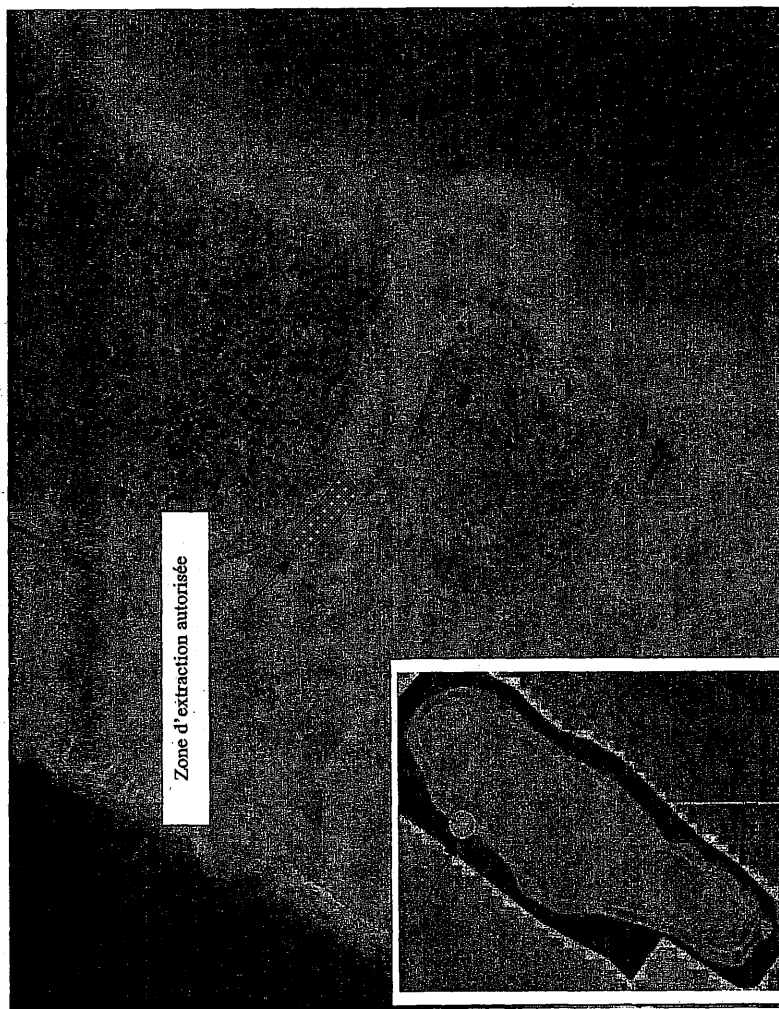
Art. 2. — L'autorisation est valable à compter de la date de notification du présent document pour une durée d'un (1) mois. Cette autorisation sera périmée de plein droit :

- à l'expiration du délai ci-dessus ;
- dans le cas où l'arrêté n'a pas été notifié trois (3) mois après la date de sa délivrance du fait de la non-présentation du bénéficiaire auprès de la direction de l'équipement.

Art. 3. — Le directeur de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au bénéficiaire et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Albert SOLIA.

SITE D'EXTRACTION



DIRECTION DE L'EQUIPEMENT Groupement d'Etudes et de Gestion du Domaine Public TEL : 48 54 74 — FAX : 48 54 69 http://www.equipement.gov.pf	ILE DE : TAKAPOTO	COMMUNE DE TAKAROA	LIEU : PLAGE AU DROIT DE LA TERRE MAGAROGARO	QUANTITE : 400 M3 DE TOUT VENANT	DEMANDES DE : SUBDIVISION DE L'EQUIPEMENT DES TUAMOTU GAMBIER EN DATE DU : 27 JANVIER 2016	PLAN N° 2016-491-101/DEQ/GECDP DRESSE-LE : 2 MARS 2016	DOSSIER N° 2016-141
---	-----------------------------	------------------------------	---	--	--	---	----------------------------

ARRETE n° 3022 MET du 15 avril 2016 portant radiation de l'autorisation n° 006 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-006 délivrées à M. Arthur Mati pour exercer l'activité d'entrepreneur de taxi sur l'île de Tahiti.

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, et des transports intérieurs ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 portant réglementation de l'activité d'entrepreneur de taxi et ses arrêtés d'application ;

Vu les lettres de mise en demeure n° 4664 et 4836 MET/DTT des 10 et 30 décembre 2015,

Arrête :

Article 1er.— En application de l'article 8 de la délibération n° 2008-5 APF du 10 avril 2008 susvisée, il est procédé à la radiation de l'autorisation n° 006 TXT 01 et de la licence de taxi n° 1-006, délivrées à M. Arthur Mati, né le 17 juin 1960 à Papeete.

Art. 2.— Les arrêtés n° 150 MEE du 2 février 2009 et n° 5 MTT du 24 février 2009 accordés à M. Arthur Mati sont abrogés.

Art. 3.— La directrice des transports terrestres est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Albert SOLIA.

ERRATUM à l'intitulé de l'arrêté n° 2517 MET du 31 mars 2016 (JOPF n° 29 du 8 avril 2016, page 3644).

Dans le sommaire :

Au lieu de : "Arrêté n° 2517 MET du 31 mars 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora" ;

Lire : "Arrêté n° 2517 MET du 31 mars 2016 ordonnant la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Araarapuupuu (plan 19) nécessaire à la réalisation de la route traversière de Nunue à Anau dans l'île de Bora Bora".

Par arrêté n° 2973 MET du 14 avril 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives aux terres

Okaviriviri, cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Terres OKAVIRIVIRI		
Plan 4	Plan 8	
7 902	15 416	MARERE Hokona (bf 1.5.2.2)
7 902	15 416	MARERE Marere (bf 1.5.2.3)
7 902	15 416	MARERE Kahura (bf 1.5.2.4)
7 902	15 416	MARERE Elisabeth Ahuragi Parare épouse TEMAURI (bf 1.5.2.5)
7 902	15 416	MARERE Dina Heiata (bf 1.5.2.6)
1 975	3 854	MARO Elodie Havaiki (bf 1.5.2.1.5)

Par arrêté n° 2974 MET du 14 avril 2016.— Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations aux terres Okaviriviri, cadastrées A-544 (plan 4) et A-547 (plan 8), nécessaires à l'extension de l'aérodrome de Nukutavake, dans l'archipel des Tuamotu. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées dans le tableau ci-après :

Indemnités à déconsigner en FCFP		Bénéficiaires
Terres OKAVIRIVIRI		
Plan 4	Plan 8	
154 875	302 158	TEMORERE Iakoba Tane (bf 2.2.u)
58 078	113 309	TEMORERE Michel Tane (bf 2.2.1)
58 078	113 309	TEMORERE Taurarii Daniel (bf 2.2.2)
58 078	113 309	TEMORERE Fabien (bf 2.2.3)
58 078	113 309	TEMORERE Francine épouse KAHLERT (bf 2.2.4)
58 078	113 309	TEMORERE Murielle Tekurahakimata (bf 2.2.5)
58 078	113 309	TEMORERE Rachel épouse MAIRIHAI (bf 2.2.6)
58 078	113 309	TEMORERE Louise Aramaki Judith (bf 2.2.7)
58 077	113 309	RATA KAOKO Téodoro Tautearoa (bf 2.2.8)

Par arrêté n° 3006 MET du 15 avril 2016. — Est autorisée la déconsignation d'une partie des indemnités versées à la Caisse des dépôts et consignations relatives à la terre Tepufeirau Fau, cadastrée AZ 4 (plan 4) nécessaire à l'emprise du site touristique Tefaurumai dit "3 Cascades", sis à Tiarei, dans la commune de Hitia'a O Te Ra. Le versement des indemnités déconsignées est effectué conformément aux indications énoncées ci-après :

Plan 4.

Bénéficiaire : Mildred Poema Cowan (bf 6.1.4.6.2).

Indemnités à déconsigner : 118 499 F CFP.

ARRETES DU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETE n° 19-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants dont les noms figurent au tableau joint en annexe ont été élus membres de la commission permanente de l'assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 14 avril 2016.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Marcel TUIHANI.

LA COMMISSION PERMANENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PRÉSIDENT/E : John TOROMONA
VICE-PRÉSIDENT/E : Sylvana PUHETINI
SECRÉTAIRE : Antonio PEREZ

: Emma MARAEA
Joseph AH-SCHA
Teapehu TEAHE
Félix FAATAU
Joëlle FREBAULT
Jacques RAOHA
Ronald TUMAHAI
Putai TAAE
Jacquie GRAFFE
Lois SALMON-AMARU
Michel LEBOUCHER
Sandrine TURQUEM
Juliette MATEHAU-NUUPURE
Monique RICHETON
Patricia AMARU
Eliane TEVAHITUA
Justine TEURA
Chantal FLORES-TAHATA

ARRETE n° 20-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions législatives de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants dont les noms figurent au tableau joint en annexe ont été élus membres des commissions législatives de l'assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 14 avril 2016.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.
Marcel TUIHANI.

**LISTE DES REPRÉSENTANTS A L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
PAR COMMISSION LÉGISLATIVE**

COMMISSION DES INSTITUTIONS, DES AFFAIRES INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES, DE LA SOLIDARITÉ, DE L'ÉMIGRATION ET DES RELATIONS AVEC LES COMMUNES	COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA FONCTION PUBLIQUE	COMMISSION DU TOURISME, DE L'ÉCOLOGIE, DE L'AGRICULTURE, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU TRANSPORT AÉRIEN
PRÉSIDENT(E) : Michel BUILLARD VICE-PRÉSIDENT(E) : Malina SAGE SECRÉTAIRE : Gaston TONG SANG MEMBRES : Lana TETUANUI Nicole BOUTEAU Sandra MANUTAH-LEVY-AGAMI Alice TINORUA-RUKAART Sandrine TURQUEM Richard TUHEIAVA	PRÉSIDENT(E) : Virginie BRUANT VICE-PRÉSIDENT(E) : René TEMEHARO SECRÉTAIRE : Ronald TUMAHAI MEMBRES : Antonio PEREZ Armelle MERCERON Alice TINORUA-RUKAART Marcel TUIHANI Sandra MANUTAH-LEVY-AGAMI Antony GEROS	PRÉSIDENT(E) : Nicole BOUTEAU VICE-PRÉSIDENT(E) : Teura TARAHU-ATUAHIVA SECRÉTAIRE : Félix FAATAU MEMBRES : Charles FONG LOI Moehau TERIITAHU Elise VANAA Valata PERRY-FRIEDMAN Juliette MATEHAU-NUUPURE Jacqui DROLLET
COMMISSION DES RESSOURCES MARINES, DES MINES ET DE LA RECHERCHE	COMMISSION DU LOGEMENT, DES AFFAIRES FONCIÈRES, DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, DE LA COMMUNICATION ET DE L'ARTISANAT	COMMISSION DE LA SANTÉ ET DU TRAVAIL
PRÉSIDENT(E) : Charles FONG LOI VICE-PRÉSIDENT(E) : Jacque GRAFFE SECRÉTAIRE : John TOROMONA MEMBRES : Jeanine TATA Putu'i TAAE Vaiata PERRY-FRIEDMAN Monique RICHETON Rudolph JORDAN Victor MAAMAATUAIAHUTAPU	PRÉSIDENT(E) : Teapehu TEAHE VICE-PRÉSIDENT(E) : Béatrice LUCAS SECRÉTAIRE : Teura TARAHU-ATUAHIVA MEMBRES : Frédéric RIVETA Jacques RAIOHA Teura IRITI Jean TEMAURI Patricia AMARU Justine TEURA	PRÉSIDENT(E) : Armelle MERCERON VICE-PRÉSIDENT(E) : Sylvana PUHETINI SECRÉTAIRE : Jeanine TATA MEMBRES : Isabelle SACHET Philip SCHYLE Gilda VAIHO Teura IRITI Sandra MANUTAH-LEVY-AGAMI Ellane TEVAHITUA
COMMISSION DE L'ÉDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS	COMMISSION DE L'ÉQUIPEMENT, L'URBANISME, DE L'ÉNERGIE ET DES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES	COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE, DE L'ÉLEVAGE ET DU DÉVELOPPEMENT DES ARCHIFES
PRÉSIDENT(E) : Isabelle SACHET VICE-PRÉSIDENT(E) : Joseph AH-SCHA SECRÉTAIRE : Béatrice LUCAS MEMBRES : Ronald TUMAHAI Félix FAATAU Michel LEBOUCHER Loïs SALMON-AMARU Yolande VIRIAMU Minarii GALENON	PRÉSIDENT(E) : Valentina CROSS VICE-PRÉSIDENT(E) : Henri FLOHR SECRÉTAIRE : Joseph AH-SCHA MEMBRES : Dylma ARO Joëlle FREBAULT René TEMEHARO Jean TEMAURI Gilda VAIHO Chantal FLORES-TAHATA	PRÉSIDENT(E) : Thomas MOUTAME VICE-PRÉSIDENT(E) : Joëlle FREBAULT SECRÉTAIRE : Patricia AMARU MEMBRES : Moehau TERIITAHU Emma MARAEA Frédéric RIVETA Yolande VIRIAMU Jacques RAIOHA Oscar TEMARU

ARRETE n° 21-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein de la commission chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants dont les noms figurent au tableau joint en annexe ont été élus membres de la commission chargée de la préparation du budget de l'assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 14 avril 2016.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Marcel TUIHANI.

**LA COMMISSION CHARGÉE DE LA PRÉPARATION
DU BUDGET DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

PRESIDENT/E DE L'ASSEMBLEE DE LA PF	: Marcel TUIHANI
RESIDENT/E DE LA COMMISSION PERMANENTE	: John TOROMONA
ESIDENT/E DE LA COMMISSION DES FINANCES	: Virginie BRUANT
PREMIER QUESTEUR	: Dylma ARO
DEUXIEME QUESTEUR	: Virginie BRUANT
TROISIEME QUESTEUR	: Victor MAAMAATUAIAHUTAPU

MEMBRE	: Sylvana PUHETINI
MEMBRE	: Armelle MERCERON
MEMBRE	: Nicole BOUTEAU
MEMBRE	: Alice TINORUA-RIJKAART
MEMBRE	: Chantal FLORES-TAHIATA

ARRETE n° 22-2016 APF/SG du 15 avril 2016 prenant acte de l'élection des représentants au sein des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française.

Le président de l'assemblée de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le règlement intérieur de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 39-2014 APF/SG du 15 septembre 2014 prenant acte de l'élection du président de l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 964-2016 APF/SG du 6 avril 2016 de convocation en séance des représentants ;

Vu la séance du 14 avril 2016,

Arrête :

Article 1er. — Les représentants dont les noms figurent au tableau joint en annexe ont été élus membres des commissions et organismes extérieurs à l'assemblée de la Polynésie française lors de la séance du 14 avril 2016.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 15 avril 2016.

Marcel TUIHANI.

REPRÉSENTATION DE L'ARCHIPEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE AU SEIN DES COMMISSIONS ET ORGANISMES EXTÉRIEURS

ORGANISMES ET COMMISSIONS EXTÉRIEURS	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
AGRICULTURE - ÉLEVAGE - PÉRI-CULTURE		
1 Commission d'attribution des lots des lotissements agricoles <i>(2 représentants de la circonscription administrative du lieu de situation du lotissement agricole)</i> - Iles du Vent - Iles sous-le-Vent - Iles Tuamotu-Gambier - Iles Marquises - Iles Australes	John TOROMONA Henri FLOHR Lana TETUANUI Emma MARAEA Moehau TERIITAHU Victor MAAMAATUAIAHUTAPU Joseph AH-SCHA Joëlle FREBAULT Frédéric RIVETA Chantal TAHIATA	
2 Commission pour la création et l'extension des élevages de poules pondeuses en Polynésie française <i>(1 représentant de l'archipel concerné ou son suppléant)</i> - Iles du Vent - Iles sous-le-Vent - Iles Tuamotu - Iles Gambier - Iles Australes - Iles Marquises	Valentina CROSS Lana TETUANUI Moehau TERIITAHU Jacques RAIHOA Frédéric RIVETA Jeanine TATA	Philip SCHYLE Gaston TONG SANG Victor MAAMAATUAIAHUTAPU Teapehu TEAHE Félix FAATAU Joseph AH-SCHA
3 Conseil d'administration de la caisse de soutien des prix du coprah <i>(3 représentants)</i>	Teapehu TEAHE Emma MARAEA Moehau TERIITAHU	
4 Conseil d'administration de l'établissement public à caractère industriel et commercial dénommé Vanille de Tahiti <i>(1 représentant ou son suppléant)</i>	Emma MARAEA	Frédéric RIVETA
5 Conseil d'administration de l'Huilerie de Tahiti <i>(2 représentants)</i>	Teapehu TEAHE Moehau TERIITAHU	
6 Conseil d'administration du centre des métiers de la mer de Polynésie française (CMMPF) <i>(1 représentant ou son suppléant)</i>	Charles FONG LOI	Victor MAAMAATUAIAHUTAPU
7 Comité d'orientation et d'évaluation de la politique agricole <i>(PR de la comm* chargée de l'agriculture)</i>	Thomas MOUTAME	
8 Commission de contrôle chargée de l'établissement des listes électorales et du recensement des votes <i>(PR de la commission législative chargée de l'agriculture ou son suppléant)</i>	Thomas MOUTAME	Joëlle FREBAULT
9 Commission d'attribution des aides à l'agriculture <i>(1 représentant ou son suppléant)</i>	Joseph AH-SCHA	Richard TUHEIAVA
10 Commission du développement de l'aquaculture <i>(1 représentant ou son suppléant)</i>	Richard TUHEIAVA	Victor MAAMAATUAIAHUTAPU
11 Conseil d'administration du GIE Perle de Tahiti <i>(1 représentant)</i>	Charles FONG LOI	
AMÉNAGEMENT		
12 Commission d'implantation des grandes surfaces commerciales <i>(1 représentant ou son suppléant)</i>	Jacquie GRAFFE	Ronald TUMAHAI
13 Comité d'aménagement du territoire (CAT) <i>(3 représentants ou leurs suppléants)</i>	Nicole BOUTEAU Béatrice LUCAS Jacquie GRAFFE	Lana TETUANUI Ronald TUMAHAI Armelle MERCERON
14 Comité de pilotage interministériel pour la mise en œuvre d'un aménagement cohérent et concerté de l'agglomération entre les communes de Punaauia et de Arue <i>(4 représentants)</i>	Philip SCHYLE Dylma ARO Eliane TEVAHITUA Jean TEMAURI	

15	Conseil d'administration de l'établissement de gestion et d'aménagement de Teva (EGAT) (2 représentants ou leurs suppléants)	Putai TAAE Valentina CROSS	Béatrice LUCAS Henri FLOHR
16	Comité de pilotage chargé de la réhabilitation du domaine de Motu Ovini (2 représentants)	Béatrice LUCAS Valentina CROSS	
17	Conseil de direction du Jardin botanique de Motu Ovini (3 représentants)	Armelle MERCERON Valentina CROSS Béatrice LUCAS	
18	Comité de pilotage du schéma d'aménagement général de la Polynésie française (SAGE) (PR APF ou son représentant)	Marcel TUIHANI	Jean TEMAURI
19	Commission de dépouillement et d'évaluation du golf d'Atimaono (2 représentants membres de la commission des affaires économiques et 2 membres de la com* aménagement)	René TEMEHARO Nicole BOUTEAU Valentina CROSS Oscar TEMARU	
20	Commission locale de l'espace maritime de Fakarava (1 représentant)	Victor MAAMAATUAIAHUTAPU	
21	Comité de suivi "Tahiti Mahana Beach" (PR APF membre de droit ou son représentant, présidents de groupes politiques représentés à l'APF)	Marcel TUIHANI Sylvana PUHETINI Teura IRITI Antony GEROS	Michel LEBOUCHER
22	Commission du domaine (2 représentants ou leurs suppléants)	Lana TETUANUI Ronald TUMAHAI	Moehau TERITAHU Gaston TONG SANG
UNION			
23	Conseil pour les anciens combattants et victimes de guerre et la mémoire de la Nation en Polynésie française (1 représentant)	Jacque GRAFFE	
COMMUNES			
24	Commission de la coopération intercommunale de Polynésie française (6 sièges x 2 - élus à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne)	Félix FAATAU Joseph AH-SCHA Philip SCHYLE Richard TUHEIAVA Antony GEROS Thomas MOUTAME	Frédéric RIVETA Isabelle SACHET Nicole BOUTEAU Sylvana PUHETINI Charles FONG LOI Patricia AMARU
COMMUNICATION			
25	Conseil d'orientation de la société d'économie mixte Tahiti Nui Télévision (TNTV) (2 représentants)	Antonio PEREZ Victor MAAMAATUAIAHUTAPU	
26	Conseil d'administration de l'Office des Postes et Télécommunications (PR de la comm* en charge de l'économie numérique, PR de la comm* en charge de l'économie)	Teapehu TEAHE Virgine BRUANT	
27	Commission consultative de soutien à la création audiovisuelle et numérique (PR comm* en charge de la culture)	Nicole BOUTEAU	
CULTURE			
28	Conseil d'administration du centre des métiers d'art de la Polynésie française (CMA) (1 représentant ou son suppléant)	Nicole BOUTEAU	Justine TEURA
29	Conseil d'administration du conservatoire artistique de la Polynésie française - Te Fare Upa Rau (2 représentants ou leurs suppléants)	Ronald TUMAHAI Eliane TEVAHITUA	Jacque GRAFFE Justine TEURA
30	Conseil d'administration de l'établissement dénommé Musée de Tahiti et des Îles - Te Fare Manaha (1 représentant ou son suppléant)	Eliane TEVAHITUA	Dylma ARO
31	Conseil d'administration de Te Fare Tauhiti Nui - Maison de la culture (2 représentants ou leurs suppléants)	Isabelle SACHET Jacqui DROLLET	Nicole BOUTEAU Minarii GALENON

32	Comité de pilotage, patrimoine mondial de l'UNESCO (PR.APF membre de droit - 2 représentants)	Marcel TUIHANI Richard TUHEIAVA Joseph AH-SCHA	
33	Conseil des arts et des lettres (2 représentants ou leurs suppléants)	Michel BUIILLARD Jacqui DROLLET	Armelle MERCERON Philip SCHYLE
34	Comité d'attribution des subventions en matière de culture et de patrimoine de la PF (PR comm* en charge de la culture ou son VP)	Nicole BOUTEAU	Teura TARAHU-ATUAHIVA
ECONOMIE			
35	Comité consultatif de règlement amiable (marchés publics) (1 représentant ou son suppléant)	Nicole BOUTEAU	Sylvana PUHETINI
36	Commission consultative de la taxe de développement local (TDL) (2 représentants ou leurs suppléants)	Virginie BRUANT Alice TINORUA-RIJKAART	Antonio PEREZ Sandra MANUTAH-LEVY-AGAMI
37	Commission consultative de l'euro (1 représentant)	Maina SAGE	
38	Commission consultative d'évaluation des charges relative au transfert de services de l'Etat à la Polynésie française (PR.APF membre de droit ou son suppléant désigné par le PR.APF - 1 représentant ou son suppléant)	Marcel TUIHANI Maina SAGE	désigné par PR APF Lana TETUANUI
39	Commission de suspension de la perception du droit de douane et du droit fiscal d'entrée applicables à l'importation de certains produits destinés à une transformation sur place (1 représentant ou son suppléant)	Sandra MANUTAH-LEVY AGAMI	Alice TINORUA-RIJKAART
40	Conseil d'administration de l'institut de la statistique de la Polynésie française (1 représentant ou son suppléant)	Virginie BRUANT	Antonio PEREZ
41	Comité consultatif territorial de la publicité (2 représentants)	Virginie BRUANT Antonio PEREZ	
42	Commission de contrôle des appellations d'origine (2 représentants ou leurs suppléants)	Frédéric RIVETA Ronald TUMAHAI	Richard TUHEIAVA Nicole BOUTEAU
43	Comité de suivi de l'exécution du document unique de programmation (DOCUP) du Fonds européen de développement (PR APF ou son représentant)	Marcel TUIHANI	Loïs SALMON-AMARU
44	Comité de pilotage du contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) relatif au financement de projets relevant des compétences de la Polynésie française (1 représentant)	Marcel TUIHANI	
45	Comité de pilotage du contrat de projets Etat-Polynésie française (2015-2020) relatif au financement des projets d'investissement communaux (1 représentant)	Philip SCHYLE	
46	Comité de pilotage chargé du suivi de l'évaluation de la gestion des finances publiques (1 représentant)	Virginie BRUANT	
47	Comité de pilotage du 10 ^e FED (1 représentant membre de la commission des institutions...)	Gaston TONG SANG	
EMPLOI			
48	Comité technique consultatif des associations pour l'insertion (1 représentant désigné parmi les membres de la commission chargée de l'emploi et de la formation professionnelle)	Minaril GALENON	
49	Conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé centre de formation professionnelle des adultes (CFPA) (1 représentant)	Armelle MERCERON	

50	Observatoire chargé de la bonne application du dispositif d'aide à la revalorisation du salaire minimum interprofessionnel garanti et de l'emploi (DARSE) (4 représentants)	Jacque GRAFFE Armelle MERCERON John TOROMONA Teura TARAHU-ATUAHIVA	
51	Commission d'orientation et d'évaluation des actions du fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (1 représentant)	John TOROMONA	
52	Commission de surveillance du fonds paritaire de gestion de la formation professionnelle continue (1 représentant)	Jacque GRAFFE	
ENERGIE			
53	Commission de l'énergie (1 représentant ou son suppléant)	Valentina CROSS	Henri FLOHR
54	Comité de suivi du plan de transition énergétique (PR APF ou son représentant)	Marcel TUIHANI	Elise VANAA
ENSEIGNEMENT			
55	Conseil d'établissement du lycée Paul-Gauguin - Papeete (1 représentant)	Nicole BOUTEAU	
56	Conseil d'établissement du lycée polyvalent du Taaone - Pirae (1 représentant)	Antonio PEREZ	
57	Conseil d'établissement du lycée hôtelier de Tahiti (1 représentant)	Nicole BOUTEAU	
58	Conseil d'établissement du lycée professionnel de Faava (1 représentant)	Teura TARAHU-ATUAHIVA	
59	Conseil d'établissement du lycée polyvalent de Taravao (1 représentant)	Juliette MATEHAU-NUUPURE	
60	Conseil d'établissement du lycée d'Uturoa - Raiatea (1er et 2nd cycle) (1 représentant)	Thomas MOUTAME	
61	Conseil d'établissement du lycée professionnel d'Uturoa - Raiatea (1 représentant)	Lana TETUANUI	
62	Conseil d'établissement du collège du Taaone - Pirae (1 représentant)	Charles FONG LOI	
63	Conseil d'établissement du collège d'Arue (1 représentant)	Richard TUHEIAVA	
64	Conseil d'établissement du collège de Mahina (1 représentant)	Antonio PEREZ	
65	Conseil d'établissement du collège de Taravao (1 représentant)	Béatrice LUCAS	
66	Conseil d'établissement du collège de Papara (1 représentant)	Putai TAAE	
67	Conseil d'établissement du collège de Paee (1 représentant)	Marcel TUIHANI	
68	Conseil d'établissement du collège de Faava (1 représentant)	Isabelle SACHET	
69	Conseil d'établissement du collège de Paopao - Moorea (1 représentant)	John TOROMONA	
70	Conseil d'établissement du collège d'Areaitu - Moorea (1 représentant)	John TOROMONA	

71	Conseil d'établissement du collège de Fare - Huahine (1 représentant)	Félix FAATAU	
72	Conseil d'établissement du collège de Bora Bora (1 représentant)	Sylvana PUHETINI	
73	Conseil d'établissement du collège de Haamene - Tahaa (1 représentant)	Emma MARAEA	
74	Conseil d'établissement du collège de Hakahau - Ua Pou (1 représentant)	Jeanine TATA	
75	Conseil d'établissement du collège de Taiohae - Nuku Hiva (1 représentant)	Joseph AH-SCHA	
76	Conseil d'établissement du collège de Mataura - Tubuai (1 représentant)	Frédéric RIVETA	
77	Conseil d'établissement du collège de Moerai - Rurutu (1 représentant)	Lana TETUANUI	
78	Conseil d'établissement du collège de Tipaerui - Papeete (1 représentant)	Charles FONG LOI	
79	Conseil d'établissement du collège de Rangiroa (1 représentant)	Teapehu TEAHE	
80	Conseil d'établissement du collège de Punaauia (1 représentant)	Michel LEBOUCHER	
81	Conseil d'établissement du lycée professionnel de Mahina (1 représentant)	Antonio PEREZ	
82	Conseil d'établissement du collège de Faaroa (1 représentant)	Lana TETUANUI	
83	Conseil d'établissement du collège de Hitiaa (1 représentant)	Armelle MERCERON	
84	Conseil d'établissement du collège de Hao (1 représentant)	Jacques RAOHA	
85	Conseil d'établissement du lycée Tuianu Le Gayic (1 représentant)	Putai TAAE	
86	Conseil d'établissement du collège de Taunua - Papeete (1 représentant)	Minarii GALENON	
87	Conseil d'établissement du collège de Atuona (1 représentant)	Joëlle FREBAULT	
88	Conseil d'établissement du lycée Aorai (1 représentant)	Armelle MERCERON	
89	Conseil d'établissement du collège de Makemo (1 représentant)	Jacques RAOHA	
90	Comité territorial des constructions scolaires (3 représentants ou leurs suppléants)	Jacque GRAFFE Philip SCHYLE Béatrice LUCAS	Félix FAATAU Henri FLOHR Minarii GALENON

91	Commission d'attribution des allocations d'études (2 représentants)	Joseph AH-SCHA Teura TARAHU-ATUAHIVA	
92	Commission d'attribution des bourses majorées (1 représentant)	Dylma ARO	
93	Commission d'attribution des logements du centre d'hébergement de Outumaoro (2 représentants ou leurs suppléants)	Lana TETUANUI Joseph AH-SCHA	Félix FAATAU Béatrice LUCAS
94	Commission de la carte scolaire du premier degré (2 représentants)	Béatrice LUCAS Isabelle SACHET	
95	Conseil d'administration de l'établissement d'achats groupés (1 représentant ou son suppléant)	Joëlle FREBAULT	Dylma ARO
96	Conseil d'administration du groupement des établissements de Polynésie pour la formation continue (GREPFOC) (1 représentant ou son suppléant)	Antonio PEREZ	Minarii GALENON
97	Conseil d'établissement de l'établissement public d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPEFPA) (1 représentant ou son suppléant)	John TOROMONA	Félix FAATAU
98	Haut comité territorial de l'éducation (2 représentants)	Isabelle SACHET Minarii GALENON	
99	Conseil d'administration de l'Université de la Polynésie française (1 représentant ou un éventuel suppléant)	Nicole BOUTEAU	Eliane TEVAHITUA
100	Haut comité polynésien de pilotage de l'Ecole numérique (PR commission en charge de l'éducation et 1 représentant)	Isabelle SACHET Joseph AH-SCHA	
ENVIRONNEMENT			
101	Comité de suivi d'exploitation du complexe de stockage et de traitement des déchets de Nivee, commune de Hitiaa O Te Ra (1 représentant)	Henri FLOHR	
102	Commission de l'hygiène de l'eau (1 représentant ou son suppléant)	Jacqui DROLLET	Eliane TEVAHITUA
EQUIPEMENT			
103	Comité de pilotage interministériel relatif au nouveau pôle économique de Taravao (4 représentants)	Béatrice LUCAS Putai TAAE Juliette MATEHAU-NUUPURE Victor MAAMAATUAIAHUTAPU	
104	Comité des mines (2 représentants ou leurs suppléants)	Teapehu TEAHE Jacquie GRAFFE	Ronald TUMAHAI Philip SCHYLE
105	Conseil d'administration de l'établissement public "Tahiti nui aménagement et développement" (2 représentants ou leurs suppléants)	Béatrice LUCAS Nicole BOUTEAU	Ronald TUMAHAI Eliane TEVAHITUA
106	Commission de dépouillement des offres de l'établissement public "Tahiti nui aménagement et développement" (1 représentant ou son suppléant)	Béatrice LUCAS	Nicole BOUTEAU
107	Commission du compte d'aides aux victimes des calamités (PR comm en charge du logement ou son VP)	Teapehu TEAHE	Béatrice LUCAS

HABITAT			
108	Conseil d'administration de l'office polynésien de l'habitat (OPH) (PR de la commission du logement ou son suppléant VP de ladite commission - 1 représentant ou son suppléant)	Teapehu TEAHE Teura TARAHU-ATUAHIVA	Béatrice LUCAS Félix FAATAU
109	Commission d'attribution des aides au logement (CAL) (PR de la commission du logement ou son VP - 2 représentants ou leurs suppléants)	Teapehu TEAHE John TOROMONA Joseph AH-SCHA	Béatrice LUCAS Teura TARAHU-ATUAHIVA Henri FLOHR
110	Commission des marchés de l'office polynésien de l'habitat (OPH) (2 représentants ou leurs suppléants)	Félix FAATAU Jacquie GRAFFE	Lana TETUANUI Jacques RAIOHA
111	Comité de l'habitat insalubre (1 représentant)	Isabelle SACHET	
112	Commission administrative des aides au logement individuel en habitat dispersé - CDP 2008-2013 (PR comm* en charge du logement ou son représentant VP de ladite comm*)	Teapehu TEAHE	Béatrice LUCAS
113	Commission consultative de l'habitat social (PR comm* en charge du logement)	Teapehu TEAHE	
114	Commission administrative des aides financières au logement pour l'implantation d'un logement individuel en habitat dispersé ou pour l'amélioration de l'habitat individuel (2 représentants ou leurs suppléants - PR de la commission du logement ou son VP)	Teura TARAHU-ATUAHIVA Emma MARAEA Teapehu TEAHE	Joëlle FREBAULT Putai' TAAE Béatrice LUCAS
JEUNESSE-SPORT			
115	Conseil d'administration de l'institut de la jeunesse et des sports de Polynésie française (3 représentants ou leurs suppléants)	Félix FAATAU Joseph AH-SCHA Ronald TUMAHAI	Lana TETUANUI Jeanine TATA Antonio PEREZ
116	Te Tama Ti'a Hou - Union polynésienne pour la jeunesse (UPJ) (1 représentant, membre de droit avec voix consultative)	John TOROMONA	
JUSTICE			
117	Commission de recensement général des votes (1 représentant)	Sandra MANUTAHU-LEVY-AGAMI	
118	Commission de surveillance des établissements pénitentiaires (1 représentant)	Sandra MANUTAHU-LEVY-AGAMI	
119	Commission de surveillance des établissements pénitentiaires de Nuku-Hiva (1 représentant)	Joseph AH-SCHA	
120	Commission de surveillance des établissements pénitentiaires de Uturoa (1 représentant)	Sandra MANUTAHU-LEVY-AGAMI	
121	Commission établissant la liste annuelle du jury criminel (5 représentants)	Putai' TAAE Jacquie GRAFFE Sylvana PUHETINI Minarii GALENON Sandra MANUTAHU-LEVY-AGAMI	
122	Association polyvalente d'actions judiciaires de Polynésie française (APAJ) (PR-APF membre de droit ou son représentant)	Marcel TUIHANI	Sandra MANUTAHU-LEVY-AGAMI

RECHERCHE		
123	Conseil d'administration du fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer (1 représentant)	Eliane TEVAHITUA
124	Conseil de la recherche scientifique et technologique (1 représentant)	Eliane TEVAHITUA
125	Haut comité de la recherche (3 représentants)	Nicole BOUTEAU Richard TUHEIAVA Antony Geros
126	Conseil d'administration de l'institut Louis Malardé (1 représentant ou son suppléant)	Sylvana PUHETINI Armelle MERCERON
127	Comité de pilotage de l'expertise collégiale internationale sur les ressources minérales sub-océaniques en PF (PR APF et présidents groupes politique à l'APF)	Marcel TUIHANI Sylvana PUHETINI Teura IRITI Antony Geros
SANTÉ		
128	Conseil d'administration du centre hospitalier de la Polynésie française (1 représentant ou son suppléant)	Armelle MERCERON Sylvana PUHETINI
129	Conseil d'administration de l'école d'infirmiers/ières (1 représentant)	Eliane TEVAHITUA
130	Comité de l'aide médicale urgente et des transports sanitaires (1 représentant)	Sylvana PUHETINI
131	Comité d'hygiène et de la salubrité publique (1 représentant)	Charles FONG LOI
132	Commission de prévention des toxicomanies (2 représentants ou leurs suppléants)	John TOROMONA Minarii GALENON Antonio PEREZ Justine TEURA
133	Commission compétente en matière de lutte contre le sida (1 représentant)	Minarii GALENON
134	Commission de l'organisation sanitaire (2 représentants ou leurs suppléants)	Armelle MERCERON Sylvana PUHETINI Béatrice LUCAS Isabelle SACHET
135	Commission de régulation (exercice de la pharmacie) (1 représentant ou son suppléant)	Armelle MERCERON Sylvana PUHETINI
136	Conseil d'administration de l'établissement public administratif dénommé Fare Tama Hau (Maison de l'enfant et de l'adolescent en difficulté) (2 représentants ou leurs suppléants)	Eliane TEVAHITUA Justine TEURA Minarii GALENON Chantal FLORES-TAHIAA
137	Conseil d'orientation pour le suivi des conséquences des essais nucléaires (3 représentants ou leurs suppléants)	Gaston TONG SANG Richard TUHEIAVA Marcel TUIHANI Ronald TUMAHAI Loïs AMARU-SALMON Gilda VAIHO
138	Commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires (PR APF ou son représentant)	Marcel TUIHANI Gilda VAIHO
139	Commission d'information pour les anciens sites et installations d'expérimentations nucléaires du Pacifique (PR APF ou son représentant - 2 représentants)	Marcel TUIHANI Gaston TONG SANG Jacques RAOHA Richard TUHEIAVA

SOCIAL		
140	Conseil d'administration de la caisse de prévoyance sociale (CPS) (1 représentant ou son suppléant)	Armelle MERCERON Sylvana PUHETINI
141	Conseil d'administration du régime des non-salariés (RNS) (2 représentants ou leurs suppléants)	Sylvana PUHETINI Antony GEROS Armelle MERCERON Richard TUHEIAVA
142	Comité de gestion du régime de solidarité de la Polynésie française (RSPF) (2 représentants ou leurs suppléants)	John TOROMONA René TEMEHARO Joseph AH-SCHA Isabelle SACHET
143	Conseil d'administration de l'institut d'insertion médico-éducatif (1 représentant ou son suppléant)	John TOROMONA Armelle MERCERON
144	Conseil de la protection sociale et de l'action sociale (PR-APF membre de droit ou son représentant)	Marcel TUIHANI Eliane TEVAHITUA
TOURISME		
145	Conseil d'administration du GIE Tahiti Tourisme (2 représentants et leurs suppléants)	Jacqui DROLLET Nicole BOUTEAU Félix FAATAU Charles FONG LOI
146	Conseil d'orientation stratégique du tourisme (COST) (PR APF ou son 1er VP, PR comm* en charge de l'aménagement, en charge des finances)	Marcel TUIHANI Nicole BOUTEAU Virginie BRUANT Lana TETUANUI
TRANSPORTS		
147	Comité consultatif de la navigation maritime interinsulaire (1 représentant de l'archipel concerné ou son suppléant) - Iles du Vent - Iles sous-le-Vent - Iles Tuamotu - Iles Gambier - Iles Marquises - Iles Australes	John TOROMONA Félix FAATAU Moehau TERITAHU Jacques RAOHA Joseph AH-SCHA Frédéric RIVETA Philip SCHYLE Lana TETUANUI Teapehu TEAHE Victor MAAMAATUAIAHUTAPU Jeanine TATA Chantal FLORES-TAHATA
148	Comité des transports terrestres (1 représentant)	Philip SCHYLE
149	Comité local des transports terrestres des îles Sous-le-Vent (1 représentant)	Félix FAATAU
150	Comité consultatif chargé des questions d'organisation et de fonctionnement relatives à la profession d'entrepreneur de véhicules de remise (1 représentant ou son suppléant désignés parmi les membres de la commission en charge des transports, voix consultative)	René TEMEHARO Joseph AH-SCHA
151	Comité consultatif chargé des questions d'organisation et de fonctionnement relatives à la profession d'entrepreneur de taxi (1 représentant ou son suppléant désignés parmi les membres de la commission en charge des transports, voix consultative)	René TEMEHARO Joseph AH-SCHA
152	Conseil d'administration du port autonome de Papeete (1 représentant)	René TEMEHARO

ACTES MUNICIPAUX**COMMUNE DE UTUROA****DELIBERATION MUNICIPALE n° 52-2016 du 30 mars 2016
approuvant les tarifs de vente d'énergie électrique de la
régie du SPIC de l'électricité de la commune de Uturoa.**

Le conseil municipal de la commune de Uturoa,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la loi organique n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu les lois organiques n° 2007-1719 et n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 tendant à renforcer la stabilité des institutions et la transparence de la vie politique en Polynésie française ;

Vu le code général des collectivités territoriales applicable en Polynésie française ;

Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu les lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française promulguées par décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 ;

Vu le décret n° 45-1349 du 18 juin 1945 instituant la commune de Uturoa, chef-lieu des îles Sous-le-Vent ;

Vu l'arrêté n° 333 FC du 26 février 1952 donnant l'exploitation d'une usine électrique à la commune de Uturoa ;

Vu la délibération n° 26-2012 du 20 mars 2012 approuvant la création de la régie du service public industriel et commercial de l'électricité de la commune de Uturoa ;

Vu la délibération n° 37-2014 du 16 avril 2014 fixant le règlement intérieur du conseil municipal de la commune de Uturoa ;

Vu la lettre n° 4 MU/CM du 23 mars 2016 portant convocation du conseil municipal de la commune de Uturoa et la note explicative de synthèse ;

Exposé des motifs :

Considérant l'analyse du coût de production de l'électricité ;

Considérant l'avis favorable de la commission des finances et des ressources humaines réunie le 23 mars 2016 ;

Où l'exposé du maire ;

Après en avoir délibéré en sa séance du 30 mars 2016,

Délibère :

Article 1er. — A compter de la facturation du mois de mars 2016, la tarification de l'énergie électrique de la régie du service public à caractère industriel et commercial de l'électricité de Uturoa est approuvée comme suit :

Le prix de référence (P) est de 34,04 F CFP.

Tarifs « petits consommateurs - usages domestiques »

TP0	=	19f
TP1	=	39f
TP2	=	60f

Tarifs "classiques"

P1	=	27,5f
P2	=	45f
P2'	=	56f
P3	=	34f
P4	=	39f
P4	=	43f

Moyenne tension

P5	=	26f
P6	=	26f
P7	=	26f
P8	=	22f
P9	=	22f
P10	=	39f

Compteurs à prépaiement

P11	=	22f
P12	=	31f
P13	=	37f
P14	=	39f
P15	=	42f

Le montant du terme ACE est fixé à 18,33.

Art. 2. — A compter de ce jour, le règlement communal pour l'exploitation de la distribution publique d'énergie électrique dans la commune de Uturoa approuvé par délibération n° 163-2014 du 9 décembre 2014 est modifié en conséquence. Toutes références aux tarifs fixés par le conseil des ministres sont abrogées.

Art. 3. — Toutes dispositions antérieures contraires à la présente délibération sont abrogées.

Art. 4. — La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Art. 5. — Le maire est chargé de l'application de la présente délibération qui sera affichée et publiée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Le maire,
Sylviane TEROOATEA.

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DU POUVOIR CENTRAL**

LOI n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées (1).

NOR : FDFX1331971L

L'Assemblée nationale et le Sénat ont délibéré,

L'Assemblée nationale a adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier

Renforcement des moyens de lutte contre le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle

Article 1er. — Au troisième alinéa du 7 du I de l'article 6 de la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique, après le mot : "articles", sont insérées les références : "225-4-1, 225-5, 225-6,".

Art. 2. — Au premier alinéa de l'article L. 451-1 du code de l'action sociale et des familles, après le mot : "inadaptations", sont insérés les mots : " , dans la prévention de la prostitution et l'identification des situations de prostitution, de proxénétisme et de traite des êtres humains".

Art. 3. — Le titre XVII du livre IV du code de procédure pénale est complété par un article 706-40-1 ainsi rédigé :

"Art. 706-40-1. — Les personnes victimes de l'une des infractions prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal, ayant contribué par leur témoignage à la manifestation de la vérité et dont la vie ou l'intégrité physique est gravement mise en danger sur le territoire national, peuvent faire l'objet en tant que de besoin de la protection destinée à assurer leur sécurité prévue à l'article 706-63-1 du présent code.

"Le premier alinéa du présent article est également applicable aux membres de la famille et aux proches des personnes ainsi protégées.

"Lorsqu'il est fait application à ces personnes des dispositions de l'article 706-57 relatives à la déclaration de domicile, elles peuvent également déclarer comme domicile l'adresse de leur avocat ou d'une association mentionnée à l'article 2-22.

"Sans préjudice du présent article, l'article 62 est applicable aux personnes mentionnées au premier alinéa du présent article."

Art. 4. — Au 1° de l'article L. 8112-2 du code du travail, après les mots : "222-33-2 du même code", sont insérés les mots : " , l'infraction de traite des êtres humains prévue à l'article 225-4-1 dudit code".

CHAPITRE II

Protection des victimes de la prostitution et création d'un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle

Section 1

Dispositions relatives à l'accompagnement des victimes de la prostitution

Art. 5. — I - Le code de l'action sociale et des familles est ainsi modifié :

1° L'article L. 121-9 est ainsi rédigé :

"Art. L. 121-9. — I - Dans chaque département, l'Etat assure la protection des personnes victimes de la prostitution, du proxénétisme ou de la traite des êtres humains et leur fournit l'assistance dont elles ont besoin, notamment en leur procurant un placement dans un des établissements mentionnés à l'article L. 345-1.

"Une instance chargée d'organiser et de coordonner l'action en faveur des victimes de la prostitution, du proxénétisme et de la traite des êtres humains est créée dans chaque département. Elle met en œuvre le présent article. Elle est présidée par le représentant de l'Etat dans le département. Elle est composée de représentants de l'Etat, notamment des services de police et de gendarmerie, de représentants des collectivités territoriales, d'un magistrat, de professionnels de santé et de représentants d'associations.

"II - Un parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle est proposé à toute personne victime de la prostitution, du proxénétisme et de la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle. Il est défini en fonction de l'évaluation de ses besoins sanitaires, professionnels et sociaux, afin de lui permettre d'accéder à des alternatives à la prostitution. Il est élaboré et mis en

œuvre, en accord avec la personne accompagnée, par une association mentionnée à l'avant-dernier alinéa du présent II.

“L'engagement de la personne dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle est autorisé par le représentant de l'Etat dans le département, après avis de l'instance mentionnée au second alinéa du I et de l'association mentionnée au premier alinéa du présent H.

“La personne engagée dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle peut se voir délivrer l'autorisation provisoire de séjour mentionnée à l'article L. 316-1-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Elle est présumée satisfaire aux conditions de gêne ou d'indigence prévues au 1° de l'article L. 247 du livre des procédures fiscales. Lorsqu'elle ne peut prétendre au bénéfice des allocations prévues aux articles L. 262-2 du présent code, L. 744-9 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et L. 5423-8 du code du travail, une aide financière à l'insertion sociale et professionnelle lui est versée.

“L'aide mentionnée au troisième alinéa du présent II est à la charge de l'Etat. Elle est financée par les crédits du fonds pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées institué à l'article 7 de la loi n° 2016-444 du 13 avril 2016 visant à renforcer la lutte contre le système prostitutionnel et à accompagner les personnes prostituées. Le montant de l'aide et l'organisme qui la verse pour le compte de l'Etat sont déterminés par décret. Le bénéfice de cette aide est accordé par décision du représentant de l'Etat dans le département après avis de l'instance mentionnée au second alinéa du I. Il est procédé au réexamen de ce droit dès lors que des éléments nouveaux modifient la situation du bénéficiaire. L'aide est incessible et insaisissable.

“L'instance mentionnée au second alinéa du I du présent article assure le suivi du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle. Elle veille à ce que la sécurité de la personne accompagnée et l'accès aux droits mentionnés au troisième alinéa du présent II soient garantis. Elle s'assure du respect de ses engagements par la personne accompagnée.

“Le renouvellement du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle est autorisé par le représentant de l'Etat dans le département, après avis de l'instance mentionnée au second alinéa du I et de l'association mentionnée au premier alinéa du présent II. La décision de renouvellement tient compte du respect de ses engagements par la personne accompagnée, ainsi que des difficultés rencontrées.

“Toute association choisie par la personne concernée qui aide et accompagne les personnes en difficulté, en particulier les personnes prostituées, peut participer à l'élaboration et à la mise en œuvre du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle, dès lors qu'elle remplit les conditions d'agrément fixées par décret en Conseil d'Etat.

“Les conditions d'application du présent article sont déterminées par le décret mentionné à l'avant-dernier alinéa du présent II.” ;

2° L'article L. 121-10 est abrogé.

II - La loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure est ainsi modifiée :

1° L'article 42 est abrogé ;

2° A la première phrase de l'article 121, la référence : “42” est remplacée par la référence : “41”.

Art. 6. — I - L'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation est ainsi modifié :

1° Après le e, sont insérés des f et g ainsi rédigés :

“f) De personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles ;

“g) De personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal.” ;

2° A la première phrase de l'avant-dernier alinéa, les mots : “dixième à douzième” sont remplacés par les mots : “douzième à quatorzième” et le mot : “treizième” est remplacé par le mot : “quinzième”.

II - Au troisième alinéa de l'article L. 441-2 du même code, le mot : “septième” est remplacé par le mot : “dixième”.

III - A la première phrase du premier alinéa du II de l'article 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement, les références : “aux a à e” sont remplacées par les références : “aux a à g”.

Art. 7. — I - Il est créé, au sein du budget de l'Etat, un fonds pour la prévention de la prostitution et l'accompagnement social et professionnel des personnes prostituées. Ce fonds contribue aux actions définies à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles. Il soutient toute initiative visant à la sensibilisation des populations aux effets de la prostitution sur la santé et à la réduction des risques sanitaires, à la prévention de l'entrée dans la prostitution et à l'insertion des personnes prostituées.

II. - Les ressources du fonds sont constituées par :

1° Des crédits de l'Etat affectés à ces actions et dont le montant est fixé par la loi de finances de l'année ;

2° Les recettes provenant de la confiscation des biens et produits prévue au 1° de l'article 225-24 du code pénal.

III - L'article 225-24 du code pénal est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après le mot : “articles”, sont insérés les mots : “225-4-1 à 225-4-9 et” ;

2° Au 1°, après les mots : “la personne”, sont insérés les mots : “victime de la traite des êtres humains ou”.

Art. 8. — Le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est ainsi modifié :

1° A la première phrase du premier alinéa de l'article L. 316-1, les mots : “peut être” sont remplacés par le mot : “est” ;

2° Après l'article L. 316-1, il est inséré un article L. 316-1-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 316-1-1. — Une autorisation provisoire de séjour d'une durée minimale de six mois peut être délivrée, sauf si sa présence constitue une menace pour l'ordre public, à l'étranger victime des infractions prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal qui, ayant cessé l'activité de prostitution, est engagé dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle mentionné à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles. La condition prévue à l'article L. 313-2 du présent code n'est pas exigée. Cette autorisation provisoire de séjour ouvre droit à l'exercice d'une activité professionnelle. Elle est renouvelée pendant toute la durée du parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle, sous réserve que les conditions prévues pour sa délivrance continuent d'être satisfaites."

3° L'article L. 316-2 est ainsi modifié :

a) A la fin de la première phrase, la référence : "de l'article L. 316-1" est remplacée par les références : "des articles L. 316-1 et L. 316-1-1" ;

b) Après la référence : "L. 316-1", la fin de la seconde phrase est ainsi rédigée : "et de l'autorisation provisoire de séjour mentionnée à l'article L. 316-1-1 ainsi que les modalités de protection, d'accueil et d'hébergement de l'étranger auquel cette carte ou cette autorisation provisoire de séjour est accordée."

Art. 9. — I - Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :

1° A la première phrase du second alinéa du VII de l'article L. 542-2 et à la première phrase du second alinéa de l'article L. 831-4-1, après le mot : "défavorisées", sont insérés les mots : "ou par une association agréée en application de l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles" et, après la référence : "L. 851-1", sont insérés les mots : "du présent code" ;

2° A la première phrase du premier alinéa du I de l'article L. 851-1, après la première occurrence du mot : "défavorisées", sont insérés les mots : " , les associations agréées en application de l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles".

II - Au 3° de l'article L. 345-2-6 et au premier alinéa de l'article L. 345-2-7 du code de l'action sociale et des familles, après le mot : "défavorisées", sont insérés les mots : "et les associations agréées en application de l'article L. 121-9 du présent code" ;

III - A la deuxième phrase du second alinéa du III de l'article L. 351-3-1 du code de la construction et de l'habitation, après le mot : "défavorisées", sont insérés les mots : "ou par une association agréée en application de l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles".

Art. 10. — A l'avant-dernier alinéa de l'article L. 345-1 du code de l'action sociale et des familles, après le mot : "humains", sont insérés les mots : " , du proxénétisme et de la prostitution".

Art. 11. — Le code pénal est ainsi modifié :

1° Après le 5° *ter* des articles 222-3, 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13, il est inséré un 5° *quater* ainsi rédigé :

"5° *quater* Sur une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, si les faits sont commis dans l'exercice de cette activité ;"

2° L'article 222-24 est complété par un 13° ainsi rédigé :

"13° Lorsqu'il est commis, dans l'exercice de cette activité, sur une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle."

3° L'article 222-28 est complété par un 9° ainsi rédigé :

"9° Lorsqu'elle est commise, dans l'exercice de cette activité, sur une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle."

Art. 12. — Au dernier alinéa du 2° de l'article 706-3 du code de procédure pénale, après la référence : "225-4-5", sont insérées les références : " , 225-5 à 225-10".

Art. 13. — I. - L'article 2-22 du code de procédure pénale est ainsi rédigé :

"Art. 2-22. — Toute association régulièrement déclarée depuis au moins cinq ans à la date des faits dont l'objet statutaire comporte la lutte contre l'esclavage, la traite des êtres humains, le proxénétisme ou l'action sociale en faveur des personnes prostituées peut exercer les droits reconnus à la partie civile en ce qui concerne les infractions réprimées par les articles 224-1 A à 224-1 C, 225-4-1 à 225-4-9, 225-5 à 225-12-2, 225-14-1 et 225-14-2 du code pénal, lorsque l'action publique a été mise en mouvement par le ministère public ou la partie lésée. Toutefois, l'association n'est recevable dans son action que si elle justifie avoir reçu l'accord de la victime. Si celle-ci est un mineur ou un majeur protégé, l'accord est donné par son représentant légal.

"Si l'association mentionnée au premier alinéa du présent article est reconnue d'utilité publique, son action est recevable y compris sans l'accord de la victime. "

II - La loi n° 75-229 du 9 avril 1975 habilitant les associations constituées pour la lutte contre le proxénétisme à exercer l'action civile est abrogée.

Art. 14. — Au troisième alinéa de l'article 306 du code de procédure pénale, après le mot : "sexuelles", sont insérés les mots : "de traite des êtres humains ou de proxénétisme aggravé, réprimé par les articles 225-7 à 225-9 du code pénal,".

Section 2

Dispositions portant transposition de l'article 8 de la directive 2011/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 5 avril 2011 concernant la prévention de la traite des êtres humains et la lutte contre ce phénomène ainsi que la protection des victimes et remplaçant la décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil

Art. 15. — L'article 225-10-1 du code pénal est abrogé.

Art. 16. — I - Le code pénal est ainsi modifié :

1° A la première phrase du 2° du I de l'article 225-20, la référence : "225-10-1," est supprimée ;

2° A l'article 225-25, les mots : " , à l'exception de celle prévue par l'article 225-10-1," sont supprimés.

II - Au 5° de l'article 398-1 et au 4° du I de l'article 837 du code de procédure pénale, la référence : "225-10-1," est supprimée.

CHAPITRE III

Prévention et accompagnement vers les soins des personnes prostituées pour une prise en charge globale

Art. 17. — Le livre Ier de la première partie du code de la santé publique est complété par un titre VIII ainsi rédigé :

"TITRE VIII "REDUCTION DES RISQUES RELATIFS A LA PROSTITUTION

"Art. L. 1181-1. — La politique de réduction des risques en direction des personnes prostituées consiste à prévenir les infections sexuellement transmissibles ainsi que les autres risques sanitaires, les risques sociaux et psychologiques liés à la prostitution.

"Les actions de réduction des risques sont conduites selon des orientations définies par un document national de référence approuvé par décret."

CHAPITRE IV

Prévention des pratiques prostitutionnelles et du recours à la prostitution

Art. 18. — Après l'article L. 312-17-1 du code de l'éducation, il est inséré un article L. 312-17-1-1 ainsi rédigé :

"Art. L. 312-17-1-1. — Une information sur les réalités de la prostitution et les dangers de la marchandisation du corps est dispensée dans les établissements secondaires, par groupes d'âge homogène. La seconde phrase de l'article L. 312-17-1 du présent code est applicable."

Art. 19. — Le premier alinéa de l'article L. 312-16 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Après la première phrase, sont insérées deux phrases ainsi rédigées :

"Ces séances présentent une vision égalitaire des relations entre les femmes et les hommes. Elles contribuent à l'apprentissage du respect dû au corps humain." ;

2° Au début de la deuxième phrase, les mots : "Ces séances pourront" sont remplacés par les mots : "Elles peuvent" ;

3° A la dernière phrase, le mot : "pourront" est remplacé par le mot : "peuvent".

CHAPITRE V

Interdiction de l'achat d'un acte sexuel

Art. 20. — I - Au livre VI du code pénal, il est inséré un titre unique ainsi rédigé :

"TITRE UNIQUE "DU RECOURS À LA PROSTITUTION

"Art. 611-1. — Le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à

la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la cinquième classe.

"Les personnes physiques coupables de la contravention prévue au présent article encourent également une ou plusieurs des peines complémentaires mentionnées à l'article 131-16 et au second alinéa de l'article 131-17."

II - La section 2° bis du chapitre V du titre II du livre II du même code est ainsi modifiée :

1° Après le mot : "prostitution", la fin de l'intitulé est supprimée ;

2° L'article 225-12-1 est ainsi rédigé :

"Art. 225-12-1. — Lorsqu'il est commis en récidive dans les conditions prévues au second alinéa de l'article 132-11, le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir des relations de nature sexuelle d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage est puni de 3 750 euros d'amende.

"Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait de solliciter, d'accepter ou d'obtenir, en échange d'une rémunération, d'une promesse de rémunération, de la fourniture d'un avantage en nature ou de la promesse d'un tel avantage, des relations de nature sexuelle de la part d'une personne qui se livre à la prostitution, y compris de façon occasionnelle, lorsque cette personne est mineure ou présente une particulière vulnérabilité, apparente ou connue de son auteur, due à une maladie, à une infirmité, à un handicap ou à un état de grossesse." ;

3° Aux premier et dernier alinéas de l'article 225-12-2, après le mot : "peines", sont insérés les mots : "prévues au second alinéa de l'article 225-12-1" ;

4° A l'article 225-12-3, la référence : "par les articles 225-12-1 et" est remplacée par les mots : "au second alinéa de l'article 225-12-1 et à l'article".

III - A la troisième phrase du sixième alinéa de l'article L. 421-3 du code de l'action sociale et des familles, la référence : "225-12-1" est remplacée par les références : "au second alinéa de l'article 225-12-1 et aux articles 225-12-2".

Art. 21. — I - Le code pénal est ainsi modifié :

1° Après le 9° de l'article 131-16, il est inséré un 9° bis ainsi rédigé :

"9° bis L'obligation d'accomplir, le cas échéant à ses frais, un stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels ;"

2° Au premier alinéa de l'article 131-35-1, après le mot : "stupéfiants", sont insérés les mots : " , un stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels" ;

3° Le I de l'article 225-20 est complété par un 9° ainsi rédigé :

"9° L'obligation d'accomplir, le cas échéant à ses frais, un stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels, selon les modalités fixées à l'article 131-35-1."

II - Le code de procédure pénale est ainsi modifié :

1° Au 2° de l'article 41-1, après le mot : "parentale", sont insérés les mots : ", d'un stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels" ;

2° Après le 17° de l'article 41-2, il est inséré un 17° bis ainsi rédigé :

"17° bis Accomplir, le cas échéant à ses frais, un stage de sensibilisation à la lutte contre l'achat d'actes sexuels ;".

CHAPITRE VI Dispositions finales

Article 22.— Le Gouvernement remet au Parlement un rapport sur l'application de la présente loi deux ans après sa promulgation. Ce rapport dresse le bilan :

1° De la lutte contre la traite des êtres humains et le proxénétisme et des actions de coopération européenne et internationale engagées par la France dans ce domaine ;

2° De la création de l'infraction de recours à l'achat d'actes sexuels prévue au premier alinéa des articles 225-12-1 et 611-1 du code pénal ;

3° De la mise en œuvre de l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles ;

4° Du dispositif d'information prévu à l'article L. 312-17-1-1 du code de l'éducation ;

5° Du dispositif de protection prévu à l'article 706-40-1 du code de procédure pénale.

Il présente l'évolution :

a) De la prostitution, notamment sur internet et dans les zones transfrontalières ;

b) De la situation sanitaire et sociale des personnes prostituées ;

c) De la situation, du repérage et de la prise en charge des mineurs victimes de la prostitution ;

d) De la situation, du repérage et de la prise en charge des étudiants se livrant à la prostitution ;

e) Du nombre de condamnations pour proxénétisme et pour traite des êtres humains.

Art. 23.— La présente loi est applicable à Wallis-et-Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 avril 2016.

François HOLLANDE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
Manuel VALLS.

*La ministre de l'éducation nationale,
de l'enseignement supérieur
et de la recherche,*
Najat VALLAUD-BELKACEM.

*Le ministre des finances
et des comptes publics,*
Michel SAPIN.

*La ministre des affaires sociales
et de la santé,*
Marisol TOURAINE.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
Jean-Jacques URVOAS.

Le ministre de l'intérieur,
Bernard CAZENEUVE.

*La ministre de la culture
et de la communication,*
Audrey AZOULAY.

*La ministre des familles
de l'enfance
et des droits des femmes,*
LAURENCE ROSSIGNOL.

La ministre des outre-mer,
George PAU-LANGEVIN.

(1) Travaux préparatoires : loi n° 2016-444.

Assemblée nationale :

Proposition de loi n° 1437 ;

Rapport de Mme Maud Olivier, au nom de la commission spéciale, n° 1558 ;

Discussion le 29 novembre 2013 et adoption le 4 décembre 2013 (TA n° 252).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, n° 207 (2013-2014) ;

Rapport de Mme Michelle Meunier, au nom de la commission spéciale, n° 697 (2013-2014) ;

Rapport d'information de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, au nom de la délégation aux droits des femmes, n° 590 (2013-2014) ;
Texte de la commission n° 698 (2013-2014) ;

Discussion et adoption le 30 mars 2015 (TA n° 85, 2014-2015).

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat, n° 2690 ;

Rapport de Mme Maud Olivier, au nom de la commission spéciale, n° 2832 rect. ;

Discussion et adoption le 12 juin 2015 (TA n° 533).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, n° 519 (2014-2015) ;

Rapport de Mme Michelle Meunier, au nom de la commission spéciale, n° 37 (2015-2016) ;

Texte de la commission n° 38 (2015-2016) ;

Discussion et adoption le 14 octobre 2015 (TA n° 14, 2015-2016).

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture, n° 3149 ;

Rapport de Mme Maud Olivier, au nom de la commission mixte paritaire, n° 3230.

Sénat :

Rapport de Mme Michelle Meunier, au nom de la commission mixte paritaire, n° 171 (2015-2016) ;

Résultats des travaux de la commission n° 172 (2015-2016).

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat en deuxième lecture, n° 3149 ;

Rapport de Mme Maud Olivier, au nom de la commission spéciale, n° 3350 ;

Discussion et adoption le 3 février 2016 (TA n° 673).

Sénat :

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, n° 372 (2014-2015) ;
Rapport de Mme Michelle Meunier, au nom de la commission spéciale, n° 406 (2015-2016) ;
Texte de la commission n° 407 (2015-2016) ;
Discussion et adoption le 10 mars 2016 (TA n° 106, 2015-2016).

Assemblée nationale :

Proposition de loi, modifiée par le Sénat en nouvelle lecture, n° 3565 ;
Rapport de Mme Maud Olivier, au nom de la commission spéciale, n° 3616 ;
Discussion et adoption, en lecture définitive, le 6 avril 2016 (TA n° 716).

ACTES DES AUTORITES TERRITORIALES**DIRECTION DES AFFAIRES FONCIERES****CURATELLE AUX SUCCESSIONS ET BIENS VACANTS****AVIS N° 3858 DAF.REC-HYP.**

Il est donné avis de recherche des héritiers de Haro a Tetaira, né le 30 octobre 1892 à Papeete, Ariitaata Temaumauariitaharoa a Tetaira, né à Papeete le 28 septembre 1896, y décédé le 9 septembre 1924, Elisa Tevahinenuitahurai a Taira, née à Pare, Pirae le 16 mai 1898 et décédée à Arue le 15 mars 1962, Amaru a Tetaira, né à Papeete le 20 août 1900, et décédé à Mahina le 17 juillet 1928, Temauatapu a Tetaira, né à Papeete le 15 juin 1902 et décédé à Papeete le 1er juin 1926, Vahineroo a Tetaira, née à Papeete le 22 juin 1904 et décédée à Pirae le 27 avril 1971, Raita a Taero, née à Hauino, Tahaa le 12 février 1906 et décédée à Papeete le 1er mars 1940, Louis Ortas, né à Hauino le 12 juillet 1907 et décédé à Papeete le 21 février 1991, Mariotua Teava Meza Corsica a Noho, née à Huahine le 20 septembre 1911 et décédée à Papeete le 11 décembre 1998, lesquels seraient ayants droit de Elisa Ortas, Maui Hitoti née à Mahina le 13 avril 1910 et décédée le 6 avril 1969, Faatiamaeau Taero, née à Teaharoa, Moorea le 13 avril 1913 et décédé à Pirae le 11 février 1976, Vahineura Taero, née à Mahina le 5 décembre 1914 et décédée depuis à Papeete le 10 mai 1977, Tetua a Taero née à Teaharoa, Moorea le 1er janvier 1917 et décédée à Papeete le 3 novembre 2001, Hitoti a Hitoti, né à Tikehau le 21 décembre 1918 et décédé à Noumea le 29 septembre 1975, Tarahoi a Taero, né à Paea le 22 octobre 1920 et décédé à Arue le 14 août 1972, Samuel Puoho Taero, né à Papeete le 8 août 1922 et décédé à Paea le 27 mars 1964, ces derniers étant ayants droit de Hitoti Taero Tetaira, Tetutaata a Teamo, Taura a Mauiui, Peni a Perry, Henriette Marguerite Marie Tetuanui Pueroa I Mahiti a Temaeva, née le 23 avril 1898, Jean Michel Taaroa Temaeva, né le 29 septembre 1899 à Papeete, Jean Raphaël Iputoa a Temaeva, né le 8 octobre 1902 à Amanu, Tehaameamea a Farau ou Parau, M. Timothée Richmond, M. Airima a Mahuru, Mme Pahutini Tevahinemaariri a Manatua ou Mahuru, M. Tetuamarae a Mahuru, des ayants droit de Tetahio, Teheiuira a Maiarii, Pau a Manea, Temana a Manea, Teriitehapaiaari

Tehaamana, Paepaetaata Teihotu, Faatuarai Orofaata, Taatamana a Tete a Paumiti, M. Gabriel Paeamara, décédé le 12 juillet 2015 à Rikitea, de la succession de David Mahuru, lesquels sont invités à se faire connaître à la direction des affaires foncières (division de la recette-conservation des hypothèques (Fare Haamanaraa), à Papeete, rue Dumont-d'Urville, immeuble Te Fenua.

Fait à Papeete, le 31 mars 2016.

*Le curateur aux successions
et biens vacants,
Gladys WONG FOO.*

SERVICE DE L'URBANISME

**ETAT RECAPITULATIF
DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS
DES ILES DU VENT ET DES TUAMOTU-GAMBIER
POUR LA PERIODE DU 4 AU 8 AVRIL 2016**

COMMUNE DE ARUE

7 avril 2016

N° 14-160-2 MET.AU, Mlle Antonina Bottari, sur la parcelle cadastrée n° 108, section A (lot n° 1 du domaine Marcillac), sise au PK 3,500, côté mer, construction d'une maison d'habitation (prorogation).

7 avril 2016

N° 16-213-3 MET.AU, M. Haynd Frogier, pour le compte de Mlle Mélodie Teariki et M. Aurélien Morales, sur la parcelle cadastrée n° 797, section (lot n° 21 de la propriété Malardé), sise au PK 6, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE FAA'A

4 avril 2016

N° 15-915-3 MET.AU, Mme Célestine Lien épouse Vonsin, sur la parcelle cadastrée n° 44, section C (lot n° 85 du lotissement Heiri), construction d'un mur de parement avec clôture.

7 avril 2016

N° 15-625-1 MET.AU, M. Philippe Jules Gérard Mai, sur les parcelles cadastrées n° 242 et n° 291, section I (lots n° 1 et n° 2 de la terre Teataha), sises route de ceinture, côté montagne et angle route de Puurai (quartier Teataha), terrassement et construction d'un immeuble de bureaux et de commerces Tiamatatua.

8 avril 2016

N° 16-50-3 MET.AU, Mme Gwendy U épouse Saminadame, pour le compte de M. Yannick Saminadame, sur la parcelle cadastrée n° 994, section V (lot n° 142 du lotissement Pamatai Hills), construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE HITIA'A O TE RA

7 avril 2016

N° 14-186-2 MET.AU, M. Christian Laine, sur la parcelle cadastrée n° 106, section A (terre Tepuna : lot n° 4 du lot n° 4), sise à Papenoo, PK 14, côté montagne, terrassement (prorogation) ;

N° 16-165-2, M. Claudio Tihoni, sur la parcelle cadastrée n° 311, section AC (lot B de la terre Tamaurai), sise à Papenoo, PK 14,800, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE MOOREA-MAIAO

7 avril 2016

N° 14-185-2 MET.AU, M. Henri Opuhi, sur la parcelle cadastrée n° 76, section AL (lot n° 2 de la terre Teruairi), sise à Afareaitu, PK 10,800, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation).

COMMUNE DE PAEA

7 avril 2016

N° 13-714-2 MET.AU, M. et Mme Denis et Anne-Marie Hadjadj, sur la parcelle cadastrée n° 231, section AP (lot c de la terre Paiarepo), sise au PK 25,600, côté montagne, construction de deux (2) maisons d'habitation (prorogation) ;

N° 16-100-4, M. Jerry Clark, sur la parcelle cadastrée n° 166, section AM (terres Rohutu-Tepaepae-Toetoe, lot n° 3 du lotissement Chapman), construction de deux (2) maisons d'habitation.

COMMUNE DE PAPARA

4 avril 2016

N° 14-843-5 MET.AU, M. et Mme Vaiteatea et Véronique Teheura-Ahupu, sur la parcelle cadastrée n° 91, section AE (lot B dépendant du plan de partage de la terre Amatie 1), sise au PK 32,600, côté montagne, construction d'une maison d'habitation (modification d'implantation, des façades et de la distribution intérieure d'une maison d'habitation).

7 avril 2016

N° 14-145-2 MET.AU, M. Rey Reiatua, sur la parcelle cadastrée n° 250, section AP (parcelle 2 de la terre Teruato), sise au PK 35,500, côté montagne (face station Mobil), construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation).

COMMUNE DE PAPEETE

5 avril 2016

N° 11-103-2 MET.AU.PPTE, M. le directeur des services techniques, pour le compte de la commune de Papeete, sur la

parcelle cadastrée n° 13, section EW (Tepue école val de Tipaerui (lot C), sise à Tipaerui, construction de la maison de quartier de Pinai (modification d'implantation, suppression d'une salle polyvalente et d'un rangement).

8 avril 2016

N° 16-218-2 MET.AU.PPTE, M. Alexandre Tehaurai Amaru, sur la parcelle cadastrée n° 114, section BT (terre Atiiri, lot n° 3), sise à Taunoa, quartier Pékin, construction d'une maison d'habitation.

COMMUNE DE PUNAAUIA

7 avril 2016

N° 14-212-2 MET.AU, Mme Vahineura Tuaiva, sur la parcelle cadastrée n° 688, section M (terre Vaitahuri 1 : parcelle B lot A) sise au PK 11,800, construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation) ;

N° 16-212-3, Mme Rérina Erika Tehio, sur la parcelle cadastrée n° 496, section C (lot n° 33 du lotissement Tetavake), construction d'une maison d'habitation.

8 avril 2016

N° 15-596-2 MET.AU, Mlle Rérina Erika Tehio, sur la parcelle cadastrée n° 658, section CD (lot n° 694 du lotissement Miri 6), construction d'une maison d'habitation (modifications : dimensions rectifiées et modification de distribution intérieure et des façades).

COMMUNE DE ARUTUA

8 avril 2016

N° 16-220-2 MET.AU.TG, M. Alfred Lau, sur la parcelle cadastrée n° 10, section HZ (terre Tamaro dite aussi Tumaro) sise à Apataki, construction d'une maison d'habitation (OPH).

COMMUNE DE GAMBIER

7 avril 2016

14-189-2 MET.AU.TG, Mme Virginie Rata née Gooding, sur la parcelle cadastrée n° 38, section AN (terre Nukuroia partie), construction d'une maison d'habitation (OPH) (prorogation).

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES ET LEGALES

SARL LEMNISKY

Avis de constitution

Une société à responsabilité limitée dénommée SARL LEMNISKY a été créée au terme d'un acte sous seing privé en date du 31 mars 2016.

Les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : LEMNISKY.

Siège : Papara, PK 36,200, côté montagne.

Objet :

- l'achat, l'importation, l'exportation, la vente, la représentation, le commissionnement et le courtage de tous produits et articles quelconques ;
- le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens en droits, ou autrement ;
- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets ci-dessus définis et à tous objets similaires ou connexes ;
- la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

Durée : 99 années.

Capital : 200 000 F CFP.

Gérance : M. Jean TEUA, demeurant à Papara, PK 36,200, côté montagne, né le 7 décembre 1974.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

TRIBUNAL MIXTE DE COMMERCE DE PAPEETE

Jugements rendus à l'audience du 1er avril 2016

Ouverture de redressement judiciaire sous le régime simplifié de :

IN VINO TAHITI EURL, RCS de Papeete n° 14 99 B, commerce de gros (commerce interentreprises) de boissons, allée Tiare Tahiti n° 12, Aute 2, Pirae, BP 14582, 98701 Arue, *date de cessation des paiements* : 30 mars 2016, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

LAILLE Bernard, RCS de Papeete n° 16 287 A, travaux d'installation électrique dans tous locaux, quartier Sainte-Amélie, pi Vanizette, Papeete, *date de cessation des paiements* : 18 février 2015, *représentant des créanciers* : Patrick ANCEL, BP 3658, 98713 Papeete, tél. : 40 42 42 00, fax : 40 42 22 00.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

TAUMATA Atonia, RCS de Papeete n° 43 022 A, construction de maisons individuelles, quartier Puatuhu, lot n° 17 à Titioro, BP 21688, 98713 Papeete, *date de cessation des paiements* : 26 octobre 2015, *représentant des créanciers* : Me Maurice BAUD, BP 4552 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

POETAI épouse ROYER Oiera, *enseignes* : ENT. ROYER IERA, MONIA DECO EVENEMENTIEL, RCS de Papeete n° 02 30 A (39951 A 02), autres travaux de finition, PK 40,500, côté montagne, Mataiea, *date de cessation des paiements* : 24 février 2016, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

VALADE Jean-Luc, *enseigne* : TAHITI PISCINE ENTRETIEN, nettoyage courant des bâtiments, avenue du Régent-Paraita, à Papeete, ou BP 2602 Punavai, 98717 Punaauia, *date de cessation des paiements* : 2 mars 2016, *représentant des créanciers* : Jean-Christophe TOURON, BP 42237 Fare Tony, 98713 Papeete. Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du représentant des créanciers sus-désigné.

Plan de continuation de :

SENSO INSTITUT DE BEAUTE EURL, RCS de Papeete n° 09 257 B, soins de beauté, siège social : place de la Cathédrale, BP 42343 Fare Tony, 98713 Papeete, *durée du plan* : 10 ans, *commissaire à l'exécution du plan* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

SOPOTEL SARL, RCS de Papeete n° 04 179 B (10164 B 2004), construction de réseaux électriques et de télécommunications, zone industrielle de la Punaruu, Punaauia, BP 377, 98713 Papeete, *commissaire à l'exécution du plan* : Serge CERA, BP 4944, 98713 Papeete, tél. : 40 82 72 26.

Ouverture de la liquidation judiciaire de :

ISLAND SPORT CHARTERS BORA BORA SARL, RCS de Papeete n° 95 33 B (5398 B 95), transports maritimes et côtières de passagers, Matira, BP 186 98730 Bora Bora, *date de cessation des paiements* : 10 octobre 2014, *liquidateur* : Me Maurice BAUD, BP 4552, 98713 Papeete, tél. : 40 54 22 55, fax : 40 54 22 56.

Les déclarations de créances sont à déclarer dans le délai de deux mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française (JOPF) auprès du liquidateur sus-désigné.

AGRI FUTUR BIO
SCEA au capital de 100 000 F CFP
RCS n° TPI 147 C, n° TAHITI A94653

Cession des parts - Gérance

Aux termes de l'assemblée extraordinaire, en date du 9 novembre 2015, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Teiki RICHMOND cède 10 parts à Mme Maeva RIBAL-ADELL ;

- M. Nicolas LAUGEON cède 14 parts à Mme Maeva RIBAL-ADELL ;
- M. Nicolas LAUGEON cède 22 parts à Mme Moena HOEFNAGELS ;
- M. Nicolas LAUGEON cède 3 parts à M. Jean-Claude LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. — Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 90 parts ;
- M. Teiki RICHMOND : 10 parts.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 51 parts ;
- Mme Maeva RIBAL-ADELL : 25 parts ;
- Mme Moena HOEFNAGELS : 22 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 3 parts.

Art. 23. — Gérance

Ancienne mention

Sont nommés en qualité de premiers gérants de la société :

- M. Nicolas LAUGEON, demeurant à Tahiti, Punaauia, PK 8, lotissement Nina-Peata n° 27 ;
- M. Teiki RICHMOND, demeurant à Hiva-Oa, Tehutu.

Nouvelle mention

Est nommé en qualité de gérant de la société M. Nicolas LAUGEON, demeurant à Tahiti, Punaauia, PK 8, lotissement Nina-Peata n° 27.

*Pour avis,
La gérance.*

HIVA QUEEN
SARL au capital de 100 000 F CFP
RCS n° TPI 1536 B, n° TAHITI B39169

Cession des parts

Aux termes de l'assemblée extraordinaire, en date du 31 mars 2016, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Nicolas LAUGEON cède 1 part à M. Athanase YUEN ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA cède 1 part à M. Ikaotetua NAPUAUHI ;
- M. Teiki RICHMOND cède 1 part à Mme Huguette MUNOS épouse LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. — Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 59 parts ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA : 29 parts ;

- M. Teiki RICHMOND : 9 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 2 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 1 part.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 58 parts ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA : 28 parts ;
- M. Teiki RICHMOND : 9 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 2 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 1 part ;
- M. Athanase YUEN : 1 part ;
- M. Ikaotetua NAPUAUHI : 1 part.

*Pour avis,
La gérance.*

HIVA QUEEN

SARL au capital de 100 000 F CFP
RCS n° TPI 1536 B, n° TAHITI B39169

Cession des parts

Aux termes de l'assemblée extraordinaire, en date du 10 octobre 2015, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Nicolas LAUGEON cède 1 part à M. Jean-Claude LII ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA cède 1 part à M. Jean-Claude LII ;
- M. Teiki RICHMOND cède 1 part à Mme Huguette MUNOS épouse LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. — Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 60 parts ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA : 30 parts ;
- M. Teiki RICHMOND : 10 parts.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 59 parts ;
- M. Geoffroy TUTEIRIHIA : 29 parts ;
- M. Teiki RICHMOND : 9 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 2 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 1 part.

*Pour avis,
La gérance.*

TAHITI BIO

SARL au capital de 200 000 F CFP
RCS n° TPI 1429 B, n° TAHITI A92533

Cession des parts

Aux termes de l'assemblée extraordinaire, en date du 19 octobre 2015, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Nicolas LAUGEON cède 3 parts à M. Jean-Claude LII ;
- M. Nicolas LAUGEON cède 3 parts à Mme Huguette MUNOS épouse LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. — Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 200 parts.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 196 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 3 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 3 parts.

*Pour avis,
La gérance.*

TAHITI BIO

SARL au capital de 200 000 F CFP
RCS n° TPI 1429 B, n° TAHITI A92533

Cession des parts

Aux termes de l'assemblée extraordinaire, en date du 16 mars 2016, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Nicolas LAUGEON cède 7 parts à M. Jean-Claude LII ;
- M. Nicolas LAUGEON cède 7 parts à Mme Huguette MUNOS épouse LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. — Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 196 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 3 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 3 parts.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 180 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 10 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 10 parts.

*Pour avis,
La gérance.*

TECHNOPRO

SARL au capital de 100 000 F CFP
RCS n° TPI 1386 B, n° TAHITI A65307

Cession des parts

Aux termes de l'assemblée extraordinaire en date du 19 octobre 2016, les associés ont pris note de la cession des parts :

- M. Nicolas LAUGEON cède 2 parts à M. Jean-Claude LII ;
- M. Nicolas LAUGEON cède 1 part à Mme Huguette MUNOS épouse LII.

Il en résulte la modification des articles suivants :

Art. 7. – Capital social

Ancienne mention

- M. Nicolas LAUGEON : 100 parts.

Nouvelle mention

- M. Nicolas LAUGEON : 97 parts ;
- M. Jean-Claude LII : 2 parts ;
- Mme Huguette MUNOS épouse LII : 1 part.

*Pour avis,
La gérance.*

**SCP RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT
415, boulevard Pomare, BP 33, 98713 Papeete,
Tahiti, Polynésie française**

Suivant acte aux minutes de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT en date du 6 avril 2016, enregistré à Papeete, le 8 avril 2016, folio 112, bordereau 3513/1,

La société AQUABIKE PACIFIC, société à responsabilité limitée au capital de 200 000 F CFP, dont le siège est à Punaauia (98717) (Polynésie française), Tamanu Iti n° 9 (BP 14685, 98701 Arue), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI A43494 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 12212B,

A cédé à la société FEELING GOOD, entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 240 000 F CFP, dont le siège est à Papeete (98714), résidence Le Grand Large (BP 110403, 98709 Mahina), identifiée à l'ISPF sous le numéro TAHITI B84264 et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le numéro 16 55 B,

La branche du fonds de commerce d'enseignement de l'activité d'aquabike, connu sous l'enseigne AQUABIKE CENTER exploité à Arue au sein de l'hôtel Tahiti Pearl Beach Resort,

Moyennant le prix de 7 700 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 6 avril 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues au siège social de l'Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-BUIRETTE-MONNOT, à Papeete, 415, boulevard Pomare, où domicile a été élu à cet effet, et pour être valables, devront être faites par exploit d'huissier, au plus tard dans les dix jours de la présente et dernière insertion.

*Pour avis,
Le greffier en chef
du tribunal mixte de commerce.*

**C'CLAIRE OPTIC
Société à responsabilité limitée
au capital de 800 000 F CFP**

**Siège social : Centre commercial Temahame Nui, Taravao
RCS de Papeete n° 09 255 B, n° TAHITI 918938**

Avis de publicité

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 24 mars 2016, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 mars 2016 et sa mise en liquidation.

L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur Claire LAUGA, BP 8610, 98719 Taravao, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à Taravao adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de Papeete.

Mention sera faite au RCS de Papeete.

Pour avis.

**SCP Julien CHAN & Jeanne LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia**

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Jeanne LOLLICHON, notaire associé à Punaauia, le 15 avril 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : Société civile.

Dénomination : SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE EXPERT EVENTS.

Siège social : Papeete (Tahiti), boulevard Pomare, immeuble Paofai, entrée BC, 2e étage.

Objet social : L'acquisition, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration et la location de tous biens et droits immobiliers, tous emprunts et garanties nécessaires à la réalisation de l'objet social et la prise de participation dans toutes sociétés.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS.

Apports en numéraire : 100 000 F CFP

Capital : 100 000 F CFP, divisé en 100 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Régis VIGNAL, demeurant à Pirae (Tahiti), quartier Golaz.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. En revanche, elles ne peuvent être cédées à tout autre cessionnaire qu'avec l'autorisation préalable de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Pour avis et mention,
Me Jeanne LOLLICHON,
Notaire associé.

SCP CHAN & LOLLICHON
Notaires associés
BP 13019 Moana Nui, 98717 Punaauia

Avis de constitution

Aux termes d'un acte reçu par Me Julien CHAN, notaire associé à Punaauia, le 15 avril 2016, a été constituée une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SARL.

Dénomination : GA.MA VISION & ADVOCACY.

Siège social : Paea, PK 19,400, côté mer, quartier Salmon.

Objet social : L'exploitation et l'exercice de toutes activités et prestations de services dans le domaine du conseil, la formation, l'assistance, le montage de projets et dossiers dans le secteur primaire (la pêche, l'agriculture, l'élevage, la forêt...), à l'échelon territorial et international. L'étude, l'analyse, la proposition de tous moyens, procédés et méthodes, la mise en place, l'élaboration de toutes conventions, l'expertise technique, la planification, l'accompagnement, le suivi, l'encadrement et la mise en application de tout schéma d'organisation et de développement, la recherche de partenariat avec les professionnels de la société civile, du privé et les collectivités publiques. Les relations publiques, les échanges de savoir-faire, l'organisation de toutes réunions, manifestations, séminaires en rapport avec les objets ci-dessus définis. La prise à bail, la construction et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. L'emprunt auprès de tous établissements bancaires ou de crédit, de toutes sommes nécessaires à la réalisation de l'objet social. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés, créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance. Et en général toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus défini.

Durée : 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Apports en numéraire : 200 000 F CFP.

Capital : 200 000 F CFP, divisé en 200 parts de 1 000 F CFP chacune.

Gérance : M. Gabriel TETIARAHU, demeurant à Faaone, et Mlle Maeva SALMON, demeurant à Paea.

Immatriculation : Au registre du commerce et des sociétés de Papeete.

Cession de parts : Les parts ne peuvent être cédées, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, sauf pour les cessions au profit de personnes déjà associées, qui sont libres et ne sont pas soumises à la procédure d'agrément.

Pour avis et mention,
Me Julien CHAN,
Notaire associé.

SARL LA PASTA
Capital : 100 000 F CFP
Siège social : Papeete, rue Charles-Viénot,
BP 53284, Pirae
RCS de Papeete n° 112 B, N° TAHITI 970335

Avis de modification

Aux termes d'un acte reçu par Me Philippe CLEMENCET, notaire associé à Papeete, le 15 avril 2016, Mme Heiata PIGUET a été nommée gérante en remplacement de Mmes Temanuata TEPA et Léontine TUHEIAVA, démissionnaires.

Pour avis
Le notaire.

SOCIETE POLYNESIENNE DE BRICOLAGE
A l'enseigne commerciale M. BRICOLAGE
Société par actions simplifiée
au capital de 65 000 000 F CFP
Siège social : Faa'a (Tahiti), PK 6,400, côté mer
RCS de Papeete n° TPI 07296 B, n° TAHITI 840900

Avis de modification

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire en date du 6 avril 2016, les actionnaires ont pris acte de la démission du président et décidé la nomination d'un nouveau président. Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Président : M. Charles UBINGER, demeurant à Papeete (Tahiti).

Nouvelle mention

Président : M. Guillaume UBINGER, demeurant à Papeete (Tahiti).

Pour avis,
Le président.

OLYMPIAN'S SPORT
Société à responsabilité limitée
au capital de 50 000 000 F CFP
Siège social : Papeete (Tahiti), rue des Remparts
RCS de Papeete n° 1624 B, n° TAHITI 80036

Avis de modification

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 mars 2016, les associés ont décidé de modifier l'objet social de la société. Il en résulte les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Ancienne mention

Objet social. — La société a pour objet l'achat, la vente, l'importation, la distribution en gros ou au détail de tous produits non pharmaceutiques ainsi que de tous appareils ou matériels mécaniques pour le développement et la santé du corps humain. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique. La prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. Les emprunts auprès des banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social. L'activité de sous-location d'immeuble. Et généralement, toutes opérations

industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et à tous objets similaires ou connexes.

Nouvelle mention

Objet social. — La société a pour objet : l'achat, la vente, l'importation, la distribution en gros ou au détail de tous produits non pharmaceutiques ainsi que de tous appareils ou matériels mécaniques pour le développement et la santé du corps humain. Le transport terrestre de toutes marchandises. La participation de la société à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et tous objets similaires ou connexes, notamment aux entreprises ou sociétés dont l'objet sera susceptible de concourir à la réalisation de l'objet social et ce, par tous moyens notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, sociétés en participation ou groupement d'intérêt économique. La prise à bail et l'acquisition de tous biens, meubles ou immeubles. Les emprunts auprès des banques publiques, privées ou de particuliers nécessaires à la réalisation de son objet social. L'activité de sous-location d'immeuble. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et à tous objets similaires ou connexes.

Pour avis,
Le gérant.

Etude de Me Dominique DUBOUCH
Notaire à Papeete

SCI DUMONT D'URVILLE n° 20
SOCIÉTÉ CIVILE IMMOBILIÈRE
au capital de 100 000 F CFP
Siège social : Papeete, résidence Fare'ata,
appartement n° 131, BP 50273 Pirae
RCS n° TPI 9744 C

Aux termes d'un acte de cession de parts reçu par Me Stéphane MOUNIER, notaire au sein de l'Office notarial de Me Dominique DUBOUCH, notaire à Papeete (île de Tahiti) en date du 14 avril 2016, il a été constaté les modifications suivantes aux mentions antérieurement publiées :

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce de Papeete.

Ancienne mention

Gérance : M. Patrice ROY, demeurant à Papeete, immeuble Fare'ata.

Siège social : Papeete, résidence Fare'ata, appartement n° 131, BP 43391 Fare Tony.

Nouvelle mention

Gérance : M. Alain DUMOUCHEL, demeurant à Papeete, immeuble Fare'ata.

Siège social : Papeete, résidence Fare'ata, appartement n° 131, BP 50273 Pirae.

Pour avis,
Me Stéphane MOUNIER,
notaire salarié.

SCOP ARL TOUS ENSEMBLE - EI HOE TATOU
Société coopérative participative à responsabilité limitée
au capital variable de 930 000 F CFP

Avis est donné de la constitution d'une société dont les caractéristiques sont les suivantes :

Siège social : Mirimiri, PK 9,300, côté mer, commune de Tumaraa, île de Raiatea, Polynésie française.

Objet principal : La gestion d'un ou plusieurs points de vente de restauration à emporter ou à consommer sur place avec la fabrication de plats cuisinés et de boissons naturelles sans alcool dans un concept zéro déchet et proposés dans des emballages compostables ou recyclables. La livraison des produits ainsi préparés directement aux consommateurs. La vente avec commission de produits agricoles bruts ou transformés par d'autres entreprises ou agriculteurs et tout produit ou objet ayant un rapport direct avec les points de vente.

Durée : 99 ans.

Gérance : Pour une durée de deux ans :

- Mlle Hina TEHAHE, née le 5 août 1967 à Uturoa, Raiatea, Polynésie française, domiciliée à Tevaitoa, Tumaraa, Raiatea ;
- Mlle Maire HART, née le 27 mai 1969 à Uturoa, Raiatea, Polynésie française, domiciliée à motu Tapu, Uturoa, Raiatea.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-
BUIRETTE-MONNOT**
415, boulevard Pomare, Papeete

TAHITI JEUNESSE
Société par actions simplifiée
au capital de 5 000 000 F CFP
Siège social : Papeete, 17, place Notre-Dame
RCS de Papeete n° 99 82 B

Nomination d'un directeur général

Aux termes des décisions de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 22 février 2016, M. Pascal KWONG, demeurant à Arue, lotissement Jay, a été nommé directeur général de la société.

Pour avis,
La présidente.

**Office notarial RESTOUT-DELGROSSI-
BUIRETTE-MONNOT**
415, boulevard Pomare, Papeete

PRINCE HINOI CENTER
Société par actions simplifiée
au capital de 21 554 035 F CFP
Siège social : Papeete, avenue du Prince-Hinoi
RCS de Papeete n° 91 134 B

*Remplacement du président
et nomination d'un directeur général*
(AGO du 22 février 2016)

Ancienne mention
Président : M. Eugène KWONG, demeurant à Arue, lotissement Jay.
Directeur général : Néant.

Nouvelle mention
Présidente : Mme Paulette KWONG, demeurant à Arue, lotissement Jay.
Directeur général : M. Pascal KWONG, demeurant à Arue, lotissement Jay.

Pour avis,
La présidente.

AVIS DE FIN DE LOCATION-GERANCE

La location-gérance du fonds de commerce de station de service sis et exploité à Vairao, PK 10, consentie par M. Jean

Pierre CHUNG, à M. Jean AMARU en date du 1er juillet 2006, et enregistré à Papeete le 1er août 2006, folio 21, bordereau 677/21, n'a pas été renouvelée et a pris fin le 31 mars 2016.

Pour unique publication.

SELARL FENUAVOCATS
Avocats à la cour
415, boulevard Pomare, BP 3279
98713 Papeete, Tahiti

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte en date du 14 avril 2016, enregistré à Papeete le 18 avril 2016, folio 114, bordereau 3575/8,

Mme Claudie HERVE épouse PICARDEAU, née le 5 février 1951 à Saint-Genou (36), inscrite sous le RCS n° 17008 A et n° TAHITI 193573, dont le siège social est sis rue des Poilus-Tahitiens, BP 3520, 98713 Papeete,

A vendu à la SARL CALIMERO, inscrite au RCS de Papeete sous le n° TPI 16 66 B, et n° TAHITI B 86384, dont le siège social est sis résidence Manava, immeuble Poetie, appartement n° 205, BP 13352, 98717 Punaauia, prise en la personne de ses représentants légaux, Jesson VEDEL et Charlotte DURGEAT,

Un fonds de commerce de garderie d'enfants, sis à Papeete, rue des Poilus-Tahitiens, à l'enseigne GARDERIE CALIMERO, pour lequel elle est inscrite au registre du commerce et des sociétés de Papeete sous le n° 17008 A et n° TAHITI 193573.

Moyennant le prix de 16 000 000 F CFP.

L'entrée en jouissance a été fixée au 1er mai 2016.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites, à peine de forclusion, par exploit d'huissier, dans les dix jours de la dernière en date des publications légales, au cabinet de la SELARL FENUAVOCATS, représentée par Me Christophe ROUSSEAU-WIART, avocat à Papeete, où domicile a été élu à cet effet.

Pour première insertion,
 Me Christophe ROUSSEAU-WIART,
 avocat à la cour.

UNION DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE DE POLYNESIE FRANÇAISE (UDAPF)

Extraits de statuts

Il a été créé le 6 avril 2016 l'UNION DE LA DISTRIBUTION ALIMENTAIRE DE POLYNESIE FRANÇAISE (UDAPF).

Elle a pour objet :

- l'étude, la représentation et la défense des droits ainsi que des intérêts économiques, matériels et moraux de la profession des distributeurs au détail de produits de grande consommation en Polynésie française, notamment auprès des pouvoirs publics (Etat, pays) et des organisations économiques, sociales, culturelles ou autres ;

- de promouvoir, favoriser et soutenir toutes actions susceptibles de contribuer au développement des activités des sociétés de distribution au détail de produits de grande consommation, notamment par le maintien de prix compétitifs au sein des enseignes adhérentes, par la présence et le soutien de tous formats de magasins sur tout le territoire de la Polynésie française à proximité de tous les clients ;
- de maintenir entre ses membres et dans la mesure de ses moyens, dans l'ensemble de la profession, les pratiques d'une concurrence loyale et le respect des usages déontologiques qu'elle s'emploiera à formaliser ;
- d'entreprendre toutes actions susceptibles de contribuer à la formation de ses membres.

Son siège social est fixé au MEDEF de Polynésie française, immeuble Farnham, Papeete, Tahiti.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président :	STUHLFAUTH Marc
Vice-président :	DUFOUR Christophe
Secrétaire général :	MOUX Pascal
Secrétaire général adjoint :	LISAN Marcelin
Trésorier :	LAILLE Steve

COOPERATIVE DES PECHEURS VAIRAO RAVA'AI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (27 mars 2016)

Président d'honneur :	TANEMATEA Ernest
Président :	TERAIEFA Adolphe
Vice-présidente :	MAOPI Liliane
Secrétaire :	ROOPINIA Véronique
Secrétaire adjointe :	VIRIAMU Jasmina
Trésorier :	TAMA Varink
Trésorier adjoint :	KLEIN Jean-Jacques
Commissaire aux comptes :	MAOPI Terii
Assesseurs :	TAMA Jim
	TERIHEMAURIREI Alain

ANNONCES DIVERSES

CLUB DES ACTEURS DE TELEMEDECINE DU PACIFIQUE "CATEL PACIFIQUE"

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (1er mars 2016)

Président :	HELLEC Christian
Secrétaire :	PEZET Francis
Trésorier :	DELPY Patrick

ASSOCIATION SPORTIVE ROTI URA NO FAUTAU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
 (1er février 2016)

Présidente :	WONG FOEN Elvina
Secrétaire :	TEAOTEA Moana
Trésorier :	TETOHU Yannick

ASSOCIATION LE PAIN DE VIE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(2 avril 2016)

Présidente	:	PAPARA Aurore
Vice-président	:	TIOO Frédéric
Secrétaire	:	CONROY Tiarenuui
Secrétaire adjointe	:	TEAHU Dorita
Trésorier	:	TETO Ernest
Trésorière adjointe	:	TETO Christina
Assesseeurs	:	MAO Iatoba
		TERIITEHAU Roméo
		TAMAHAHE Andonina
		TETUIRA Hiramā
		AH CHOY Teupoo
		TETUAEARO Tearai
		MENDELSON Gilbert
		TEAHU Elliot
		TEAHU Georges
		MATEAU Ralphe

ASSOCIATION TAHITI KITEBOARDERS CLUB**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(6 février 2016)

Président	:	TUAIVA Tommy
Vice-président	:	TAPUTU Yannick
Secrétaire	:	GRAUGNARD Candice
Secrétaire adjointe	:	TEUAPIKO Heia
Trésorier	:	MAONO Teramana
Trésorière adjointe	:	GERST Hinerava

ASSOCIATION UI-API PAROISSE PROTESTANTE VAIAAU**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(20 mars 2016)

Président	:	TEHUIOTOA Guillaume
Vice-président	:	UMATAURUA Armand
Secrétaire	:	TERIIPAIA Gina
Secrétaire adjointe	:	TIHOTI Vaite
Trésorière	:	OLDHAM Lorna
Trésorière adjointe	:	TEHEIURA Micheline

SYNDICAT INDEPENDANT DE L'ECONOMIE NUMERIQUE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(31 mars 2016)

Secrétaire général	:	PORLIER Mihihana
Secrétaire général adjoint	:	HOSTETLER Patrick
Trésorier	:	FAIVRE Max
Trésorière adjointe	:	BONNO Maima
Assesseeurs	:	CADOUSTEAU Carl
		TAUTU-TIXIER Noel
		LY Helelany

ASSOCIATION DJEUN'S MOVE**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(25 mars 2016)

Président	:	ORI Gustave
Secrétaire	:	ORI Poerava
Trésorière	:	ORI Sylvie

**ASSOCIATION LES CONSORTS EMILE TEISSIER
ET TURAIVARU MATEHAU****RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(10 mars 2016)

Président d'honneur	:	TEISSIER Henri
Président	:	TEISSIER Joël
Vice-présidents	:	TEISSIER Louis
		TEISSIER Anne-Marie
Secrétaire	:	BROTHERSON Renata
Secrétaire adjointe	:	TEISSIER Poerava
Trésorière	:	TEISSIER Sabrina
Trésorier adjoint	:	TEISSIER Tehira

ASSOCIATION SQUASH DE TAHITI "2 POINTS JAUNES"**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 mars 2016)

Président	:	ROIGNANT Hervé
Vice-présidents	:	MORELLE Patrick
		CHANTRE Agnès
Secrétaire	:	COSTA Eric
Secrétaire adjoint	:	BEGOT Jérôme
Trésorier	:	MANCA Giuseppe
Trésorière adjointe	:	CHIN Naiza

ASSOCIATION YACHT CLUB DE RAIATEA**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(12 février 2016)

Président	:	JEANNOT Nicolas
Secrétaire	:	REAUULT Valérie
Trésorier	:	CUILLANDRE Quentin

FEDERATION GENERALE DU COMMERCE (FGC)**RENOUVELLEMENT DU BUREAU :**
(13 avril 2016)

Président	:	YAU Gilles
Vice-présidents	:	YEUNG Patrick
		LO MONAÇO Patricia
Secrétaire	:	BURLATS Gérard
Secrétaire adjointe	:	CAPOLSINI Isabelle
Trésorier	:	LO SIOU Jean-Pierre
Trésorière adjointe	:	WONG Odette

**CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES
ET DES FAMILLES
PÛ MARAMA NO TE TIARAA O TE VAHINE E TE
UTUAFARE**

Erratum au renouvellement du bureau paru au JOPF
n° 31 du 15 avril 2016 à la page 4134.

Au lieu de : Date du procès-verbal le 31 mars 2016 ;

Lire : Date du procès-verbal le 1er mars 2016.

**FEDERATION TAHITIENNE DE SPORTS SUBAQUATIQUES
DE COMPETITION**

Modification de statuts

(10 mars 2016)

Modification de l'article 9 des statuts abrogation du
paragraphe.

Elle nomme, chaque année, un commissaire aux comptes
inscrit près d'une cour d'appel. Celui-ci assume sa mission
selon les directives et les obligations qui découlent des lois et
de la réglementation en vigueur. Il présente, chaque année,
un rapport au conseil fédéral, puis à l'assemblée générale.

**ASSOCIATION TAUU DANCE
anciennement dénommée
HIP HOP CONNECTION**

Modification de statuts

(7 février 2016)

Elle a pour objet :

- de promouvoir les danses à deux, notamment la kizomba,
bachata, salsa et les danses à deux locales ;
- de soutenir toute activité dans le domaine de la danse à
deux ;
- de participer à la promotion de la Polynésie française
dans le monde.

ASSOCIATION ARTISANALE TE VAHINE PUTAURA

Modification de statuts

Le bureau est élu pour une durée de 5 ans.

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(12 février 2016)

Présidente	:	PIRATO Trostine
Secrétaire	:	TAHIATA Arieta
Trésorière	:	PIRATO Charles

WOLFAK MMA

Modification de statuts

(24 février 2016)

Lors de l'assemblée générale il a été décidé de changer la
dénomination en WOLFAK BJJ.

ASSOCIATION TO'A HIRO

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(13 mars 2016)

Président	:	VERNAUDON Christian
Secrétaire	:	BOOSIE Lowaina
Trésorier	:	SHAN PHANG Moana

**COMITE JEUNESSE, SPORT ET CULTURE (CJSC)
DE RANGIROA**

Rectificatif au renouvellement du bureau paru au JOPF
n° 25 du 25 mars 2016, à la page 3216.

Au lieu de : "Trésorier : MARE Edy" ;

Lire : "Trésorier : MARE Eddy".

COLLECTIF SOLIDARITE POUR TOUS

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(16 octobre 2015)

Présidente	:	CHAUMETTE Teave
Vice-présidente	:	KIMITETE Hortence
Secrétaire	:	ADAMS Sophia
Secrétaire adjointe	:	HOURTAL Mareva
Trésorière	:	ORBECK Anna
Trésorier adjoint	:	TEFAAROA Tom

ASSOCIATION VAI TE PUA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :

(20 mars 2016)

Président d'honneur	:	KAUTAI Ikatele
Présidente	:	KAUTAI Carméla
Vice-présidente	:	KAUTAI Pascale
Secrétaire	:	KAUTAI Elodie
Secrétaire adjointe	:	OTTO Kevin
Trésorière	:	KAUTAI Victorine
Trésorière adjointe	:	KAUTAI Mirella
Assesseurs	:	BROWN Maryline
	:	KAUTAI Tekuhei

**SYNDICAT DES PROPRIETAIRES
DU LOTISSEMENT OROVAU**

RENOUVELLEMENT DU MANDAT DE SYNDIC :

SARL SOGIMMO POLYNESIE

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL SYNDICAL :

(14 avril 2016)

Président	:	ABEHSERA Daniel
Vice-président	:	MOREAU Dominique
Secrétaire	:	CHENU Patrick
Trésorier	:	LOPEZ Xavier
Assesseurs	:	GUAIS François
	:	AKA Moanaheiaata

ASSOCIATION PU RIMAI NO PAREU
anciennement dénommée
ASSOCIATION PU TAPEHAA PITI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 mars 2016)

Présidente d'honneur : YE-ON Teioa
Présidente : TROPE Clarita
Vice-présidente : YE-ON Ramona
Secrétaire : TROPE Heima
Secrétaire adjointe : MARA Vahinerii
Trésorier : TROPE François
Trésorière adjointe : TEURU Nina

ASSOCIATION TE HAU TARENI

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 février 2016)

Présidente : DEBESE Muraiti
Secrétaire : DEBESE Yann
Trésorier : DEBESE Pascal
Assesseur : DEBESE Didier

ASSOCIATION TE VAHINE OPARU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2016)

Présidente : AIE Eliane
Vice-président : MAE Jean-Louis
Secrétaire : AIE Anémone
Trésorière : AIE Bérérice

ASSOCIATION TAMARII UTUROA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(21 mars 2016)

Présidente : SOMMER Luciana
Vice-président : PARAUE Teva
Secrétaire : TERIIPAIA Lanilei
Secrétaire adjointe : IHORAI Noéline
Trésorière : PARAUE Vaireia
Trésorière adjointe : PUAHIO Ruta

ASSOCIATION SPORTIVE TE KEETU

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(22 février 2016)

Président : TIMAU Simon
Vice-président : HAITI Sébastien
Secrétaire : MOTE Solange
Secrétaire adjointe : TEIEFITU Gwladys
Trésorier : PUTATOUTAKI Alexandre
Trésorier adjoint : TOHUHUOTOHETIA Samuel

**CONSEIL DE L'ORDRE DES CHIRURGIENS-DENTISTES
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(13 avril 2016)

Président : MESLIN Denis
Secrétaire général : SAVIC Michel
Secrétaire général adjoint : MELIX Christophe
Trésorier : MERCIER Jean-François
Membres : LEFEBVRE Marc
SAN AUGUSTIN Christophe
CHAUMEL Jean-François

**ASSOCIATION DES OFFICIERS-MARINIERS,
QUARTIERS-MAITRES EN RETRAITE ET VEUVES**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(30 janvier 2016)

Président d'honneur : WOJTYCZKA Roland
Président : JESTIN Jean-Yves
Vice-président : BAUER Marcel
Secrétaire : RESZITNYK Guy
Secrétaire adjoint
et porte-drapeau : JAFFRY Roger
Trésorier
et porte-drapeau : COLMARD Martial
Trésorier adjoint : KIMBEMBE Gilbert
Assesseur
et porte-drapeau : MARCINKOWSKI Alain

ASSOCIATION RESIDENCE MOOREA COUNTRY HOUSE

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(16 avril 2016)

Présidente : ROBSON Chantal
Secrétaire : VONGEY Thierry
Trésorière : LEAOU Brenda

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES
DE L'ECOLE PUBLIQUE DE PUKA PUKA**

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(17 mars 2016)

Présidente : PAPA Vérina
Vice-présidente : PORUTU Irma
Secrétaire : AHINI Pura
Secrétaire adjointe : TOHUTIKA Ruita
Trésorier : POHEROA Uini
Trésorière adjointe : TEAOTU Pauline

ASSOCIATION VELO CLUB BORA BORA

RENOUVELLEMENT DU BUREAU :
(4 avril 2016)

Président d'honneur : BONNO Patrick
Président : NAKANO David
Vice-président : TAI YU SING Jhon
Secrétaire : AIHO Pai
Secrétaire adjoint : HAOATAI Simon
Trésorier : TAI YU SING Yve
Trésorier adjoint : TCHAN FA Daniel

ASSOCIATION HEIRAUHERE*(Récépissé n° W9P1000510 du 11 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est constitué le 8 janvier 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION HEIRAUHERE.

Elle a pour but principal de regrouper tous les membres de l'association afin de consolider et de retrouver les liens et degrés de parenté qui les unissent, et ainsi se connaître. Elle se fixe aussi comme objectifs :

- d'établir une généalogie exacte et précise d'une succession ;
- de faire des recherches en biens immobiliers et mobiliers appartenant aux ancêtres ;
- de recueillir tous les documents dans les services concernés (tribunal, cadastre, notaire, mairie)
- d'organiser si possible des déplacements pour faire aboutir les recherches sus-citées et rencontrer d'autres parents ;
- d'organiser, de collaborer ou de participer à l'organisation de fêtes, concours et autres manifestations à caractère folklorique, culturel, artisanal et corporatif ;
- de mettre en place des levées de fond pour l'organisation de marché aux puces, kermesse corporation, soirées spéciales, des ventes de plats à emporter... ;
- l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Pirae, rue Paul-Bernière.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: PORLIER Victoire
Vice-présidente	: MANARANI Vateti
Secrétaire	: TAVITA Yseult
Secrétaire adjointe	: PORLIER Tetau
Trésorière	: PORLIER Edwige
Trésorière adjointe	: MANARANI Vateti

ASSOCIATION TERIIHAUE OPUHI*(Récépissé n° W9P1000501 du 6 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 26 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 modifiés ayant pour dénomination ASSOCIATION TERIIHAUE OPUHI.

Elle a pour objet :

- d'effectuer les recherches nécessaires à l'établissement des généalogies familiales ;
- d'effectuer les recherches en matière foncière et de constituer les dossiers en sortie d'indivision ;
- d'assister et défendre devant la justice les ayants droit, membres de l'association ;
- de recueillir les fonds nécessaires pour l'aboutissement des différents projets ;
- plus généralement, faire tout ce que l'association jugera utile aux intérêts de ses membres, soit à l'amiable, soit en justice.

Son siège social est fixé au PK 10,500, côté montagne, Haumi, Moorea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TCHING-PIOU Raymond
Vice-président	: TIAHAU Joël
Secrétaire	: OPUHI Heitiare
Trésorier	: OPUHI Pierre
Assesseurs	: OPUHI Hélène OPUHI Teriihaue

ASSOCIATION VISION POUR LE REVEIL*(Récépissé n° W9P1000531 du 13 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 12 mars 2016 l'association chrétienne régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION VISION POUR LE REVEIL.

Elle a pour but :

- d'annoncer l'Evangile de Jésus-Christ de Nazareth avec la puissance du Saint-Esprit, de diffuser la Bible et diverses publications chrétiennes ;
- de mettre en place des enseignements bibliques ;
- d'agir en faveur des plus démunis, des orphelins et des veuves ;
- d'apporter une aide aux populations pauvres, sinistrées ou confrontées à des guerres ou des catastrophes ;
- d'apporter une aide à des laissés-pour-compte de la société, sans distinction aucune (qu'il s'agisse d'âge, de race, de religion, d'appartenance politique, etc.) et de leur proposer des actions de réinsertion ;
- de répondre aux besoins vitaux des êtres humains (faim, santé, éducation, accès à l'eau, accès au courant, etc.) ;
- d'accueillir la personne en difficulté par une aide appropriée sur le plan matériel, moral et spirituel dans le respect de ses convictions et de sa dignité.

Son siège social est fixé à Tautira village.

Sa durée est indéterminée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TEVAEARAI Raimanatea
Secrétaire	: TEVAEARAI Cheyenne
Trésorière	: HAMBLIN Herenui

ASSOCIATION OROHENA SURF CLUB 709*(Récépissé n° W9P1000543 du 14 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 14 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION OROHENA SURF CLUB 709.

Elle a pour objet la pratique de tous les sports et activités de glisse en mer, l'éducation physique, et de développer et de favoriser, par tous moyens appropriés sur les plans sportif et accessoirement artistique et scientifique, la connaissance du monde aquatique.

L'association respecte les règles d'encadrement, d'hygiène et de sécurité applicables aux disciplines sportives pratiquées par leurs membres.

Elle reconnaît avoir pris connaissance des statuts et du règlement intérieur de la Fédération tahitienne de surf et

s'engage à les respecter, de même que les règlements des commissions, les décisions des assemblées générales, du conseil d'administration et de sécurité.

Son siège social est fixé à Mahina, Atima, lot n° 45.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: BURNS Jean-Pierre
Vice-président	: VARUAMANA Julien
Secrétaire	: TEHAAI Maire
Trésorière	: MATAOA Jeanne

ASSOCIATION VAIHU'A NO PAPARA

(Récépissé n° W9P1000494 du 4 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 11 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION VAIHU'A NO PAPARA.

Elle a pour objet de réunir, de faire participer et d'organiser des rencontres interquartiers lors des événements sociaux, culturels et sportifs et de maintenir également des liens amicaux entre les membres de ces groupes adhérant à l'association tels qu'ils seront définis à l'article 5 suivant.

Son siège social est fixé à Papara, PK 38,200, côté montagne, route du lycée polyvalent de Papara.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	: TOA Philippe
Vice-présidente	: APO Marie
Secrétaire	: AUKARA Sylvana
Trésorière	: RERE Poëura

ASSOCIATION SPORTIVE HAVA'I NUI PACIFIC

(Récépissé n° W9P2000166 du 12 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est fondé le 8 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION SPORTIVE HAVA'I NUI PACIFIC.

Elle a pour objectifs de mener les actions suivantes :

- développer l'esprit et l'entraide en toutes circonstances et par tous les moyens dans le domaine des formations visant à enseigner les activités sportives de l'association aux personnes désireuses et aux étudiants (formations de dirigeants, d'arbitres, d'entraîneurs et d'éducateurs des jeunes) ;
- participer/organiser les activités sportives proposées par les sections sportives de l'association en loisir et/ou en compétition telles que le raid, le va'a, le futsal, la boxe, le beach-soccer et le paddle ;
- organiser et participer à des journées ou des activités sportives visant à récolter des fonds et servir le groupe ayant besoin d'un supplément, pour financer :
 - ses déplacements, sorties ;
 - l'achat de matériel adapté à la pratique sportive de tous ses adhérents ;

- favoriser toutes actions et initiatives liées aux sujets d'ordre économique, social et culturel, en apportant son aide à des organismes existant dans le pays :
 - aide aux handicapés ;
 - orphelinat ;
 - SOS Village ;
 - Vahine Orama No Raromatai ;
- développer les relations sportives et amicales entre les jeunes gens ;
- améliorer le comportement des sportifs en compétition et favoriser l'esprit d'équipe ;
- organiser, représenter et défendre les intérêts des membres de l'association.

Son siège social est fixé à Uturoa, PK 1, face LUT, Uturoa, Raiatea.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TUTAVAE Tara
Vice-président	: TEFAATAU Victor
Secrétaire	: TAURAA Elvina
Secrétaire adjointe	: TEFAATAU Martine
Trésorière	: GRESEQUE Mélodie
Trésorière adjointe	: CHAPMAN Danylor

ASSOCIATION TE IMA TUI

(Récépissé n° W9P1000536 du 13 avril 2016)

Extraits de statuts

Il est constitué le 2 mars 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 dénommée ASSOCIATION TE IMA TUI.

Elle a pour but principal d'organiser, de participer, de promouvoir, de représenter, de défendre et de regrouper les intérêts des artisans et tous les membres de l'association de la commune de Pirae.

Elle se fixe aussi comme objectifs :

- de participer aux manifestations artisanales en Polynésie française et à l'étranger ;
- de participer à divers événements à caractère folklorique, culturel, horticole, sportif, touristique et autres tels que les salons nautiques, les festivals, les foires, les journées de la jeunesse et les journées de la pêche en Polynésie française et à l'étranger ;
- de lutter contre la concurrence des produits d'importation ;
- d'encourager la production et la vente d'objets d'artisanat local ;
- d'aider les autorités responsables à prendre des mesures de protection et de sauvegarde de l'artisanat local ;
- d'adapter les productions aux exigences du marché ;
- de faciliter l'achat et l'utilisation en commun de matériels et produits nécessaires à l'exercice de la profession ;
- d'aider à la poursuite des progrès moral et professionnel de ses membres.

Son siège social est fixé à Pirae, Hamuta, n° 7.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Présidente	: TIMAU Viviane
Secrétaire	: MOU FAT Fano
Secrétaire adjointe	: TANETOA Gislaine
Trésorière	: TUOHE Rose

ASSOCIATION TAMATOA*(Récépissé n° W9P2000113 du 18 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 février 2016 une association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION TAMATOA.

Elle a pour objet d'aider à trouver du travail pour les jeunes, d'enseigner les langues étrangères, d'apprendre à faire des produits artisanaux, des produits agricoles, la vente de ma'a (casse-croûte, glace, etc.), d'acheter des ustensiles, (nacre, perles, et autres), et de faire des ventes sur Huahine.

Son siège social est fixé à Fare, Huahine, à côté du Magasin Super U.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	TEMANUPAIOURA Manuel
Vice-président	:	TUARIHIONOA Tetuamarama
Secrétaire	:	PUNU Marie-Jacinthe
Secrétaire adjoint	:	TEMANUPAIOURA Taurai
Trésorière	:	PUNU Teano
Trésorière adjointe	:	PUNU Taraina

ASSOCIATION MOTU PUAPUA*(Récépissé n° W9P1000410 du 14 avril 2016)*

Extraits de statuts

Il est fondé le 20 février 2016 une association de coprahculteurs de Takume régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 dénommée ASSOCIATION MOTU PUAPUA.

Elle a pour objet la régénération de la cocoteraie, de pérenniser la coprahculture de Takume et de favoriser la coprahculture.

Son siège social est fixé à Takume, Tuamotu.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	MAIFANO Pierre
Président	:	TEHIO Benjamin
Vice-président	:	METUA Terii
Secrétaire	:	FAREATA Tumukiva
Secrétaire adjoint	:	TAPUTUARAI Pierre
Trésorier	:	FAREATA Jean Claude
Trésorière adjointe	:	MANAORE Kathy

ASSOCIATION TOA BOXING CLUB DE FAANUI*(Récépissé n° W9P2000172 du 13 avril 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION TOA BOXING CLUB DE FAANUI, fondée le 8 mars 2016, a pour objet :

- la mise en place d'activités physiques et sportives ;
- la mise en place d'une école de boxe ainsi que l'organisation d'activités ayant pour but de resserrer les liens amicaux entre ses membres.

Son siège social est fixé à Faanui, île de Bora Bora.

Sa durée est limitée à 3 ans.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président	:	LENOIR Maevaroa
Vice-président	:	TUFARIUA Taumata
Secrétaire	:	TROPEE Nehemia
Secrétaire adjointe	:	PUARAI Heimaire
Trésorier	:	TEHIO Tyson
Trésorier adjoint	:	RUTAHAI Rainor

ASSOCIATION FARE MANU*(Récépissé n° W9P2000167 du 12 avril 2016)*

Extraits de statuts

L'ASSOCIATION FARE MANU, fondée le 2 avril 2016, est régie par la loi du 1er juillet 1901.

Elle a pour but :

- d'organiser des sorties et manifestations diverses ;
- d'organiser des rencontres corporatives interquartiers dans le respect des lois en vigueur ;
- d'organiser des ventes de plats sur l'île ;
- d'organiser des voyages à caractère touristique et culturel ;
- d'organiser des soirées d'animation tels que des bals, des soirées de cinéma et des galas ;
- de resserrer les liens entre ses membres ;
- de réaliser tout objectif intéressant de manière générale l'association ;
- l'achat de matériels ;
- de promouvoir des activités sportives et physiques pour les jeunes du quartier.

Son siège social est fixé à Vaitape, Bora Bora.

Sa durée est illimitée.

COMPOSITION DU BUREAU :

Président d'honneur	:	OIANAE Edwin
Présidente	:	OIANAE Constance
Vice-président	:	TETOOFA Lionel
Secrétaire	:	AIHO Pai
Secrétaire adjoint	:	TAVI Maurice
Trésorier	:	ELLACOTT Sylvain
Trésorier adjoint	:	IEREMIA Tamuera

ANNONCES MARCHES PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 19-16 MET

Marché de travaux passé par la Polynésie française
Ministère de l'équipement, de l'aménagement
et de l'urbanisme, et des transports intérieurs

1. *Objet du marché* : Assainissement, renforcement et revêtement RC, baie Povai et Faanui Nord, sur 4,500, kilomètres, Bora Bora, décomposé en deux (2) lots séparés :

- lot n° 1 : Travaux d'assainissement RC ;
- lot n° 2 : Travaux de renforcement et revêtement de chaussée.

2. *Mode de passation* : Appel d'offres ouvert (articles : 19, 20, 23 à 25 quater du CMP).

3. *Consultation du règlement de la consultation et de l'ensemble du dossier* : Auprès du bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage.

A la demande des entreprises, le détail estimatif pourra être transmis par fax par le bureau des marchés de la direction de l'équipement (tél. : 40 46 80 90, fax : 40 46 80 76).

4. *Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées*, sont indiquées dans le DCE qui peut être consulté dans les conditions fixées au 3.

5. *Retrait du dossier de consultation* : Chez Techno Plan Services, centre Bruat, 10, avenue Pouvanaa-a-Oopa, Papeete, BP 2116, 98713 Papeete, tél/fax: 40 43 25 11.

6. *Envoi à la publication* le : 19 avril 2016.

7. *Remise des offres* : Au bureau des marchés de la direction de l'équipement, centre administratif, 11, rue du Commandant-Destremau, bâtiment A1, 3e étage, avant le lundi 23 mai 2016 à 11 heures, délai de rigueur (toute offre parvenue après cette heure sera rejetée).

8. *Validité des offres* : 180 jours à compter de la date limite de remise des offres.

9. *Critères de jugement des offres* : Le jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 25 du code des marchés publics (CMP) selon les critères d'attribution pondérés suivants :

Pour le lot n° 1 "Travaux d'assainissement RC" :

1° Prix : 60 ;

2° Valeur technique appréciée au regard du mémoire technique : 40.

Selon les sous-critères suivants :

2.1 Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au d5) du mémoire technique : 10 ;

2.2 Programme d'exécution demandé au a) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 10 ;

2.3 PPSPS demandé au b) du mémoire technique : 5 ;

2.4 Plan de respect de l'environnement, demandé au c) du mémoire technique : 5 ;

2.5 Méthodes d'exécution demandées au d4) du mémoire technique : 10.

Pour le lot n° 2 "Travaux de renforcement et revêtement de chaussée" :

1° Prix : 100.

Justifications à produire détaillées dans le règlement de la consultation. Entre autres : références, mémoire justificatif, certificats CPS (la date de validité portée sur ce certificat ne devra pas être antérieure à un mois de la date limite de remise des offres), certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant au 31 décembre précédent, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années), l'attestation sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux alinéas 1 et 2 de l'article 9 du CMP et pour les candidats à la procédure judiciaire instituée par l'article L. 621-1 du code de commerce dans sa rédaction en vigueur en Polynésie française, la copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'ils sont en période d'observation l'attestation du juge commissaire les habilitant à poursuivre leur activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,*
Albert SOLIA.

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 2016/03

(Date d'envoi à la publication : lundi 18 avril 2016)

1/ Le port autonome de Papeete lance un appel d'offres ouvert pour l'attribution des travaux de désamiantage de 5 bâtiments du port autonome de Papeete.

Les travaux de désamiantage concernent les bâtiments suivants :

- bâtiments G1 dit "Le cercle des marins" ;
- bâtiment F18 ;
- bâtiment F4 ;
- bâtiment B6 (surface d'environ 30 mètres carrés du rez-de-chaussée) ;
- bâtiment B4 (un local du 3e étage).

Le délai global d'exécution est laissé au libre choix du candidat sans toutefois dépasser un délai plafond fixé au RPAO.

Les travaux seront attribués à l'entreprise générale ou à un groupement d'entreprises solidaires.

2/ Les entreprises intéressées peuvent consulter gratuitement le dossier d'appel d'offres au bureau d'études du port autonome de Papeete ou obtenir le lien de téléchargement du dossier à l'adresse e-mail : ao@portppt.pf. Le dossier papier complet peut être obtenu, contre paiement, à la subdivision commerciale du port autonome de Papeete (contact e-mail : commercial@portppt.pf).

3/ Les conditions auxquelles doivent répondre les offres et notamment le modèle suivant lequel elles doivent être présentées, sont indiquées dans le règlement particulier de l'appel d'offres (RPAO).

4/ La date et l'heure limites de remise des offres, est fixée au lundi 23 mai 2016 à 13h30. Les offres devront être remises contre récépissé au secrétariat de la division technique du port autonome de Papeete.

5/ Le délai pendant lequel les candidats resteront engagés par leur offre, est de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée au 4/ ci-dessus.

6/ Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 25 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics selon les critères fixés au RPAO :

- montant de l'offre : 40 % ;
- valeur technique de l'offre : 40 % ;
- délai d'exécution : 20 %.

7/ Les justifications à produire concernant les qualités et les capacités exigées des candidats sont :

- un dossier de références en travaux de même nature ou de nature comparable ;
- une liste de ses moyens humains et matériels ainsi que de ceux de ses éventuels sous-traitants.

8/ Les justifications à produire concernant l'entreprise sont :

- un certificat attestant que l'entrepreneur est à jour de ses cotisations auprès de la Caisse de prévoyance sociale (la date de validité de ce certificat ne devra pas être antérieure à un (1) mois de la date limite de remise des offres) ;
- les certifications par l'administration fiscale (direction des impôts et des contributions publiques et Trésor public) attestant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière de l'entrepreneur à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement de l'impôt (situation à jour pour l'année précédente et soldée pour les autres années) ;

- la déclaration sur l'honneur affirmant ne pas tomber sous le coup d'une interdiction découlant de l'article 9 du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics annexée en page 6 du RPAO ;
- en cas de redressement judiciaire le candidat fournira une copie du ou des jugements prononcés et lorsqu'il est en période d'observation, une attestation du juge commissaire l'habilitant à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

*Le directeur général par intérim
du port autonome de Papeete,
Boris PEYTERMANN.*

APPEL D'OFFRES N° 16-07

Maître d'ouvrage : Commune de Punaauia.

Mode de passation : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 295, 296 et 298 à 300 du code des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française.

Objet : Lot n° 1 : Fourniture et livraison de deux véhicules double cabine plateau ;

Lot n° 2 : Fourniture et livraison d'un véhicule double cabine à benne basculante ;

Lot n° 3 : Fourniture et livraison de deux fourgons ;

Lot n° 4 : Fourniture et livraison d'un véhicule double cabine plateau.

Limite de remise des offres : Le 26 mai 2016 avant 11 heures à la cellule des marchés.

Durée de validité des offres : 90 jours.

Renseignements : Commune de Punaauia, cellule des marchés, tél. : +689 40 86 56 98, fax. : +689 40 45 06 06.

Consultation et retrait des dossiers : Gratuitement sous format papier uniquement et sur commande à la cellule des marchés de la commune de Punaauia.

Justifications exigées : Justificatifs à produire détaillés dans le règlement particulier d'appel d'offres.

Date d'envoi à la publication : Le 19 avril 2016.

*Le Maire,
R. TUMAHAI.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 27-16 MET

(Article 25 *bis*-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - Identification de la personne publique qui a passé le marché : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2, 5e étage, rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - Objet du marché :

1. Objet du marché : Marché n° 16 0036 du 22 février 2016 relatif à la réfection de la chaussée sur les avenues Prince-Hinoui et Général-de-Gaulle, du carrefour Chesse au carrefour Taaone, lot n° 1 : Travaux de chaussées dans la commune de Papeete, Tahiti, archipel de la Société, Polynésie française.

2. Type de marché : Marché public de travaux.

3. Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 52-15 MET du 24 septembre 2015 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française 2015 n° 78 du 29 septembre 2015 et n° 83 du 16 octobre 2015.

C - *Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 13, 20, 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés ci-dessous :

1. Prix : 70 ;
2. Valeur technique, appréciée au regard du mémoire technique : 30.

Selon les sous-critères suivants :

- a) Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 8 ;
- b) Un programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 4 ;
- c) PHS demandé au c) du mémoire technique : 2 ;
- d) Fiches de procédures demandées au d) du mémoire technique : 16.

E - *Nom du titulaire du marché* : Groupement d'entreprises JL Polynésie (mandataire), Polygoudronnage, BP 380622 Tamanu, 98718 Punaauia, tél. : (689) 40 42 09 46, fax : 40 41 07 72, e-mail : cathy@jlpolynesie.pf.

F - *Montant du marché* : 352 270 822 TTC.

G - *Date de notification du marché* : 23 mars 2016.

H - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : 19 avril 2016.

I - *Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesiefrancaise@mail.pf.

J - *Délais d'introduction des recours* :

- *référé contractuel* : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;

- *recours en contestation de validité du contrat* : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 28-16 MET

(Article 25 *bis*-V du code des marchés publics
de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - *Identification de la personne publique qui a passé le marché* : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2, 5^e étage, rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - *Objet du marché* :

1. *Objet du marché* : Marché n° 16 0048 du 4 mars 2016 relatif aux travaux de sécurisation phase 2 de la falaise en amont et aval de la RT 2 au PK 21,500, dans la commune de Hitia'a O Te Ra, Tahiti, archipel de la Société, Polynésie française.

2. Type de marché : Marché public de travaux.

3. Références de l'avis d'appel d'offres : Avis d'appel d'offres n° 41-15 MET du 17 août 2015 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française 2015 n° 67 du 21 août 2015.

C - *Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés ci-dessous :

1. Prix : 60 ;
2. Valeur technique, appréciée au regard du mémoire technique : 40.

Selon les sous-critères suivants :

- a) Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 9 ;
- b) Un programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases) : 4 ;
- c) PHS demandé au c) du mémoire technique : 2 ;
- d) Fiches de procédures demandées au d) du mémoire technique : 15 ;
- e) Note descriptive globale demandée au e) du mémoire technique : 10.

E - *Nom du titulaire du marché* : Entreprise Boyer, BP 20287, 98 713 Papeete, tél. : (689) 40 54 88 77, fax : (689) 40 41.23 91, e-mail : boyer@boyer-construction.pf.

F - *Montant du marché* : 89 128 383 TTC.

G - *Date de notification du marché* : 29 mars 2016.

H - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : 19 avril 2016.

I - *Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesie.francaise@mail.pf.

J - *Délais d'introduction des recours* :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION N° 29-16 MET

(Article 25 bis-V du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics)

A - *Identification de la personne publique qui a passé le marché* : Polynésie française, ministre de l'équipement, BP 2551, 98713 Papeete, Tahiti, bâtiment administratif A2, 5e étage, rue du Commandant-Destremau, tél. : (689) 40 46 80 19, fax : (689) 40 48 37 92, courriel : secretariat@equipement.min.gov.pf.

B - *Objet du marché* :

1. *Objet du marché* : Marché n° 16 0041 du 24 février 2016 relatif aux travaux de reconstruction d'un dalot sur la RT 2 au PK 27,700, dans la commune de Hitia'a O Te Ra, Tahiti, archipel de la Société, Polynésie française.

2. *Type de marché* : Marché public de travaux.

3. *Références de l'avis d'appel d'offres* : Avis d'appel d'offres n° 49-15 MET du 14 septembre 2015 publié au *Journal officiel* de la Polynésie française 2015 n° 75 du 18 septembre 2015.

C - *Procédure de passation* : Appel d'offres ouvert lancé conformément aux articles 19, 20 et 23 à 25 *quater* du code des marchés publics de la Polynésie française et de ses établissements publics.

D - *Critères de jugement des offres* : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction :

- des critères pondérés ci-dessous :

1. Prix : 70 ;
2. Valeur technique, appréciée au regard du mémoire technique : 30.

Selon les sous-critères suivants :

- a) Fiches techniques FAM dûment renseignées conformément au a) du mémoire technique : 8 ;
- b) Un programme d'exécution demandé au b) (cohérence du planning détaillant les différentes phases : 4 ;
- c) PHS demandé au c) du mémoire technique : 2 ;
- d) Fiches de procédures demandées au d) du mémoire technique : 6 ;
- e) Note descriptive globale demandée au e) du mémoire technique : 10.

E - *Nom du titulaire du marché* : JL Polynésie, BP 380622 Tamanu, 98718 Punaauia, tél. : (689) 40 42 09 46, fax : 40 41 07 72, e-mail : cathy@jlpolynesie.pf.

F - *Montant du marché* : 26 753 541 TTC.

G - *Date de notification du marché* : 23 mars 2016.

H - *Date d'envoi du présent avis à la publication* : 19 avril 2016.

I - *Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours* : Tribunal administratif de la Polynésie française, avenue Pouvana'a-a-Oopa, BP 4522, 98713 Papeete, Tahiti, téléphone greffe : (689) 40 50 90 25, téléphone secrétariat : (689) 40 50 90 32, télécopie : (689) 40 45 17 24, courriel : tadelapolynesie.francaise@mail.pf.

J - *Délais d'introduction des recours* :

- référé contractuel : ce recours peut être exercé au plus tard le trente et unième jour suivant la publication de l'avis d'attribution (articles L. 551-13 et suivants du code de justice administrative et R. 551-7 et suivants du code de justice administrative) ;
- recours en contestation de validité du contrat : ce recours peut être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.

*Le ministre de l'équipement,
de l'aménagement et de l'urbanisme,
et des transports intérieurs,
Albert SOLIA.*

AVIS D'ATTRIBUTION DU MARCHE N° 2016/04

A la suite de l'appel d'offres n° 2015/14 publié le jeudi 17 décembre 2015, le marché n° 2016/04 a été notifié le 7 avril 2016 à l'entreprise Boyer SARL pour un montant de 738 740 400 F CFP HT.

*Le directeur général par intérim,
du port autonome de Papeete,
Boris PEYTERMAN.*

RECEPTION DES ANNONCES
pour publication au *Journal officiel* de la Polynésie française
pour l'année 2016

Les délais limites sont fixés à 11 heures :

- le jeudi *de la semaine précédente* pour le JOPF du mardi ;
- le mardi *de la semaine en cours* pour le JOPF du vendredi,

SAUF pour les numéros suivants :

PUBLICATION AU JOPF		DATE LIMITE DE RECEPTION DES DOSSIERS	JOURS FERIES
N°	DATE		
37	Vendredi 6 mai	Lundi 2 mai	Jeudi 5 mai (Ascension)
38	Mardi 10 mai	Mercredi 4 mai	
40	Mardi 17 mai	Mercredi 11 mai	Lundi 16 mai (Pentecôte)
53	Vendredi 1 ^{er} juillet	Lundi 27 juin	Mercredi 29 juin (Autonomie)
57	Vendredi 15 juillet	Lundi 11 juillet	Jeudi 14 juillet (Fête nationale)
58	Mardi 19 juillet	Mercredi 13 juillet	
66	Mardi 16 août	Mercredi 10 août	Lundi 15 août (Assomption)
88	Mardi 1 ^{er} novembre	Mercredi 26 octobre	Mardi 1 ^{er} novembre (Toussaint)
91	Vendredi 11 novembre	Lundi 7 novembre	Vendredi 11 novembre (Armistice 1918)
92	Mardi 15 novembre	Mercredi 9 novembre	

Ces délais peuvent être modifiés en cours d'année.